

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTUDE DE LA DOCTRINE POLITIQUE DE CHÁVEZ DE 1999 À 2006 À
TRAVERS SES DISCOURS, ÉCRITS ET ENTREVUES

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

THOMAS CHIASSON-LE BEL

Janvier 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS	v
RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	
PENSER LA PENSÉE DE CHÁVEZ.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODE	6
<i>1.1 Ontologie de la démarche</i>	<i>6</i>
<i>1.2 Les méthodes utilisées dans d'autres études et leur apport pour notre démarche.</i>	<i>10</i>
1.2.1 Les études sur la pensée	11
1.2.2 Le castrisme	13
1.2.3 Le péronisme	15
1.2.4 Que retenir de ces études?.....	18
<i>1.3 De l'importance du discours politique</i>	<i>20</i>
<i>1.4 Sur le matériel disponible</i>	<i>24</i>
<i>1.5 Mises en garde</i>	<i>28</i>
<i>1.6 Le traitement des données et les résultats escomptés</i>	<i>30</i>
1.6.1 Hypothèse	31
CHAPITRE II	
PRÉSENTATION DU CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU CHAVISME	33
2.1 <i>La période «puntofijiste»</i>	<i>34</i>
2.2 <i>L'effondrement du pacte de Punto Fijo</i>	<i>39</i>
2.2.1 <i>Le Caracazo, des émeutes qui durent près d'une semaine.....</i>	<i>40</i>
2.2.2 <i>1992 : année des deux tentatives de coup d'État</i>	<i>42</i>
2.2.3 <i>La période d'instabilité qui a précédé la nouvelle hégémonie</i>	<i>46</i>
2.3 <i>La mise en place de la révolution bolivarienne</i>	<i>52</i>
2.4 <i>Conclusion</i>	<i>61</i>
CHAPITRE III	
LE NATIONALISME AU CŒUR DE LA PENSÉE DE CHÁVEZ	63
3.1 <i>Le concept de nation</i>	<i>65</i>

3.2 : <i>Le passé commun</i>	69
3.2.1 Simón Rodríguez.....	70
3.2.2 Simón Bolívar.....	73
3.2.3 Ezequiel Zamora.....	75
3.2.4 Retour sur l'importance des acteurs historiques	77
3.3 <i>Un projet pour le futur</i>	78
3.3.1 Révolution, utopie et objectifs stratégiques	79
3.3.2 L'importance de la Constitution	80
3.4 <i>La souveraineté</i>	82
3.5 <i>L'impérialisme, stade suprême du néolibéralisme</i>	85
3.5.1 Les alternatives à l'impérialisme	90
3.6 <i>Conclusion</i>	94
CHAPITRE IV	
L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DE CHÁVEZ	96
4.1 <i>Une réponse nationale au néolibéralisme</i>	98
4.2 <i>Le rôle de l'État</i>	103
4.2.1 Les problèmes qui limitent l'action de l'État	104
4.2.2 Une solution globale : le pétrole	106
4.3 <i>Le rôle des autres acteurs</i>	107
4.3.1 Le modèle pré-électoral	107
4.3.2 Le modèle de transition.....	109
4.3.3 Le plan économique 2001-2007 et la loi habilitante.....	111
4.3.4 Le socialisme du XXI ^e siècle	116
4.4 <i>Conclusion</i>	120
CHAPITRE V	
CIVILS, MILITAIRES, PARTI, ÉTAT ET CHEF	125
5.1 <i>L'union civils-militaires</i>	126
5.2 <i>La relation entre le président et les électeurs</i>	132
5.3 <i>Le parti et le peuple</i>	136
5.4 <i>Conclusion</i>	140
CHAPITRE VI	
CONCLUSION	142
6.1 <i>Les résultats</i>	144
6.2 <i>Retour sur la méthode</i>	149
6.3 <i>Notes sur l'originalité</i>	153
6.4 <i>Perspectives</i>	155
RÉFÉRENCES	156

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Évolution de la quantité relative de voix pour les principaux candidats en fonction de leur parti lors des présidentielles de 1958 à 2006	48
2.2	Évolution du nombre de voix aux élections impliquant le président de 1998 à 2006	60

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- ABM : Blanco Muñoz, Agustín. 1998. *Venezuela del 04F-92 al 06D-98 : Habla el comandante Hugo Chávez Frías*. T. 12 de Testimonios violentos. Caracas : "Catedra Pio Tamayo".
- CSD : Chávez Frías, Hugo et Haiman El Troudi. 2005- . *Selección de Discursos del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías*. 7 t. Caracas : Ediciones de la Presidencia de la República.
- DZ : Díaz Rangel, Eleazar. 2006. *Todo Chávez : De Sabaneta al socialismo del siglo XXI*. 2^e éd. rev. et augm. Caracas : Planeta.
- LA : Chávez Frías, Hugo. 2007. *El libro Azul*. Caracas : ediciones del Minci.
- LB : Bilbao, Luis. 2005. *Chávez et la révolution bolivarienne : entretien avec Luis Bilbao*. Clamecy (Fr) : Le temps des cerises.
- MH : Harnecker, Marta. 2002. *Hugo Chávez Frías. Un hombre, un pueblo*. Espagne : Gakoa Tercera Prensa.
- PA : Chávez Frías, Hugo. 2006. *Palabras Antiimperialistas*. Caracas : Ministerio de comunicación e información, deuxième édition.

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objectif de présenter la pensée politique de Hugo Chávez Frías. Cette pensée est une doctrine baptisée chavisme qui agit au sein d'un débat de nature idéologique visant à mobiliser la population autour d'une refonte de la structure institutionnelle du Venezuela. À l'aide d'éléments de la théorie de Mikhaïl Bakhtine, d'études sur la pensée politique de Lénine, Gramsci et Guevara, et de travaux portant sur la pensée politique de personnages similaires à Hugo Chávez Frías, nous avons dégagé une méthode qui permet de découvrir sa doctrine à travers ses discours, ses écrits et des entrevues longues qui ont été publiées. Cette méthode utilise les résonances dialogiques et les éléments de doctrine qu'il énonce au sein du matériau étudié. Elle nous a permis de présenter une doctrine qui est l'articulation des concepts principaux qui justifient ses prises de position et politiques particulières pendant la période étudiée, soit de 1999 à 2006.

Cette recherche présente le chavisme d'abord comme une réponse au contexte qui précédait sa prise de pouvoir. Cette réponse s'appuie sur un nationalisme qui définit l'appartenance à la nation en fonction de l'adhésion à un projet politique, lui-même défini pour les plus pauvres et les exclus. Autour de ce nationalisme s'organise une série de concepts, comme la souveraineté, la révolution et l'impérialisme. Cette doctrine contient également un versant économique, lui-même articulé au nationalisme à l'aide du concept de développement endogène intégral, dont l'évolution mènera à l'inclusion du concept de socialisme au sein de la pensée. Finalement, en tant que proposition de changement de la structure institutionnelle, le chavisme inclut également une partie importante sur les relations entre le chef d'État, le parti politique, les forces armées et le peuple. Dans cette partie de la pensée, les concepts de parti, de leader naturel et d'union civils-militaires, qui s'articulent également avec les concepts précédents, brouillent les frontières entre le peuple, le gouvernement, le parti et l'État afin que tant le peuple que les institutions et les organisations contribuent ensemble au projet politique défini pour la nation.

Bien que cette méthode autorise difficilement le discernement des éléments qui semblent être des choix plus stratégiques que doctrinaires, elle permet de présenter un ensemble articulé et cohérent qui facilite la compréhension de la situation au Venezuela. Surtout, elle permet de présenter les intentions qui, à travers les discours, écrits et entrevues de Chávez, servent à justifier les choix institutionnels qui ont été faits. Elle montre également certaines tensions au sein de la doctrine, notamment entre le rôle important accordé au leader naturel et celui, non moins important, accordé à la démocratie participative et « protagonique ».

Mots clefs : Chávez, Frías, Hugo; Histoire politique; Pensée politique; Révolution bolivarienne; Venezuela.

INTRODUCTION

PENSER LA PENSÉE DE CHÁVEZ

Le Venezuela a changé de visage au cours des deux dernières décennies. En 1989, au milieu d'une crise économique importante, une émeute explose et dure plusieurs jours : elle provoque des affrontements violents entre les forces armées et les émeutiers. Trois ans plus tard, en une seule année, deux groupes militaires tentent de renverser le gouvernement par la force et échouent. Le président perd toutefois la confiance du Parlement quelques mois plus tard. Ce contexte provoque une chute draconienne de la popularité des partis politiques qui s'échangeaient le pouvoir depuis une trentaine d'années et favorise l'émergence d'une nouvelle coalition politique, *Convergencia Caldera*, qui prendra la présidence pour un seul mandat. Tremblements économique et politique créeront l'espace pour une nouvelle formation politique ayant à sa tête le principal protagoniste de l'une des tentatives de coup d'État : Hugo Chávez. Celle-ci a changé le visage politique du pays¹. Ce nouveau visage, c'est celui d'un projet hégémonique² qui a pris suffisamment d'importance pour avoir fait naître un substantif et son épithète, le chavisme et chaviste.

¹ À ce sujet, Dick Parker (2001, p.13) débutait un article sur le chavisme par la phrase suivante: «Todos los analistas están de acuerdo en reconocer que el fenómeno político que encabeza el actual presidente de Venezuela, Hugo Chávez Frías, representa una ruptura con el esquema político venezolano de las últimas décadas. Podría haber discrepancias respecto a la profundidad o, incluso, sobre las características de esta ruptura, pero no hay la menor duda de que la victoria electoral de Chávez en diciembre de 1998 ha transformado el escenario político del país.»

² L'idée que Chávez soit parvenu à définir une nouvelle configuration hégémonique est développée dans un livre de Margarita López Maya (2006, p. 13-14) qui fait tourner son étude du pays autour d'une lutte pour l'hégémonie. Elle définit l'hégémonie comme étant «un "equilibrio inestable", donde un grupo de actores logró acumular la suficiente legitimidad para acceder al poder y poner en práctica

Chercher à comprendre cette nouvelle hégémonie n'est pas une chose simple. Le premier élément à saisir est l'importance qu'occupe Chávez au sein du processus qui a construit cette hégémonie. La rapidité de la croissance de son premier parti électoral, le Mouvement cinquième république (Movimiento Quinta República, MVR), a laissé libre cours à la détermination des orientations générales du parti par un cercle restreint d'acteurs dont il était le cœur. Certains disent qu'il y avait le dernier mot³. Durant ses années passées à la présidence, alors que le pouvoir législatif lui était favorable, il a souvent demandé l'adoption de lois habilitantes par l'Assemblée nationale. Celles-ci lui permettaient de d'adopter des décrets présidentiels ayant force de loi⁴. Par l'entremise de l'espace médiatique qu'il occupe, notamment grâce à l'émission télévisuelle dominicale *Aló presidente*, il est le visage que bien des Vénézuéliens rattachent au régime qu'il préside. Sans être seul, il occupe une position centrale dans le processus politique actuel au Venezuela : Chávez est le cœur du chavisme, tout comme Castro est celui du castrisme et peut-être davantage que Perón fut celui du péronisme puisque dans ce dernier cas, Eva Duarte Perón a joué un rôle non négligeable.

Autre particularité de cette hégémonie : elle revendique son originalité. Prenant appui sur des personnages historiques du pays – principalement Bolívar, Zamora et Rodríguez – Chávez insiste sur la nécessité que le projet politique, qui doit être implanté au Venezuela et en Amérique latine de façon générale, soit original. Sans nier l'importance de l'histoire et de la pensée politique, il estime que l'interprétation qui en est faite pour son pays doit correspondre à ses spécificités. Ainsi, l'hégémonie au Venezuela doit être une interprétation particulière de la pensée politique spécialement adaptée aux conditions locales. Bien que l'originalité ainsi revendiquée puisse être remise en cause, cette prétention est en soi intéressante puisqu'elle critique implicitement les pensées politiques déjà établies. En quoi faudrait-il produire une pensée originale si celles des prédécesseurs étaient déjà bien formulées? Une telle prétention invite du même souffle à s'interroger sur la portée

su proyecto para el conjunto de la sociedad.» Elle définit ainsi l'hégémonie en fonction de l'accumulation de légitimité d'un groupe d'acteurs. Pour le Venezuela, la nouvelle hégémonie est celle d'un groupe dirigé par Hugo Chávez Frías, dans lequel il occupe une place prépondérante.

³ Voir à ce sujet : Izarra, William E. 2001. «Genesis del Movimiento V República MVR». In *En búsqueda de la revolución*, p. 90 à 139. Caracas (Ven) : Producciones Karol.

⁴ De 1999 à 2001, Chávez a adopté 106 décrets ayant force de lois. Pour fins de comparaison avec les présidents qui en avaient adopté plusieurs: Jaime Lusinchi avait fait adopter 80 décrets de ce genre en 1984 et Carlos Andrés Pérez en avait adopté 62 en 1974.

«novatrice» du projet mis de l'avant par Chávez et sur sa capacité à remettre en cause ce qu'il prétend dépasser. Que nous propose donc Chávez comme modèle original?

Les interprétations sur les orientations de Chávez pullulent : «homme honnête, mais non-marxiste et contradictoire» (Woods, 2006, p.24), «ni populiste comme Perón, ni socialiste comme Allende, il est un nationaliste de gauche radical près de Castro dans sa vision internationaliste» (Gott, 2005, p.6), «autoritaire et personnaliste s'appuyant sur l'exercice effectif du pouvoir militaire» (Langue, 2002, p.134), «populiste» (Hawkins, 2003), «néopopuliste» (Arenas, 2006)⁵. En croisant toutes ces interprétations, il est difficile d'imaginer qu'il s'agit bel et bien du même personnage et l'on serait tenté de donner foi à la première interprétation : il est contradictoire. Toutefois, ne se coupe-t-on pas ainsi de la compréhension de ce phénomène, qui recueille une vague d'appuis populaires impressionnante, en cherchant à le catégoriser trop rapidement? Ne se prive-t-on pas de la possible originalité et de la particularité du modèle que propose Chávez en le réduisant à des qualificatifs? Si les qualificatifs énumérés dans ce paragraphe peuvent nous aider à situer la posture politique qu'adopte Chávez, il faut par contre se méfier des conclusions trop rapides qu'ils pourraient induire.

Nous proposons ici de chercher à comprendre cette hégémonie en éclaircissant la doctrine qui propose d'en faire l'unité et la cohésion. Les différentes politiques, mesures et missions adoptées au cours du régime présidé par Chávez le furent au nom d'une doctrine appelée bolivarienne. C'est à elle qu'est accordé le rôle de justifier les différentes politiques particulières en les situant dans un ensemble englobant. La République fut également rebaptisée à l'aide du terme bolivarien à la suite de l'adoption de la nouvelle constitution et l'épithète bolivarienne est utilisée autant pour désigner les actes du gouvernement que le peuple qui appuie le projet du gouvernement. C'est également au nom de cette doctrine que la population est invitée à appuyer Chávez lors des élections. Le socialisme, qui est mis de l'avant depuis quelques années, est également qualifié de bolivarien. Or, il n'existe aucun ouvrage qui rende compte de cette doctrine, qui semble pourtant intelligible aux yeux de ses protagonistes. Comment la discerner?

⁵ Les citations précédentes sont des traductions de versions originales en anglais. Seule la citation de Langue est originellement en français, alors que celle de Arenas est en castillan.

Une première remarque s'impose : si le terme utilisé par Chávez pour décrire la doctrine à laquelle il se réfère est le bolivarianisme, il est plus approprié d'utiliser le mot «chavisme» dans le cadre d'une étude comme celle-ci. Le bolivarianisme fait directement référence à Bolívar, acteur majeur des guerres d'indépendance du Cône Sud. Il est vrai que l'on retrouve de nombreuses références à ce dernier dans les discours et programmes mis en place sous Chávez, mais on trouve aussi des références à d'autres acteurs historiques, notamment Símon Rodríguez et Ezequiel Zamora, et la filiation directe entre les discours de Chávez et les propositions émanant directement de Bolívar pourrait à elle seule être le sujet d'une recherche. Pour éviter l'écueil de devoir démontrer ce lien à tout moment, il est plus approprié de parler de chavisme, d'autant plus que ce terme est utilisé couramment dans les articles produits en sciences sociales à propos du régime actuellement en vigueur au Venezuela⁶. De plus, l'utilisation du terme «chavisme» permet de mettre une distance entre la pensée politique de Bolívar et la façon dont l'image et la pensée de celui-ci sont mobilisées dans la doctrine mise de l'avant par Chávez. Sans rejeter tout lien entre les doctrines de Bolívar et de Chávez, le terme «chavisme» permet d'en traiter avec davantage de détachement. Dans le cadre de ce mémoire, nous présupposons que Chávez utilise une doctrine qui lui est propre et nous chercherons à la présenter.

Une seconde remarque est importante : elle porte sur l'évolution de cette doctrine. Au tout début de son mandat comme président, Chávez ne parlait pas du socialisme en termes élogieux⁷ et les références à l'impérialisme renvoyaient davantage au colonialisme espagnol datant du début du XIX^e siècle. Or, ces deux expressions ont été mobilisées dans ses discours au cours de ses mandats et sont devenues importantes. Par exemple, la lutte contre

⁶ À titre d'exemple, voici quelques articles publiés dans des revues scientifiques où le substantif chavisme ou l'épithète chaviste apparaît dans le titre : Arenas, Nelly. 2006. «El proyecto *chavista* : Entre el viejo y el nuevo populismo». *Cuestiones Políticas* : no 36 (janvier-juin), p. 35-69. Ellner, Steve. 2001. «The radical potential of *chavismo* in Venezuela : The first year and a half in power». *Latin American Perspectives* : vol. 28, no 5. p. 5-32. Ellner, Steve. 2005. «Revolutionary and non-revolutionary paths of radical populism : directions of the *chavista* movement in Venezuela». *Science and society* : vol. 69, no 2 (avril). p. 160-190. Hawkins, Kirk. 2003. «Populism in Venezuela : The rise of *Chavismo*». *Third World Quarterly* : vol. 24, no 6. p. 1137-1160. [nous soulignons dans les titres]

⁷ Dans un discours prononcé le 26 avril 1999, il disait même que le socialisme n'avait pas été la voie à suivre, même si le néolibéralisme enfermerait davantage de gens dans la misère : «[...] *a la hora que el neoliberalismo se ha demostrado que tampoco es el camino, no lo fue el comunismo ni el socialismo, pero tampoco lo es el neoliberalismo que nos hunde en la miseria más terrible, mucho más que el sistema socialista.*» (CSD, T.1, p. 125).

l'impérialisme actuel était au centre de sa campagne présidentielle de 2006 et le socialisme est quant à lui devenu l'élément principal utilisé pour décrire la politique qu'il souhaite mettre en place. Ainsi, même si le but de notre travail est de chercher la cohérence de ces éléments au sein d'une doctrine qui les a précédemment exclus, il demeure important de noter les transformations⁸ qui s'opèrent et peuvent provoquer des contradictions.

Chercher à comprendre cette doctrine, c'est chercher à comprendre l'articulation conceptuelle qui justifie des propositions de modifications institutionnelles et qui, ainsi, agit sur la structure de reproduction de la société. Bien que la doctrine de Chávez ne soit qu'une proposition au sein d'une société où des groupes en avance plusieurs autres, notamment à travers les programmes et les acteurs des autres partis et organisations politiques, elle est issue de la présidence. Cette position au sein de la structure institutionnelle est particulièrement influente pour la détermination des enjeux des débats idéologiques.

De plus, en utilisant plus récemment le terme «socialisme» et en invitant à construire un socialisme nouveau, «du XXI^e siècle», il reprend un débat idéologique qui semblait perdre de l'importance : celui de la construction d'un État socialiste. Il importe ainsi d'en faire une présentation rigoureuse pour saisir comment s'articule cette vision du socialisme.

⁸ Éléazar Diaz Rangel (2005) note cette différence dans les discours du Président Chávez, et il les associe à un changement majeur. Cette transformation sera discutée dans le cœur même de notre étude.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODE

Dans ce chapitre, nous allons présenter les éléments théoriques qui permettent d'identifier l'existence d'une doctrine propre à Chávez. Il sera question de l'univers ontologique dans lequel il faut situer cette doctrine pour pouvoir l'appréhender. Nous ferons ensuite un survol de différents ouvrages qui ont été produits sur des objets similaires afin d'alimenter notre réflexion méthodologique. La section suivante abordera des réflexions sur le discours afin de placer quelques éléments épistémologiques nécessaires à notre démarche. Les dernières sections décrivent quant à elle la méthode utilisée, les hypothèses et les mises en garde relatives à ce qu'elle peut produire et à ce qu'elle ne peut donner comme résultats.

1.1 Ontologie de la démarche

Nous comptons placer l'étude de notre objet, la doctrine de Chávez, dans le champ des études de sociologie politique. En ce sens, la doctrine de Chávez est une doctrine idéologique qui agit dans la sphère des débats idéologiques visant tant à justifier qu'à transformer les institutions qui régulent les pratiques significatives.

Pour bien comprendre l'univers ontologique dans lequel nous opérons, nous allons ici mobiliser des éléments issus de la sociologie de Michel Freitag⁹ qui développe un système théorique reposant sur la centralité de la pratique significative. À l'aide de cette ontologie, il

⁹ Cette partie de la sociologie de Michel Freitag est principalement issue de : Freitag, Michel. 1986. *Dialectique et société*. Tome 2. Montréal: Éditions Saint-Martin. Chap. 7 à 11.

(culturel-symbolique, politico-institutionnel, décisionnel-opérationnel, parfois appelé systémique-totalitaire). Nous nous intéresserons ici principalement au second mode, politico-institutionnel, puisque c'est cet idéal-type qui correspond le mieux à la société qui sera ici étudiée.

Au sein des sociétés se reproduisant par le mode politico-institutionnel, les institutions, qui fixent des normes et les relayent par des sanctions, deviennent le cœur de l'articulation de la reproduction. Tant les normes que les institutions sont extérieures à l'objet de l'action et à l'action elle-même lorsque celle-ci porte directement sur le monde. La régulation par la norme n'a pas pour effet de reconfigurer directement et complètement la médiation symbolique de chaque activité de l'humain sur le monde et ses semblables, mais bien de sanctionner positivement ou négativement leur réalisation. Ces normes, étant extérieures aux actions, ne sont pas produites par la nécessité de l'action elle-même, mais au sein d'institutions qui deviennent un lieu et un enjeu de débats. Ce qui distingue ces sociétés de celles se reproduisant par un mode culturel-symbolique est cette sphère supplémentaire, celle des institutions, dont le contenu n'est pas défini directement par la relation des hommes au monde, mais par une réflexivité de l'homme sur la conduite de sa pratique significative. Une telle séparation fait apparaître, en plus d'une pratique engagée dans le monde et dans nos relations, une pratique dont l'objet est la régulation des pratiques par les institutions. Cette pratique devient à son tour institutionnalisée et, mobilisant la réflexivité des membres de la société, devient une praxis superstructurelle. La capacité d'institutionnaliser devient distinctive du mode de reproduction d'une société lorsque celle-ci est elle-même institutionnalisée.

Le détachement de la sphère de la pratique d'une part, et de celle des institutions qui en fixent les normes de l'autre, appelle trois principaux procès de reproduction. Le premier est celui de l'action de base, qui existait déjà dans le mode culturel-symbolique, mais qui n'est plus directement une reproduction sociétale puisque les modifications des pratiques quotidiennes n'impliqueront pas une transformation de sens pour l'ensemble des institutions. Les pratiques de base demeurent tout de même des pratiques significatives essentielles à la reproduction. Celles-ci sont subordonnées aux règles institutionnelles qui leur sont extérieures. Le second niveau est ainsi celui de la reproduction par l'application des normes

issues des institutions. C'est la médiation institutionnelle qui balise les actions du premier niveau du procès de reproduction et permet tant aux actions de premier niveau qu'aux institutions elles-mêmes de se reproduire. Le troisième niveau, baptisé reproduction élargie, est celui de la reproduction et de la transformation de la structure politico-institutionnelle elle-même, c'est-à-dire l'action réflexive sur les institutions, ou la praxis superstructurelle. C'est dans ce procès que se développe une idéologie de légitimation de la structure institutionnelle. Ce niveau subordonne les deux précédents en légitimant les institutions qui, elles, régulent les pratiques infrastructurales en les rendant significatives dans un cadre donné. Toutefois, c'est aussi à ce niveau que se déroulent les luttes idéologiques explicites visant à transformer les institutions, par exemple, celles opposant une idéologie de légitimation à une ou des idéologies de contestation visant à transformer les institutions. Il y a ainsi dissociation entre les pratiques de régulation et celles de légitimation, bien que ces deux genres d'actions puissent répondre à de mêmes objectifs de reproduction d'une domination.

Ainsi comprise, l'idéologie prend deux sens. D'une part, elle est idéologie de légitimation sociétale, qui ne vise pas directement la pratique quotidienne, mais donne une signification à l'articulation des différentes institutions en fonction d'un idéal transcendantal et d'un sujet collectif. Elle est alors un discours abstrait et théorique. En ce sens, l'idéologie peut être considérée comme une sorte de voile partagé par les membres d'une société (autant par les classes dominées que dominantes) qui les limite dans leur remise en cause de l'ordre établi. D'autre part, l'idéologie peut également être l'objet et le lieu d'un débat dont le sens peut varier. Par exemple, l'idéologie de légitimation peut être remise en cause par la construction d'un discours de classe visant à transformer les institutions pour la mise en place d'un programme de type socialiste, mais peut aussi l'être à l'aide d'un discours articulé et diffusé sur la mondialisation. Celui-ci pourrait encourager une redéfinition de la structure institutionnelle par la création de nouvelles institutions supraétatiques dont l'objectif serait d'instaurer et de protéger la libre circulation des flux financiers et spéculatifs¹⁰. L'idéologie peut ainsi être le lieu où s'affrontent différentes visions du monde.

¹⁰ Les deux exemples de volonté de transformation sont donnés par Freitag à des endroits différents. Dans *Dialectique et société* (T.2, p. 254 à 257), il discute de la possibilité pour les classes dominées de se doter d'une idéologie propre qui leur permette de se mettre à l'abri de l'idéologie de légitimation et ainsi, de coordonner une praxis superstructurelle pour transformer les institutions. Dans *Le monde*

Lorsqu'elle est abordée comme étant la justification de l'organisation institutionnelle, l'idéologie est davantage l'intériorisation subjective des institutions et des normes par les membres d'une société. Elle est alors moins sujette à être saisie dans les discours qui la constituent et plus dans la réception qui en est faite. Prise dans le sens d'un lieu où s'affrontent différentes visions de l'organisation institutionnelle qui devrait être mise en place, c'est davantage du côté de la production du discours idéologique qu'il devient intéressant de saisir l'objet.

Dans un tel cadre, la pensée ou la doctrine chaviste est une praxis superstructurelle qui a proposé et propose des modifications institutionnelles, mais qui défend également les institutions qu'elle a contribué à forger. La particularité de celle-ci est ainsi de se situer entre les deux pôles qui viennent d'être définis. D'une part, elle est idéologie de légitimation en ce sens qu'elle se porte à la défense de l'ordre institutionnel qui vient d'être renouvelé et est probablement partagée par une partie de la population¹¹. D'autre part, elle est idéologie de transformation en cela qu'elle a été mise de l'avant pour faire adopter une nouvelle constitution (celle adoptée en 1999), pour transformer les rapports institutionnels (notamment par des missions sociales) et pour proposer de nouvelles modifications à la Constitution (référendum sur l'amendement de la constitution de décembre 2007).

Comprise ainsi, la praxis superstructurelle de Chávez, bien qu'elle ne soit pas la seule à agir comme idéologie de légitimation et comme idéologie de transformation (il y a également plusieurs partis politiques, d'autres dirigeants nationaux, régionaux et locaux, et une infinité d'acteurs dont la liste n'a pas besoin d'être faite ici), est un objet privilégié pour la compréhension des modifications institutionnelles en ce moment débattues au Venezuela. Il

enchaîné. Freitag étudie comment la diffusion de l'idéologie néolibérale a pu mener à la justification d'une tentative d'instauration d'un nouvel ordre institutionnel supraétatique cherchant à subordonner la liberté des États de définir les institutions et les normes pour la communauté politique qu'ils représentent à la liberté des citoyens investisseurs de faire fructifier leurs avoirs où bon leur semble. Dans ce cas, Freitag estime toutefois que les transformations institutionnelles impliquées par la proposition qu'il étudie peuvent conduire à un dépassement du mode de reproduction politico-institutionnel pour en arriver à une reproduction décisionnelle-opérationnelle, ou plutôt, systémique-totalitaire.

¹¹ Le renouvellement de l'appui aux partis politiques qui supportent Chávez, au cours du grand nombre d'élections qui ont eu lieu depuis 1999, permet d'affirmer que le discours qui défend l'ordre institutionnel instauré avec la nouvelle constitution est partagé dans une certaine mesure par la population. L'objectif de notre étude n'est toutefois pas de mesurer la prégnance de l'idéologie de légitimation.

en est ainsi tant par la place qu'il occupe dans la structure institutionnelle – celle de président – que pour le rôle qu'il a joué au sein du gouvernement et de son parti. Il occupe également un grand espace dans les médias et mobilise souvent des foules pour ses discours. La doctrine qu'il avance est donc beaucoup entendue. Notre démarche vise à en saisir la cohérence.

1.2 Les méthodes utilisées dans d'autres études et leur apport pour notre démarche.

Le travail qui vise à saisir et à présenter la cohérence d'une doctrine politique est généralement celui d'une étude sur la pensée politique. C'est pourquoi nous avons tenté de trouver des pistes pour notre démarche dans des études de ce genre. Nous avons principalement retenu les ouvrages de Michael Löwy sur Ernesto Guevara, de Henri Lefebvre sur Lénine et de Jean-Marc Piotte sur Antonio Gramsci. Toutefois, Guevara, Lénine et Gramsci sont auteurs de textes, alors que Chávez compte peu d'ouvrages écrits. Il était donc approprié de fouiller dans différentes études produites sur la pensée et la doctrine politique d'acteurs similaires à Chávez en cela qu'ils ne sont pas des auteurs théoriques, mais ont quand même été des présidents dont la doctrine est étudiée. Il y en a plusieurs et nous n'en avons retenu que quelques-unes, principalement sur Fidel Castro et Juan Domingo Perón. Celles que nous avons retenues l'ont été d'abord en fonction de leur disponibilité, mais aussi de l'apport qu'elles constituaient au niveau de leur construction méthodologique. Les études sur Castro nous semblent intéressantes dans la mesure où le castrisme est un terme reconnu pour désigner la doctrine politique de cet acteur. Par contre, l'affiliation avouée de Castro au marxisme-léninisme au début des années 1960 donne un tournant différent à ces études. Malgré les différences entre le castrisme et cette doctrine communiste soviétique, Castro revendique une filiation idéologique claire dont il devient essentiel de tenir compte. Ce n'est pas le cas ni pour Chávez, ni pour Perón. La doctrine développée par Juan Domingo Perón est particulièrement intéressante parce qu'elle a fait naître un substantif, le péronisme, alors que Perón se revendiquait du *justicialisme*. Dans bien des cas, malgré l'utilisation du terme *justicialisme* par Perón, les auteurs traiteront de sa doctrine en utilisant le terme dérivé de son nom.

1.2.1 Les études sur la pensée

Les études sur la pensée politique de personnages importants sont des ouvrages qui portent sur la cohérence des doctrines politiques. Nous nous y sommes intéressé pour comprendre comment ils appréhendaient cette cohérence. Dans son ouvrage sur Ernesto Guevara, Michael Löwy écrivait que son l'objectif était justement de restituer la cohérence de la pensée :

Le but de notre travail est de montrer que la pensée de Guevara constitue un ensemble cohérent, construit sur les prémisses fondamentales du marxisme-léninisme, et dont les thèmes philosophiques, humanistes, éthiques, économiques, sociologiques, politiques et militaires sont étroitement solidaires (1997, p.33).

Aucune équivoque n'est permise : l'objectif de l'auteur est bien de démontrer la cohérence de la pensée de Guevara! Elle n'apparaît pas d'emblée, et c'est en cherchant à travers ses discours et ses oeuvres qu'il est possible de la découvrir pour la rendre claire aux lecteurs. C'est donc que la cohérence n'était pas à première vue apparente. De son côté, Henri Lefebvre écrivait dans l'introduction de son étude sur la pensée de Lénine qu'elle visait à ce que le lecteur puisse «dépasser les définitions incomplètes et unilatérales de la pensée léniniste, qui n'en donnent qu'un aspect ou une interprétation polémique» (1957, p.14). Il doit, contre ces définitions, en démontrer l'unité et la complétude.

Dans ces deux cas, il s'agit d'études posthumes¹² qui redonnent, par un travail appliqué, une cohérence particulière à la pensée de ces personnages. Elles sont, aussi rigoureuses soient-elles, des interprétations de pensées politiques qui visent à leurs donner une unité. Cette approche du travail sur la pensée est bien définie par Jean-Marc Piotte lorsqu'il étudie la pensée politique de Gramsci. Dans ce cas, il analyse la pensée à travers des fragments de textes, les cahiers de prison, qui étaient de surcroît codés pour dissimuler leur vraie signification à des geôliers qui auraient autrement pu les censurer. Il se résigne donc à poursuivre ce que Gramsci a commencé :

¹² Le livre sur la pensée de Guevara a été écrit originalement en 1969, soit 2 ans après sa mort, et celui sur la pensée de Lénine a été publié en 1954. soit 30 ans après sa mort.

[...] nous devons admettre que l'interprétation produite est autre que ce qu'a dit Gramsci. Il ne faut pas se leurrer : la pensée articulée ne se trouve pas telle quelle dans les fragments, elle n'y est pas directement lisible; il ne s'agit pas, par un travail d'archéologue, de découvrir ce qui était «déjà là», sous une forme cachée. Tout ce que l'interprète peut faire est de produire une pensée articulée en s'appuyant sur les analyses partielles de Gramsci et tenter de mener à terme la recherche entreprise par l'auteur sur tel ou tel problème. (Piotte, 1970, p.10)

Ici, il est question de textes, de réflexions écrites : les cahiers de prison. Ils ont sans doute un caractère plus profond et plus recherché que les discours prononcés spontanément par un orateur devant une foule. Toutefois, Piotte souligne également qu'il a «souvent dû extraire la pensée de l'auteur [Gramsci] d'analyses concrètes qu'il ébauchait» (1970, p.14). Ainsi, les études sur la pensée semblent bel et bien être un exercice par lequel le chercheur poursuit le travail commencé par le personnage dont il décrit la pensée afin de lui redonner la cohérence qui permet d'en articuler les parties. Pourquoi alors choisir un personnage plutôt qu'un autre pour faire ce genre de travail?

Pour les acteurs mentionnés plus haut, les motifs qui justifient la reconnaissance de l'existence d'une pensée politique chez eux sont de deux ordres. Le premier réside dans l'importance historique de ces acteurs. Par exemple, pour Lénine, Lefebvre affirmera : «Lénine fut essentiellement un révolutionnaire, certainement le plus grand révolutionnaire de tous les temps» (1957, p.13). Pour Guevara, Löwy se contentera de dire qu'il était «l'homme le plus complet de son époque» (1997, p.31) en citant alors ce qu'en disait Sartre. Dans ces deux cas, la grandeur et la complétude indiquent une importance historique qui mérite qu'on s'y attarde. Le second ordre de motifs réside dans un apport théorique original. Piotte dira à propos des cahiers de prison de Gramsci que malgré la difficulté à en extraire le contenu, «l'originalité et la richesse qu'ils recèlent ne devraient pourtant pas être ignorées : ils méritent d'être étudiés.» (1970, p. 10) Ces deux types de reconnaissance sont souvent complémentaires dans la mesure où l'originalité de la pensée peut faire en sorte de donner une importance historique à un acteur.

Ces critères, l'importance historique et l'originalité, sont également présents dans le cas de Chávez. Pour ce qui est de l'importance historique, elle fait peu de doute. Bien qu'il ne soit probablement pas le plus grand révolutionnaire ou l'homme le plus complet de son époque, en tant qu'acteur politique, il occupe un espace médiatique et politique suffisant pour donner à

penser qu'il laissera une marque dans l'histoire de l'Amérique latine. Il est l'un des chefs d'État dont l'action a produit un substantif, le chavisme, qui en décrit la posture politique, et cela mérite une définition même si le chavisme a peu de chance de devenir un ferment de transformation sociale aussi important que le léninisme. En effet, on peut déjà voir des chefs d'État prendre le pouvoir en étant associés au chavisme. Pour ce qui est de l'originalité, elle est sans cesse revendiquée dans les discours de Chávez, et pour la mettre à l'épreuve, il faut sans doute la connaître. Alors, la description systématique de cette pensée devient un instrument de premier choix pour évaluer son originalité.

Le premier obstacle est le matériel qui permette d'étudier la pensée. Alors que Lénine, Gramsci et Guevara ont écrit des textes importants, Chávez compte très peu d'œuvres écrites. On peut ainsi douter de l'apport théorique qu'il représente. Par contre, une grande quantité de ses discours, prononcés dans des situations diverses, et plusieurs longues entrevues retranscrites sont disponibles. Les moyens de communication et la technologie actuels, que ne possédaient pas les personnages précédents, permettent un accès impressionnant aux énonciations du président Chávez. Si la pensée y est exprimée, elle n'est pas énoncée avec le même degré de systématisation et de réflexion qui préside généralement à la production de textes écrits. Comment retrouver la pensée à travers ce qui est disponible? Afin de fouiller cette question, nous avons procédé à l'examen de quelques ouvrages sur la doctrine de Fidel Castro et celle de Juan Domingo Perón.

1.2.2 Le castrisme

Dans les ouvrages consultés sur le castrisme¹³, les références à la méthode utilisée pour cerner la pensée de Castro ne sont pas clairement indiquées. Toutefois, il est possible de saisir la démarche poursuivie par les auteurs en étudiant la façon dont il présente la pensée.

Edward Gonzalez (1974) fait une description du castrisme en utilisant principalement des extraits de discours de Fidel Castro qui ont été reproduits dans le *Granma*, le principal

¹³ Nous choisissons ici d'employer le terme castrisme pour décrire la pensée politique de Castro, mais certains auteurs (Gonzalez, 1974. Draper, 1963) préfèrent utiliser le terme fidelisme. L'utilisation de l'un ou de l'autre ne semble pas révéler une grande importance ni pour nous, ni pour les auteurs auxquels nous faisons référence. Nous avons choisi l'un des termes pour marquer l'unité de ce que nous cherchions.

quotidien de l'île, mais il mobilise également pour son étude certaines mesures (lois, politiques...) prises par le régime. Il utilise également quelques descriptions faites par d'autres auteurs. Le but de son ouvrage est de démontrer que la personnalité de Fidel Castro est au centre du régime qu'il instaure. Bien qu'il traite du castrisme comme étant une idéologie dans un chapitre particulier, il y entremêle parfois certaines critiques qui proviennent de l'objectif de sa démarche : démontrer la place centrale de Castro dans le régime qu'il a contribué à mettre en place. Toutefois, on comprend alors qu'il situe l'idéologie de Castro à l'intersection entre, d'une part, une volonté idéologique claire, en appuyant notamment son explication de la pensée de Castro sur des ouvrages théoriques associés au marxisme-léninisme (m.-l.), et d'autre part, une idéologie qui se construit en réponse à des problèmes particuliers de l'île. Dans ce cas, la pensée politique serait à mi-chemin entre une construction théorique achevée et complète, ayant une portée générale, du même type que celle de Gramsci, et une réponse particulière aux besoins spécifiques de l'île au moment où la pensée est produite¹⁴.

Loree Wilkerson¹⁵ utilise une démarche similaire, bien que l'embargo décrété contre l'île par le gouvernement étasunien limite son accès aux matériaux de recherche. Malgré cela, elle croit avoir mis la main sur suffisamment de matériaux et analyse des discours de Castro et des documents issus des mouvements auxquels il a appartenu. Elle utilise également des lois et décrets que son régime a produits et des analyses d'autres auteurs. Le principal objet de son étude est la rupture qui est intervenue dans la doctrine lorsque Castro a affiché son adhésion au marxisme-léninisme. Elle étudie ainsi les contradictions entre le discours qu'il tenait au début de son mouvement, et celui postérieur à la rupture, pour en arriver à la conclusion qu'il s'agit moins d'une doctrine dont les deux parties s'articulent, mais de choix stratégiques visant à ce que Castro puisse maintenir sa position personnelle au pouvoir. Ainsi, la période marxiste-léniniste serait une trahison des promesses faites dans la période précédente. Theodore Draper (1963) arrive à la conclusion inverse en utilisant une méthode semblable. Il

¹¹ Notons que cette différence entre la compréhension de la pensée en tant que pensée théorique à portée générale ou en tant que théorie construite en réaction à des situations politiques particulières est la controverse qui oppose Jean-Marc Piotte et Henri Lefebvre dans l'interprétation de la pensée de Lénine.

¹⁵ Wilkerson, Loree. 1965. *Fidel Castro's Political Programms, From Reformism to Marxism-Leninism*. Gainesville (FL) : University of Florida Press.

s'appuie essentiellement sur des discours de Castro pour mettre en contradiction ceux qui précèdent le passage au marxisme-léninisme et ceux qui y succèdent. Il en conclut que ce passage est dû à des pressions concrètes, mais surtout qu'il est le résultat logique de tendances latentes de la militance universitaire de Castro. La distance qu'il a maintenue avec les communistes aurait servi à mieux rallier les masses, en cachant sa véritable doctrine. Le discours qu'il tenait au sein du mouvement du 26 juillet dans la période antérieure au marxisme-léninisme était ainsi la trahison, alors que l'adhésion au marxisme-léninisme correspondait davantage à sa doctrine véritable.

1.2.3 Le péronisme

Dans les études qui visent à éclairer la pensée politique de Perón, une première démarche vise à la comparer à différentes doctrines ou pensées politiques qui l'ont précédée. Cette démarche, entreprise par Irving L. Horowitz et reprise par Marvin Goldwert (1972), la définit par l'association de quatre catégories opérant à des niveaux distincts : le bonapartisme, le nationalisme, le rationalisme français et le cléricisme. Si cette démarche offre l'avantage de fournir des points de comparaison, elle souffre néanmoins de deux défauts. D'une part, elle ne permet pas vraiment de saisir l'articulation de ces différentes catégories entre elles, et d'autre part, comme le souligne Luis Mercier-Vega, une telle façon de procéder appauvrit radicalement la réalité qu'il faut décrire et ne fait que la réduire à quelques clichés (1974, p.122). Cet argument l'amène par contre à la conclusion qu'il n'y a pas de doctrine péroniste. L'absence d'unité entre les différents concepts provient principalement du fait que le péronisme est en fait constitué de réponses particulières à des circonstances contingentes. L'unité, dans ce cas, n'existerait que dans le personnage, Perón lui-même. Or, une telle compréhension conduit à penser que le péronisme et le justicialisme ne pourraient durer après la mort de Perón. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrive Georges Béarn en partageant les observations de Mercier-Vega. Il soutient que le péronisme n'existe pas réellement, qu'il est plutôt incarné dans le dirigeant, Perón lui-même, et que dans ce cadre, le péronisme disparaîtra après la mort de Perón (1975, p. 209 à 212). Or, l'Histoire nous enseigne tout autre chose : le péronisme et le justicialisme demeurent des facteurs politiques importants en

Argentine. La définition de la doctrine a sans doute varié avec les années, mais n'est-ce pas le cas de toutes les doctrines?

D'entrée de jeu, malgré le flou qu'il fait régner dans la suite de son ouvrage sur ce qu'est la doctrine péroniste, Gerard Guillerm soutient que dans ses premières années comme président, «Peron est un pur produit de l'Armée, mais c'est déjà un homme politique ayant son corps de doctrine qui perce chaque jour davantage sous l'uniforme.» (1989, p.6). Il croit toutefois que l'attachement à la doctrine diminuera dans la seconde période péroniste du début des années 1970. Elle demeure cependant importante puisqu'il place au cœur du projet politique de Perón une volonté de politiser le peuple qui s'est principalement manifestée par une tentative d'encadrer le peuple dans une doctrine.

Une constante semble se dégager de ces analyses. Pour bien comprendre la doctrine péroniste, il faut moins chercher à la catégoriser par comparaison à d'autres régimes qu'à l'insérer dans le contexte argentin qui l'a fait naître et croître. C'est Pierre Lux-Wurm qui utilise la démarche la plus cohérente pour la définir. Il critique d'abord les approches cherchant à définir le péronisme par des comparaisons avec les étiquettes servant à classer les idées courantes du monde contemporain. Il soutient, avec des arguments près de ceux de Mercier-Vega, qu'une telle approche nous prive d'une compréhension complète et exacte du phénomène, notamment parce que le péronisme prétend être une doctrine originale et exclusivement argentine (Lux-Wurm, 1965, p. 224). Il voit ainsi dans cette «argentinité», l'une des principales caractéristiques du péronisme. Ce qui l'encourage, malgré les difficultés qui s'opposent à la définition de cette doctrine, c'est qu'elle est bel et bien présente comme motif justificatif de l'ensemble des politiques péronistes, même si aucun ouvrage organique ne tend à la définir :

Tous les actes politiques du régime péroniste furent réalisés au nom d'une doctrine supérieure, dont il est difficile d'exposer les principes, car elle fut fréquemment invoquée mais jamais formulée. On ne retrouve à ce sujet que des allusions, des citations, des idées générales, mais aucun ouvrage organique. (Lux-Wurm, 1965, p. 223).

Il existe par ailleurs plusieurs livres qui ont Perón pour auteur. Leur date de publication est toutefois postérieure à l'ouvrage de Lux-Wurm. L'un de ceux-là porte justement comme

titre «doctrine péroniste¹⁶». Ces ouvrages demeurent cependant des compilations de discours prononcés à diverses occasions, ou des recueils de correspondances. L'un d'eux, «Habla Perón¹⁷», cherche à faire une sorte de dictionnaire du péronisme en définissant, à l'aide d'extraits de discours, des mots qui ne présentent cependant aucune articulation entre eux.

Pierre Lux-Wurm arriverait cependant à la même conclusion. En faisant la liste des sources disponibles, discours de Perón, articles signés Descartes qu'on lui attribue, les plans quinquennaux, les interventions d'Eva et les livres qu'elle a écrits, etc., il en arrive à les critiquer une à une comme sources stables de la doctrine péroniste. Cela le conduit à la conclusion suivante : *«Il faut donc puiser dans toutes ces sources à la fois, pour tâcher de retracer les grandes lignes de cette fameuse doctrine et des principes qui étaient censés inspirer la politique du régime»* (Lux-Wurm, 1965, p. 223). C'est donc en fouillant dans les différentes sources que l'on peut saisir quelle est l'unité doctrinaire de la pensée de Perón. En s'inspirant de ces sources, sans toutefois définir une méthode précise pour les analyser et les recouper, il arrive à définir une doctrine relativement unitaire qui repose essentiellement sur trois principes : l'argentinité, la troisième position et le justicialisme. Il ajoute à ces trois éléments fondamentaux quelques éléments secondaires qui permettent d'identifier les liens entre les éléments fondamentaux, tels que l'idée péroniste d'une nation libre et souveraine et de la souveraineté populaire. Il ajoute ensuite à ces éléments les dynamiques de diffusion de la doctrine et de mobilisation populaire par des mystiques, de la propagande, le rôle de la femme de Perón, Eva Duarte, et le culte posthume qui lui a été voué. Même s'il ne l'affirme pas dans l'introduction de la partie portant sur la doctrine péroniste, on constate en la lisant que Lux-Wurm a également fait intervenir, à certains moments, des auteurs qu'il qualifie de chantres ou de théoriciens officiels de la doctrine.

Ainsi, malgré les tentatives de comparer la doctrine péroniste à d'autres doctrines, et malgré les tentatives de le réduire à des réponses particulières à des problèmes particuliers, d'autres auteurs ont cru bon de dégager, par un travail de recherche au sein des différentes sources disponibles émanant de Perón et de son entourage, ce qu'était la doctrine unificatrice de son régime. En lisant la description qui en est faite, on parvient effectivement à saisir les

¹⁶ Peron, Juan Domingo. 1990. *Doctrine péroniste*. Paris : Trident. 484 p.

¹⁷ Peron, Juan Domingo, 1973. *Habla Perón*. Argentine : Editorial Freeland. 264 p.

mesures particulières dans leur articulation avec les autres. Elle devient ainsi une base stabilisée sur laquelle peut s'articuler une critique du modèle institutionnel qu'il cherchait à produire.

1.2.4 Que retenir de ces études?

La première remarque qui émane de notre lecture de ces différentes études est que le travail qui vise à retracer la pensée cherche à restituer une cohérence d'ensemble qui n'apparaît pas au premier abord. C'est l'importance historique et l'originalité des personnages qui rendent nécessaires de telles études. Toutefois, le matériau qui est utilisé dans les études sur la pensée politique n'est pas celui qui est disponible pour Chávez. Dans des cas plus semblables à celui de Chávez, la démarche est différente. Pour saisir une doctrine comme celle de Castro ou celle de Perón, il importe d'abord de la situer dans un contexte national avant de la comparer à des idéologies ou des doctrines autres. Bien que les analyses sur Fidel Castro soulignent son approbation soudaine du marxisme-léninisme, elles notent également les particularités de l'analyse faite par le dirigeant cubain de la doctrine soviétique, c'est-à-dire les points où celles-ci ne convergent pas¹⁸. De plus, les études sur la transformation de son discours lors de son passage au marxisme-léninisme, bien que tous soulignent les contradictions qu'a entraînées cette mutation, certains (Draper, 1963, p.182) ont pu dépister tout de même qu'il s'agissait également d'une tendance qui était latente depuis la militance universitaire de Castro. Dans le cas de Perón, les arguments qui dénigrent les tentatives de comparer la doctrine péroniste à d'autres doctrines semblent plus convaincants que les listes de qualificatifs cherchant à le rattacher à des catégories préalablement constituées. Il s'agit moins de respecter la prétention de Perón de faire une doctrine originale que de ne pas en voiler les particularités derrière quelques clichés. Ainsi, pour saisir ces doctrines, il importe de les replacer dans le contexte auquel elles sont rattachées. À cet égard, pratiquement tous les ouvrages que nous avons cités contiennent des parties initiales sur l'histoire du pays où elles sont nées.

¹⁸ À titre d'exemple, Edward Gonzalez notait que le léninisme utilisait la théorie de l'avant-garde révolutionnaire, et que cette tâche était dévolue au parti, alors que sur l'île cubaine, l'avant-garde était constituée par les guérilleros débarqués du Granma. Une telle conception de l'avant-garde est issue de la théorie des foyers révolutionnaires. (1974. p.153)

La seconde remarque tient à l'importance qu'ont ces doctrines. Pour ceux qui en reconnaissent l'existence, bien que leur accord avec la réalité, ou leur cohérence interne, soient critiqués, elles ont toujours un rôle relativement important pour mobiliser les mouvements qui permettent à ces régimes d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir. Les doctrines sont rarement seules, elles sont accompagnées des capacités charismatiques des personnages qui les défendent, du caractère charismatique de l'entourage immédiat, comme c'est le cas pour Eva Perón, et parfois de «rites» mis en place pour répandre la doctrine ou honorer leurs principaux protagonistes (les grands rassemblements pour écouter les discours de Castro ou les cérémonies et les statues à la mémoire de *Evita*). Le rôle attribué à la doctrine peut toutefois différer : elle peut avoir pour fonction de proposer une structure institutionnelle nouvelle et de mobiliser les gens pour sa réalisation (fonction mobilisatrice), ou de créer une sorte d'«écran de fumée» qui permet au chef d'État de se maintenir au pouvoir (fonction justificatrice)¹⁹. Cette division correspond aux deux définitions que nous avons données de l'idéologie. La fonction mobilisatrice correspond à la définition de l'idéologie en tant que lieu de débat sur les organisations possibles des institutions, et la fonction justificatrice correspond à la définition de l'idéologie de légitimation.

Dans le cadre ontologique défini plus haut, le lieu d'appréhension d'une idéologie de légitimation est dans la réception qu'en font les individus au sein d'une société, alors que le lieu de compréhension d'une idéologie en tant que position sur les institutions dans un débat, un conflit ou une crise, se situe dans les conceptions défendues par les différents protagonistes cherchant à redéfinir les institutions. C'est dans ce second sens que peut être comprise la doctrine de Chávez, sachant qu'au niveau de sa réception et de son acceptation par les membres de la société, les éléments acceptés et rejetés peuvent varier par rapport à ce qui est énoncé.

¹⁹ Les deux fonctions du discours sont en fait tirées d'un article de Jean-Guy Collignon : 1980 «L'idéologie soviétique devant la soviétologie scientifique française» In *Problématique*. T.2 de *Analyse des idéologies*. Sous la direction de Gérard Duprat. p. 309 à 328. Paris: éditions Galilée. Il les reprend lui-même de Basile Kerblay. Dans ce texte, le rôle qui est attribué à l'idéologie et le sens qui lui est donné sont très près du sens accordé à la doctrine dans les analyses portant sur Fidel Castro et Juan D. Perón.

1.3 De l'importance du discours politique.

À la lecture de ces différentes tentatives de retracer les doctrines politiques mises de l'avant par Castro et Perón, il apparaît que les discours prononcés par les acteurs qui en sont la source est un matériau essentiel. C'est en effet le seul qui soit utilisé par tous les auteurs, bien que ceux-ci en critiquent parfois la cohérence, soit en le mettant en contradiction avec des discours précédents, soit en le confrontant à une analyse de la réalité qui donnerait un étalon de vérité. Et lorsque Mercier-Vega soutient qu'il n'existe pas de doctrine pour Perón, c'est en regroupant des extraits de discours et de conférences qu'il en arrive à le saisir :

En groupant des extraits de discours, conférences ou interventions, il est possible de saisir ce qui est essentiel dans le procédé de pouvoir tel qu'il s'applique pendant la période péroniste, non pas en suivant une doctrine, mais comme réponse à des situations de fait, dans laquelle facteurs circonstanciels et données sociales durables s'enchevêtrent (1974, p.126).

Cette remarque nous fait comprendre que même en considérant l'absence d'une doctrine, l'étude des différents discours et conférences est une clef pour saisir le procédé de pouvoir qui est en œuvre. Nous retiendrons toutefois que la compréhension d'une doctrine unifiée et cohérente, là où Mercier-Vega n'en a pas vue, fut tout de même soulignée par d'autres auteurs, dont Lux-Wurm.

Une première interrogation pourrait résider dans l'intérêt de découvrir la cohérence de la doctrine proposée à travers les discours et écrits du président. Quelle est la valeur de la cohérence apportée par le discours et les écrits alors qu'elle pourrait très bien se révéler dans les politiques et les lois adoptées? Cette distinction repose sur l'existence de deux moments distincts : d'une part celui des actions, de la réalité, et d'autre part, celui de la parole, du discours. Il pourrait être déduit de cette distinction que les discours n'ont aucune importance puisque ceux-ci peuvent avoir une distance avec la réalité et que dans ce cadre, seule importe l'analyse des actions. Cette distinction demeure importante, car les discours d'un président incluent également des stratégies, des tactiques dont l'objectif peut être de préserver le pouvoir, indépendamment des gestes réellement posés. Une distance peut en effet exister entre le discours et les actions, mais cela n'enlève pas au discours toute importance. Au

contraire, cela peut être très révélateur et utile. À cet égard, nous reprendrons l'argument utilisé par Armony :

D'Émile Durkheim à Craig Calhoun, en passant par Jürgen Habermas et Niklas Luhmann, des sociologues des plus divers horizons théoriques ont déjà souligné le fait que les notions qui sous-tendent le discours politique contribuent fortement à structurer notre façon de penser le social. [...] Tout énoncé politique possède certes une dimension purement stratégique et conjoncturelle, où l'on peut discerner le vrai et le faux. Mais, pris dans son ensemble (et non pas chaque énoncé pris dans son individualité), le discours politique ne ment pas : il "dit" une réalité (parmi d'autres). Il va de soi que [cette réalité] ne fait pas que "refléter" un certain ordre des choses; [elle] participe à la construction, à la reproduction et à la naturalisation de cet ordre. (2000, p.13-14)

On voit bien dans cette phrase que plusieurs sociologues, qui ont marqué l'histoire de cette discipline, sont mobilisés afin de démontrer que, malgré la distance qui existe entre les discours et la réalité, *les notions* qui sous-tendent le discours disent une réalité, un ordre des choses. Le discours, traversé par ces notions, contribue autant sinon davantage à construire un ordre qu'à le décrire. Ainsi, ce sont les notions qui sous-tendent le discours qu'on veut chercher à saisir afin de rendre compte d'une réalité (parmi d'autres) qui est dépeinte.

Armony va plus loin : «[...] dès que le président exerce son rôle d'énonciateur (en prononçant un type de message bien codifié : l'allocution publique), il est en train d'orienter et d'encadrer la discussion sur les conditions générales *de la production de la société*» (Armony, 2000, p.16, nous soulignons). Ainsi, le discours du président contribue à la production de la société, et dans le cadre ontologique que nous avons fixé plus haut, nous disons qu'il contribue à la reproduction d'une structure institutionnelle.

Telle est l'une des dimensions importantes que permet le statut de président de Chávez : énoncer une doctrine qui oriente les perceptions de la société, et qui organise le débat qui sera fait autour de celle-ci. Il participe de manière importante à la création de l'idéologie qui transforme les institutions et maintient les institutions ainsi créées dans une cohérence d'ensemble. Toutefois, ce n'est pas dans chaque énoncé, pris individuellement qui lui, peut être truffé de stratégies et de tactiques, que l'on retrouve réellement les notions qui participent à représenter la société et à en construire le devenir, mais dans les énoncés pris en tant qu'ensemble. Ainsi, chercher à comprendre la pensée de Chávez à travers ses discours et ses

écrits, c'est chercher à comprendre les notions qui sous-tendent ses énoncés individuels et qui, articulées dans un ensemble, permettent de saisir les liens qui unissent les différentes actions du régime politique, ou plutôt, *comprendre l'unité qu'on veut leur attribuer*. Ainsi, les discours sont un lieu privilégié pour saisir la position adoptée par un tel acteur dans le débat idéologique sur la construction d'un ordre institutionnel.

Il importe ici de revenir sur le terme de *notion*, tel qu'employé par Armony, pour pousser davantage cette réflexion. En choisissant ce terme, Armony fait également le choix de faire une analyse de contenu en utilisant la méthodologie de l'entrée lexicale assistée par ordinateur. Par son procédé d'étude des cooccurrences, c'est le mot et la distance qui le sépare d'autres mots dans une même phrase qui devient l'outil pour trouver la signification des discours qu'il analyse. Or, si les mots ont une importance, les apports de la théorie de Mikhaïl Bakhtine²⁰ sur la philosophie du langage enrichissent la réflexion avec des éléments qu'il importe de mobiliser afin de trouver une voie plus fructueuse de recherche de la signification. En effet, une première réflexion sur la difficulté à saisir la signification à l'aide des mots réside dans leur caractère plurivoque. Si les mots ne possédaient qu'une seule signification, ils seraient en fait des signaux. Ainsi, bien que l'énonciation s'appuie sur une certaine stabilité de signification des mots, la recherche de la signification ne doit pas être dirigée vers le mot, en réduisant les discours à des significations stabilisées, mais bien en cherchant le thème, c'est-à-dire le sens défini et unique qui se rattache aux énonciations. Le thème implique ici que tous les éléments spécifiques à l'énonciation (contexte, discours précédents, auditeurs, mimiques du locuteur, etc.), dans le cadre d'un dialogue particulier, constituent le sens de l'énoncé. Le thème est ainsi le degré supérieur de la signification en cela qu'il colle aux conditions du moment. Toutefois, la multiplicité de ces facteurs est telle que Bakhtine dira que le thème est non réitérable. Néanmoins, chercher à comprendre la signification doit être une tentative de se rapprocher du thème, et le mot comme base de l'analyse est en soi discutable.

²⁰ La section sur Bakhtine est principalement inspirée de:

Bakhtine, Mikhaïl. 1977. *Le marxisme et la philosophie du langage, essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*. Paris: les éditions de minuit, coll. : Le sens commun. Nous nous référons principalement au chapitre 7, *Thème et signification dans la langue*. P.142 à 153.

Bakhtine, Mikhaïl. 1984. *Esthétique de la création verbale*. Paris : Gallimard. Nous nous référons principalement au chapitre, *Les genres du discours*. p. 263 à 308.

Pour faire une recherche sur le sens, l'unité d'analyse n'est pas le mot, mais bien l'énoncé. Les frontières de l'énoncé sont d'abord déterminées, chez Bakhtine, par l'alternance des locuteurs. Toutefois, la totalité de l'énoncé est déterminée par trois facteurs indissociables : 1) l'exhaustivité de l'objet de sens; 2) le dessein, le vouloir dire, du locuteur; et 3) les formes types des genres du discours. L'exhaustivité de l'objet de sens peut être plus ou moins complète. Elle le sera davantage, si la discussion est une interaction du quotidien et l'objet de sens fort simple. Toutefois, elle peut être partielle s'il s'agit d'une sphère plus complexe telle que la science ou la politique. Le dessein correspond à ce que le locuteur souhaite énoncer et faire comprendre au récepteur. Celui-ci entre en combinaison avec l'objet de sens et, dans une situation précise, adopte un genre du discours pour réaliser l'expressivité signifiante.

Ainsi comprise, la recherche de ce qui sous-tend le discours devient la recherche de l'objet de sens et du dessein qui entrent en combinaison pour former l'énoncé. Il n'est plus alors question de notions, mais bien de dessein et d'objet de sens. Le problème des genres du discours est celui des formes qui, prescrites par la façon dont le langage est parlé dans une société donnée, impose des modalités aux contenus. Il peut nous aider à saisir les limites imposées à l'expression du sens dans une société donnée, mais nous aide peu à saisir le dessein et l'objet de sens.

Pour saisir une doctrine politique à l'aide de cette compréhension des discours, il appert cependant que chaque énoncé visera à traiter de plusieurs objets de sens au sein de circonstances particulières. Très peu d'informations subsistent sur ces circonstances lorsqu'un discours oral est retranscrit. Néanmoins, on peut saisir la doctrine politique comme étant un fil conducteur qui lie les desseins particuliers à chaque énoncé. C'est donc dans la recherche de l'intention du locuteur que nous trouverons le meilleur outil pour trouver la doctrine qu'il cherche à mettre de l'avant. Ce bref détour par quelques idées de Bakhtine nous permet de choisir une méthode qui ne procédera pas par recherche de cooccurrences de mots, mais bien qui cherchera, au-delà des interventions particulières, mais à travers elles, le sens qui unit les différentes interventions dans une doctrine cohérente. Parfois, un même mot peut ainsi être utilisé au sein d'un énoncé dans un sens différent de celui qui sera présenté comme concept de la doctrine. C'est lorsqu'une définition ou une description plus étoffée est produite que

l'intention est plus manifeste, et qu'elle nous permet davantage d'approcher le thème des énoncés. C'est lorsque Chávez donne des explications sur les mots importants qu'il utilise qu'une définition plus stabilisée permet de l'articuler en tant que concept au sein d'une doctrine cohérente. Alors, il sera retenu aux fins de la présentation de sa pensée.

De plus, la théorie bakhtinnienne du discours insiste sur les harmonies et les résonances dialogiques du discours, c'est-à-dire que le discours est lui-même une réponse à d'autres discours, et reflète en lui-même les autres maillons de l'échange verbal dans lequel l'énoncé a lieu. L'importance de ces échos dialogiques nous fait comprendre que le discours de Chávez exprime une intention, que nous rattachons ici en partie à la volonté de faire une doctrine, que cette dernière répond à un contexte qui la rend nécessaire, et que ce contexte se trouve lui-même exprimé dans les discours. D'autre part, Bakhtine estime que les énoncés ne répondent pas seulement à des situations ou énoncés antérieurs, mais se projettent également dans le futur en se structurant en fonction de réponses anticipées. C'est ainsi qu'en cherchant l'intention au sein des discours, nous y trouverons non seulement les réponses à des énoncés antérieurs ou à des situations qu'il désire modifier, mais également la projection d'intentions sur ce que voudrait produire le discours comme réponse et ce contre quoi il se prémunit. Ainsi, tant les fonctions justificatrices de l'idéologie que les fonctions mobilisatrices peuvent se trouver exprimées dans l'intention du locuteur et dans les résonances dialogiques que contient le discours.

1.4 Sur le matériel disponible

Dans bien des cas, l'unité et la cohérence des actions politiques proposées par des acteurs politiques se trouvent dans le programme de la formation politique qu'ils représentent. Parfois encore, ce sont les écrits des acteurs politiques eux-mêmes qui sont la principale source pour trouver la doctrine politique. Dans le cas de Chávez, l'étude du programme de son parti n'est pas possible puisque son parti d'origine, le MVR, n'en a pas réellement produit. Il existe toutefois quelques énoncés programmatiques qui seront pris en compte. Il n'existe pas non plus d'ouvrages faits par son parti ou par ses idéologues qui définissent clairement quelle est la ligne politique générale suivie par son gouvernement. Tout au plus, on retrouve une collection d'articles résumant des conférences données dans le cadre d'un séminaire

intitulé «Pour comprendre la révolution bolivarienne», où se sont rencontrés différents panélistes, majoritairement extérieurs au régime, pour tenter d'ajouter un élément ou un autre à la compréhension qu'il est possible de développer de la révolution bolivarienne. On peut retrouver des traces de programme politique et de développement de la doctrine dans les documents *Libro azul* et *Agenda alternativa bolivariana*, qui ont été rédigés par Chávez lui-même. Ceux-ci ont été publiés à la sortie de prison de Chávez, soit quelques années avant sa victoire électorale, et il s'y réfère dans certains de ses discours et entrevues. Ceux-ci présentent des éléments de sa doctrine sans arriver à une articulation complète. Le *Libro azul* traite essentiellement de la question de l'idéologie bolivarienne alors que l'*Agenda alternativa bolivariana* est une présentation générale d'un programme économique. On peut également trouver plusieurs ouvrages du Centro Internacional Miranda, organisation gouvernementale qui vise faire la promotion des acquis de la révolution bolivarienne, qui approfondissent certaines questions relatives à cette révolution. Certains ouvrages sont disponibles dans le site Internet du Ministère du Pouvoir Populaire du Bureau de la Présidence, qui nous indiquent certes des pistes d'alimentation théorique de la doctrine bolivarienne, mais peu d'entre eux semblent réellement affirmer l'actualité d'un programme politique, voire d'une pensée politique. Toutefois, on y trouve une grande quantité de discours qui ont été retranscrits et consignés dans des ouvrages qui les regroupent sur une base annuelle. Ils ont été choisis par le Ministère du Bureau de la Présidence. Si ces recueils ne contiennent pas d'explications sur le choix des discours qui les composent, nous croyons qu'ils sont toutefois un matériau valide. Rappelons qu'ils sont le fruit du ministère le plus directement relié à la présidence, et dont le dirigeant est nommé par Chávez lui-même. On peut ainsi supposer que Chávez est en accord avec le contenu et la publication de ces ouvrages²¹. En ce sens, ils représentent bel et bien un matériau fiable, et ils sont probablement, parmi les discours, ceux qui se rapprochent le plus de l'intention du locuteur, et ainsi de sa doctrine.

Plusieurs longues entrevues ont été réalisées avec Chávez et publiées sous forme de livres. Dans ceux-ci sont abordées des questions relatives à son passé dans les forces armées et à des événements marquants de sa vie politique (tentative de coup d'État en 2002, blocage pétrolier...). Mais surtout, ces entrevues ont parfois des extraits lors desquels les

²¹ Ces recueils furent obtenus par le biais d'un ami qui travaillait à l'époque pour le ministère du Bureau de la Présidence, et ces livres étaient distribués systématiquement aux sous-ministres.

intervieweurs ont cherché à approfondir des questions politiques et programmatiques relatives au régime de Chávez.

Le ministère de l'Information et des Communications a également produit des petits recueils de discours sur des sujets particuliers, par exemple, un recueil proposant quatre discours sur le thème de l'anti-impérialisme. Nous croyons que ceux-ci répondent presque aux mêmes caractéristiques que les recueils de discours, et peuvent être utiles pour approfondir une thématique ou une autre.

Ainsi, les sources sont multiples. La méthode suggérée par Pierre Lux-Wurm est ici la plus indiquée : il faut puiser dans toutes ces sources à la fois pour saisir la doctrine dont Chávez se revendique. Puisque les méthodes relatives au choix des discours et des éléments centraux des doctrines furent peu définies dans les ouvrages portant sur Perón et Castro, nous aurons ici recours à un argument de nature méthodologique développé par Charles Roig (1980) dans un ouvrage qui visait à établir la grammaire politique de Lénine. Cette démarche assimilait la création d'une idéologie à celle d'une langue, c'est-à-dire comme étant l'établissement d'un nombre restreint de règles permettant de formuler une infinité de propositions et de déterminer celles qui sont vraies et celles qui ne le sont pas pour cette idéologie. Sans se prêter exactement au même exercice que lui, la façon dont il développe l'argument sur le traitement du corpus semble transposable à d'autres méthodes. Il décrit celle-ci comme étant le procédé de la tache d'huile :

Une propriété de ce corpus est qu'il se construit en même temps que s'établit et se complète l'ensemble des formes verbales et de leurs modalités révélées par des textes analysés. Le procédé est celui de la tache d'huile. Le corpus est à cet égard une organisation progressive du discours venant confirmer, compléter ou infirmer telle ou telle forme, tel ou tel principe auquel on serait parvenu dans une phase antérieure de l'analyse. Une hiérarchie évolutive s'établit ainsi entre les parties du discours étudié. (Roig, 1980, p. 16-17)

De cet extrait, il faut saisir que Roig cherche à trouver ce qui fait le cœur de la doctrine de Lénine. Il serait composé d'un nombre très restreint de règles qui assurent la cohérence et l'articulation de l'ensemble infini des propositions qu'il est possible de formuler en respectant la doctrine de Lénine. Nous cherchons ce même cœur, mais souhaitons le structurer en termes

d'une doctrine politique plutôt qu'en termes de règles grammaticales. Ainsi, le procédé de la tache d'huile semble tout aussi approprié. Il s'agit, comme le faisait Piotte pour la pensée de Gramsci, de trouver un cœur unificateur à cette doctrine. Par la suite, la capillarité de l'organisation des concepts nous permettra de formuler la doctrine dans un ensemble en trouvant dans les discours comment s'articulent les éléments entre eux.

De plus, Roig définit différents niveaux au matériel qu'il utilise. D'abord, le *texte*, qui est constitué du matériau premier de l'analyse. Dans notre cas, il s'agira des discours et des réponses aux entrevues de Chávez ainsi que des textes qu'il écrit. Par la suite vient le *contexte lié*, s'agissant ici d'autres textes pouvant éclairer une partie ou l'autre du discours. Dans notre cas, ce contexte lié renvoie aux ouvrages non écrits par Chávez, mais qui viennent renforcer une explication de l'un ou l'autre des principes de sa doctrine. Finalement vient le contexte général, constitué d'ouvrages historiques, politiques ou économiques qui analysent ou interprètent les événements en rapport avec le chavisme. Le contexte général sera ici l'objet du chapitre II, et reviendra ponctuer certaines explications.

Une autre démarche pourrait être de mettre en opposition les discours à la pratique politique. Toutefois, une telle pratique pourrait avoir pour effet d'amalgamer la présentation de la doctrine et la critique de son application. Or, si nous tentions de faire d'un seul et même geste la présentation de la pensée et sa critique, le risque que la présentation serve davantage les fins de la critique semble grand. Ce problème est abordé par Henri Lefebvre lorsqu'il décrit la pensée de Lénine. Il soutient alors que la prégnance de la pensée de ce personnage est toujours importante au moment où il écrit son ouvrage, «Ce qui rend difficile de parler de lui – ou d'en entendre parler – avec ce mélange de sérénité et d'indifférence un peu détachée que l'on confond fréquemment avec "l'objectivité" historique ou philosophique.» (Lefebvre, 1957, p.13) Il nous dit alors que les critiques contre Lénine et les positions politiques minent l'étude de cette pensée. Il se limite alors à proposer au lecteur un «*gentleman agreement*», celui de suspendre son jugement pour faire connaissance avec la pensée en question. C'est à cet exercice que nous croyons nous prêter, non pas pour suspendre indéfiniment le jugement, mais pour faire dans un premier temps la description de ce qui méritera, par la suite et dans d'autres ouvrages, un travail sérieux de critique rigoureuse. Bref, ce travail ne se veut qu'un pas dans une démarche plus globale.

Ainsi, la méthode que nous proposons vise à retrouver la doctrine lorsqu'elle est formulée en discours. Celle-ci est une position forte dans le débat idéologique en cours au Venezuela, et c'est notamment par celle-ci que le régime cherche à développer et à maintenir son hégémonie. Notre étude ne vise pas à dépister l'idéologie de légitimation en tant qu'intériorisation subjective des institutions, et donc relativement partagée par les individus, mais bien la pensée ou doctrine politique qui se manifeste par les intentions au sein du discours et devient ainsi position au sein de la sphère idéologique cherchant tant à modifier les institutions (fonction mobilisatrice) qu'à justifier les modifications institutionnelles déjà produites et les institutions qui doivent être maintenues (fonction justificatrice).

1.5 Mises en garde

L'objectif de notre étude est de décrire la doctrine chaviste en tant qu'elle est le recours discursif d'articulation politique au sein d'une sphère de débats idéologiques. En utilisant principalement les discours, les entrevues et les écrits de Chávez, nous allons ainsi synthétiser le projet politique qu'il veut présenter comme étant celui qu'il poursuit à la présidence du Venezuela. Il s'agit ainsi de mettre au jour le projet qu'il dit vouloir mettre de l'avant. Une telle démarche ne contribuera pas à constater la distance qu'il y a entre les volontés affirmées et les réalisations concrètes. Ainsi, il est fort possible que des mesures mises en place, par exemple, pour stimuler une démocratie participative et «protagonique» ou l'implication citoyenne dans la formation d'une économie alternative, n'y parviennent pas réellement. D'autres études pourraient porter sur ce sujet. Notre objectif est plutôt de voir comment les principaux éléments de la doctrine s'articulent entre eux. Par exemple, nous chercherons à voir comment la volonté d'établir une telle démocratie s'articule avec l'étatisation du contrôle des ressources pétrolières. Cette démarche se rapproche ainsi de celle de Lux-Wurm, qui définissait la doctrine péroniste à partir de trois éléments clefs liés entre eux. Bien que chez Perón, la doctrine de la troisième position au niveau international ne soit pas parvenue à créer une réelle union latino-américaine de pays à la fois contre les États-Unis, mais pour la démocratie, et contre le communisme mais pour le peuple de l'URSS, elle s'est manifestée au niveau économique par le développement d'une position favorable aux investissements privés, mais également favorable à une grande intervention étatique, une économie

«conduite», où la libre entreprise et la propriété privée n'étaient pas abolies, mais où le capital était soumis au contrôle du gouvernement. Cette même troisième position s'est manifestée également au niveau social par le justicialisme qui visait à garantir un minimum de sécurité matérielle comme position entre le communisme et le capitalisme (Lux-Wurm, 1965, p.227 à 229). Dans ce cas, on voit bien que ce n'est pas l'échec de la réalisation d'une partie de la doctrine qui en a invalidé le lien avec ses autres parties. Toutefois, l'articulation des parties entre elles n'est pas non plus une garantie de réalisation d'aucune d'entre elles. Pour cette même raison, on pourra dire que chez Chávez, par exemple, les faibles résultats que certains pourraient attribuer à l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) ou à la participation démocratique ne viennent pas rompre le lien entre ces éléments et les autres au sein de la doctrine.

L'autre mise en garde tient à la multitude des interventions de Chávez. Alors que Wilkerson se plaignait de la difficulté d'obtenir du matériel sur Cuba étant donné l'embargo imposé par le gouvernement étasunien, les discours et interventions de Chávez abondent. Dans Internet, des retranscriptions des programmes *Aló Presidente* sont disponibles pour près d'une centaine d'épisodes en plus du matériel déjà mentionné. De plus, les interventions publiques de Chávez sont multiples, que ce soit pour des cérémonies afin de féliciter la participation populaire de citoyens ou nommer de nouveaux bataillons de défense de la révolution. Il devient alors difficile de traiter une telle quantité de discours.

Nous avons ainsi décidé de prendre comme matériel principal les discours contenus dans les recueils produits par le ministère du Bureau de la Présidence. Ceux-ci semblent les plus susceptibles de se rapprocher de son intention doctrinaire, et ainsi les mieux placés pour notre recherche de l'intention en tant que doctrine qui sous-tend ses propos. Ces discours, sélectionnés par le ministère relevant directement de Chávez, sont probablement ceux qui mettent le plus en valeur l'intention du président, et ainsi, ceux qui se rapprochent davantage de la doctrine qu'il souhaite véhiculer. Ils révèlent également une intention de systématisation de la pensée. Le choix d'un tel groupe de discours n'est pas sans conséquence. Il évite probablement les discours qui pourraient être contradictoires, ou ceux ne mettant pas correctement de l'avant le projet politique. Ainsi, il est possible que certains éléments problématiques échappent à cette étude. Toutefois, l'utilisation d'entrevues et d'éléments du

contexte lié devrait diminuer grandement les chances d'une méprise majeure. De plus, nous avons eu la chance de visiter le Venezuela à plusieurs reprises au cours des dernières années. En plus d'un séjour de 5 mois réalisé de décembre 2005 à avril 2006, nous y sommes retourné à trois reprises pour des séjours plus courts. Ceux-ci nous ont permis de recueillir notre matériel de recherche et d'entrer en contact avec une multitude d'acteurs qui nous ont aidé à saisir la dynamique en cours dans le pays.

La dernière mise en garde porte sur la place de la doctrine de Chávez au sein de l'Histoire de la pensée politique dans son ensemble. Bien qu'il nous soit possible d'ouvrir certaines avenues dans ce domaine, en présentant des sources et des auteurs qui ont utilisé et défini bien avant Chávez les concepts qui forment sa doctrine, nous ne pourrions aller au bout d'une telle démarche. Le nombre de concepts est trop grand. Cependant, le présent travail pourra constituer une amorce pour qu'une telle démarche soit entreprise.

1.6 Le traitement des données et les résultats escomptés

Pour retrouver le cœur de la doctrine de Chávez, nous allons d'abord prendre appui sur des éléments du contexte général qui nous permettent de comprendre son émergence. Ainsi, cette étude débutera par une présentation de ce contexte qui se développera à l'aide d'études de l'histoire récente du Venezuela. En lien avec ce contexte, nous étudierons quels sont les éléments fondateurs de la doctrine chaviste qui existaient avant sa victoire électorale et qui permettent d'éclairer les positions qu'il a prises pendant ses premières années au pouvoir. À l'aide de ces éléments, nous découvrirons quel est le concept central qui permet d'articuler la pensée de Chávez, et comment se déploient les différents concepts autour de celui-ci. C'est ici qu'interviendra la méthode de la tache d'huile, en parcourant les discours et les entrevues à la recherche de la liaison des différents éléments entre eux. Pour minimiser la probabilité de mal saisir les articulations de concepts, nous chercherons à diversifier les discours en fonction des thématiques et de la période couverte. Ainsi, sur chacun des concepts, nous chercherons à voir comment ils sont utilisés dans les différentes années à la présidence. De plus, afin d'approfondir les concepts, nous chercherons, dans les différents textes du contexte lié, quels sont les éléments qui peuvent contribuer à la compréhension des concepts et de leur articulation.

Dans un second moment, nous chercherons à voir comment cette doctrine s'est modifiée au cours de la présidence de Chávez et quels sont les ajouts importants à celle-ci au cours des mandats. Comme nous l'avons mentionné, la doctrine de Chávez a sans doute évolué puisqu'au sein de ses discours, les termes socialisme et impérialisme ont commencé à émerger pendant qu'il était en poste alors que ces éléments étaient absents, voire rejetés de sa doctrine dans ses premières années au pouvoir. Encore une fois, nous nous appuyerons sur des éléments du contexte général pour découvrir les éléments nourrissant ces transformations.

Afin de structurer la présentation de cette analyse du discours pour déceler la doctrine chaviste, nous ferons la présentation en fonction des thématiques structurantes de celle-ci. De plus, puisque Chávez est encore au pouvoir, nous allons arrêter notre analyse à la fin de l'année 2006, date qui marque son accession à un second mandat présidentiel sous la Constitution de la cinquième république. Une telle analyse pourrait sans doute se poursuivre pour les années à venir.

1.6.1 Hypothèse

Nous pensons trouver à travers la doctrine de Chávez une intention de réponse au contexte qui prévalait avant son accession au pouvoir, marqué par l'instauration d'un certain nombre de politiques néolibérales. Cette intention devrait apparaître dans les résonances dialogiques de son discours, surtout au niveau économique. Une première tentative s'exprime par l'adoption d'une nouvelle constitution qui vise à recréer un sentiment d'unité cherchant moins à regrouper toute la population du pays qu'à organiser une catégorie de la population que ces politiques avaient particulièrement touchée. Elles l'avaient affectée par une privatisation des services qui renvoyait aux individus des responsabilités autrefois dévolues à l'État. En dépeignant cette population comme ayant été exclue, la doctrine chaviste cherche à les inclure de nouveau par leur implication dans une forme qui se veut renouvelée de la démocratie. Elle veut être une réponse au contexte d'individualisation qu'elle présume être provoqué par ces politiques par la restructuration d'un esprit de communauté autour de programmes dispensés par l'État, et autour d'une conception de la démocratie visant à stimuler la mobilisation populaire. Pour encourager l'attachement à ce projet politique, des personnages historiques sont mobilisés au sein de la doctrine afin d'enraciner le projet dans

un passé qui aurait été trahi par les dirigeants politiques précédents, autant par ceux qui ont mis en place le pacte démocratique que ceux qui ont mis en place des politiques de caractère néolibéral. Ceux-ci auraient occulté le véritable rôle de ces personnages historiques. S'ensuit un constat de réussite partielle de la mobilisation par les structures de participation directement contrôlées par l'État, et une tentative de relancer celles-ci à l'aide d'un discours qui crée une dichotomie opposant la volonté émanant de la population vénézuélienne à celle provenant de l'imposition d'un ordre international par l'impérialisme étasunien. Comme réponse à la perception de l'imposition de cet ordre, qui est qualifié de capitaliste, émerge la nécessité de proposer un ordre alternatif ne reposant pas sur l'appât de gain individuel, mais sur la construction d'une économie de coopératives et plus collective. Cette nécessité est marquée par un appel à la réflexion sur la construction d'un socialisme à visage nouveau, qui respecterait les structures démocratiques tout en invitant la population à construire un modèle alternatif.

L'intention qui émane de cette doctrine est celle de construire un modèle original qui servirait de base pour établir de nouvelles solidarités tant au Venezuela qu'avec les pays du sous-continent sud-américain.

CHAPITRE II

PRÉSENTATION DU CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU CHAVISME

Dans ce chapitre, nous allons présenter les éléments historiques qui permettent de comprendre le contexte d'émergence du chavisme, et allons tenter de mettre l'accent sur les éléments auxquels Chávez tente de répondre par ses discours et l'idéologie qu'il prétend mettre de l'avant. Pour ce faire, nous nous alimenterons principalement des ouvrages de Margarita López Maya (2005), de Richard Gott (2005), de Maurice Lemoine (2006) ainsi que celui de Steve Ellner et Miguel Tinker Salas (2007). De plus, nous y aborderons des événements importants qui se sont déroulés pendant la présidence de Chávez et servent de toile de fond à plusieurs de ses discours. Ceux-ci traiteront davantage de la confrontation politique qui a traversé la présidence de Chávez de 1998 à 2006, en laissant pour les chapitres suivants les propositions de reconfiguration institutionnelle qu'il met de l'avant. Le présent chapitre se divisera en trois sections. La première couvrira brièvement la période appelée «puntofijiste», qui s'étend de la fin de la dictature militaire en 1958 jusqu'aux émeutes de la fin février 1989. Ces dernières ont marqué une rupture dans l'équilibre qui présidait à la période précédente, et sont l'événement déclencheur principal d'une période de transition du système politique. La seconde période couvrira le déclin du modèle décrit dans la première période, et les différentes tentatives d'en instaurer un nouveau. Elle prendra fin avec la victoire électorale de Chávez, qui marque le début de la difficile instauration de la révolution bolivarienne, sujet de notre troisième partie.

2.1 La période «puntofijiste»

Le Venezuela du milieu du XX^e siècle fut marqué par une série de coups d'État, de dictatures militaires et de tentatives d'instauration d'un système démocratique. En 1958, cette oscillation prendra fin et un système parlementaire s'instaurera pour durer. L'année 1958 est marquée par la signature du pacte de *Punto Fijo*, entre les partis Action démocratique (*Acción Democrática*, AD, social-démocrate), le Comité d'organisation de politique électorale indépendant (*Comité de Organización Política Electoral Independiente*, COPEI, associé à la démocratie chrétienne) et l'Union républicaine démocratique (*Unión Republicana Democrática*, URD, nationaliste libéral). Bien que ces partis aient réussi à reconstruire un pouvoir civil, des tentatives de coup d'État pendant l'année 1958 les incitèrent à conclure un accord pour maintenir un système démocratique contre les tentatives de prises de pouvoir par la force. Ce pacte liait les parties dans l'observation d'une trêve pour préserver la démocratie constitutionnelle. La trêve n'excluait pas les débats politiques, mais invitait les organisations signataires à tout mettre en œuvre pour maintenir l'équilibre constitutionnel et éviter le despotisme. Elle impliquait aussi la création d'un programme politique commun minimal pour favoriser la paix institutionnelle entre les partis et instaurait un comité chargé de veiller à son application²². Si le pacte souligne à plusieurs endroits l'importance de préserver l'unité citoyenne et nationale, il est signé par seulement trois partis politiques, écartant ainsi d'autres formations qui avaient pourtant lutté contre la dictature militaire de Marcos Pérez Jiménez, dont le parti communiste.

Ce pacte a effectivement consacré une paix institutionnelle autour d'un bipartisme pendant plusieurs années. AD et COPEI s'échangeront le pouvoir, jusqu'au début des années 1990, alors que l'URD perdra tranquillement son influence politique au courant de la première décennie²³, et ce, sans que les tentatives de coup d'État ne parviennent à ébranler les institutions²⁴. Cette situation a stimulé, chez plusieurs chercheurs en sciences sociales, la production d'analyses, aujourd'hui critiquées (Ellner et Tinker Salas, 2007, Lander, 2007), en

²² Une version du pacte est disponible en ligne :

http://www.analitica.com/bitbliblioteca/venezuela/punto_fijo.asp (consulté le 6 mars 2008).

²³ Alors que l'URD était le deuxième parti en nombre de voix à l'élection présidentielle de 1958 avec plus de 30 % des suffrages, il ne recueillit que 12 % en 1968. Voir graphique 2.1 ci-dessous.

²⁴ Il y eut en effet d'autres tentatives de coup d'État, dont deux en 1962. Ces deux putsch manqués s'appuyaient sur des soulèvements militaires qui étaient en lien avec des partis politiques et des mouvements civils (Méndez Sereno, 1998, p.303).

termes d'exception démocratique. Ils voyaient le Venezuela comme étant exceptionnel dans le sous-continent puisqu'il a échappé tant aux dictatures militaires qu'aux coups d'État par des guérillas. Ces dernières étaient pourtant présentes au Venezuela et importantes dans bien d'autres pays des alentours.

Le modèle économique alors soutenu par les principaux partis est d'abord et avant tout alimenté par les revenus de l'exploitation pétrolière. Ceux-ci permettent aux gouvernements de nourrir une politique d'intervention étatique dans l'économie, et ainsi de poursuivre les objectifs de la substitution des importations. De plus, une telle source de revenus a permis à l'État d'instaurer certaines politiques redistributives qui ont favorisé l'émergence d'une classe moyenne, forme de tampon dans une société inégalitaire entre les très riches et les très pauvres. Bien que certains voient dans la démocratie alors en place un clientélisme et des pratiques de contrôle qui permettaient surtout d'exclure les tendances de gauche du pouvoir (Ellner et Tinker Salas, 2007, p. 8 à 10), ce système est parvenu à maintenir les institutions en place.

Pendant cette période, qui couvre l'essentiel des années 1960 et 1970, bien que les inégalités demeurent importantes, l'augmentation générale du niveau de vie profite aux différentes couches de la société. Lander souligne des évolutions positives dans les indicateurs suivants : le niveau d'éducation, niveau de santé, espérance de vie, accès au logement et aux services publics, mortalité infantile et emploi (2007, p.21). Une certaine redistribution des richesses permet également la croissance de la mobilité sociale (Ellner et Tinker Salas, 2007, p. 3; Lander, 2007, p. 21), et ainsi, une certaine confiance – voire un optimisme – dans la capacité des institutions en place à fournir des conditions de vie acceptables dans un avenir rapproché. Le Venezuela se situe alors dans le contexte des trente glorieuses et de la guerre froide, qui est également marqué par le même genre d'évolutions des conditions de vie dans bien des pays de la planète. Toutefois, dans les pays du Cône Sud, les années 1970 sont marquées par des coups d'État et la dictature, dont l'un des plus connus demeure celui du général Pinochet contre le gouvernement de l'Unité populaire au Chili²⁵. Au Venezuela, avec un tel portrait socio-économique, les institutions et partis politiques

²⁵ Il n'était toutefois pas le seul. Tous les pays de l'Amérique du Sud ont connu une période de dictature pendant les années 1970 mis à part la Colombie et le Suriname. Toutefois, ce dernier connaîtra une dictature à partir de 1980 (del Pozo, 2004, p.222).

parviennent à canaliser les conflits et ainsi, à tempérer (ou à faire taire) les divisions sociales, et ce, malgré les quelques guérillas actives pendant la période.

Si les dictatures militaires avaient épargné le Venezuela pendant cette période, il n'en sera pas de même pour la crise économique qui frappe le sous-continent au début des années 1980. Les pays de cette région avaient en effet contracté d'importantes dettes qui deviendront très problématiques²⁶. José del Pozo (2004, p. 233) rapporte que, dans les années 1980, la dette moyenne des pays de la région représentait plus de la moitié du PNB. Au Venezuela, le modèle de substitution des importations commence à décliner dès 1979, alors qu'apparaissent les premiers signes de ralentissement de l'activité économique. En y ajoutant les modifications des taux d'intérêt au niveau mondial, la capacité de l'État à payer la dette extérieure — qui était estimée l'une des quatre plus importantes de la région — s'en est trouvée réduite. Les difficultés de paiement de celle-ci ont servi à justifier les mesures radicales adoptées par le gouvernement de Herrera Campíns le vendredi 18 février 1983, qui consistèrent en une dévaluation draconienne de la monnaie nationale, le Bolívar, et par le passage à un régime de contrôle du change (López Maya, 2005, p. 23). Cette date fut baptisée le vendredi noir (*viernes negro*) : elle marque l'échec de la politique de substitution des importations commencée 25 ans plus tôt, et le début d'une période de problèmes de gestion de l'économie par l'État.

Le président suivant, Jaime Lusinchi du parti AD, entre en fonction en février 1984 après avoir obtenu la plus grande majorité acquise par un candidat présidentiel depuis la fin de la dictature (voir graphique 2.1 plus loin). Sa forte victoire est notamment interprétée comme une réponse électorale aux mesures économiques mises en place par le gouvernement précédent. Il tenta de rétablir la situation économique en imposant des mesures qui, sans émaner directement d'un accord avec les agences financières internationales, rappelaient les prescriptions principales des plans d'ajustement : nouvelle dévaluation monétaire; mesures non salariales pour compenser la stagnation des employés à bas revenu plutôt que les

²⁶ Edgardo Lander dira au sujet de ces dettes qu'elles étaient un outil de contrôle des gouvernements récalcitrants à appliquer les politiques permettant de stopper la baisse du taux de profit : «*The foreign debt, as manipulated by Washington, was a central political weapon in this global strategy. The Bretton Woods multilateral financial institutions broadened their functions and at the same time they imposed severe controls on countries that proved incapable of paying their debt and appeared to be in financial straits*» (2007, p. 19).

augmentations salariales habituelles; poursuite du système d'administration des prix (qui a en fait signifié une libéralisation des prix des biens et services); augmentation des prix des hydrocarbures et autres dérivés du pétrole; réduction des dépenses de l'État... Il tentait par la même occasion de relancer l'activité économique par un appui à certains secteurs de la petite et moyenne entreprise (López Maya, 2005, p. 24-25).

Ayant de la difficulté à trouver une politique économique claire permettant de remédier à la crise, le gouvernement de Lusinchi lança, au cours de son mandat, deux autres plans de relance qui visaient à payer la dette tout en maintenant un développement économique. Toutefois, à l'approche de la fin de son mandat, il multiplia les dépenses d'État afin de gagner la popularité dont son parti avait besoin pour les prochaines élections. Une telle mesure obligea le gouvernement, qui avait entamé les réserves internationales, à annoncer un moratoire sur le paiement de la dette pendant son dernier mois au pouvoir. Il termina sa présidence avec un taux d'inflation frôlant les 30 %, un déficit touchant les 15 % du produit intérieur brut, et des réserves internationales fortement affaiblies.

L'ensemble de cette période, depuis le vendredi noir jusqu'à la fin du mandat de Lusinchi, n'était que le début d'une chute des conditions économiques et sociales qui allait se poursuivre pour les 10 années suivantes. Parmi les indicateurs révélateurs de la situation de crise, López Maya (2005, p. 31 à 39) note une baisse importante du rendement économique, une baisse également importante de l'emploi, une hausse dramatique de la pauvreté (passant de 17,65 % des foyers en 1980 à 48,33 % en 1997) et de la pauvreté extrême (passant de 9,06 % des foyers en 1980 à 27,66 % en 1997). Cette très forte augmentation de la pauvreté eut également pour effet de faire croître très rapidement les inégalités au sein du pays. Lander (2007, p. 20) note par exemple que les revenus en salaire du décile le mieux nanti par rapport au décile opposé étaient de 12,5/1 en 1984, alors que ce rapport est passé à 23,9/1 en 1991. Une telle croissance des inégalités et de la pauvreté est considérée comme l'une des causes de l'augmentation importante de la violence quotidienne. Les taux d'homicides et les taux d'attaques ont fait des avancées importantes pendant les années 1980 et 1990 (López Maya, 2005, p. 36 à 39). Face à une telle situation, les mesures de protection particulière des secteurs sociaux plus favorisés grimpèrent également. C'est en fait la division sociale qui

augmentait de manière générale, et elle se manifestait par l'emmurement des quartiers plus aisés dans lesquels grandissait la crainte des populations pauvres (Lander, 2007, p. 22-23).

Bien que cette tendance n'était pas différente pour bien d'autres pays des alentours, elle arrivait légèrement plus tard, et l'optimisme qui avait marqué la période précédente avait de profondes racines. La perception qui prévalait dans les années 1970 d'une situation économique particulièrement favorable pour le Venezuela, marquée par une croissance économique importante et une augmentation des conditions de vie, rendait l'impact de la crise plus important : il était en fait proportionnel à la grandeur de la désillusion (Lander, 2007, p. 22).

Cette désillusion s'est poursuivie de manière particulièrement radicale à la suite de l'élection du gouvernement de Carlos Andrés Pérez. Ce dernier avait déjà présidé le pays à la fin des années 1970, alors que les conditions économiques étaient relativement favorables. Pour ce second mandat, il a fait campagne en valorisant ce passé et en promettant de ne pas mettre en place davantage de mesures néolibérales. Celles-ci avaient déjà recueilli leurs lots de désapprobations. Or, il fit tout le contraire. Dès son entrée en fonction en février 1989, il commença à appliquer des mesures s'apparentant à celles décrites par le consensus de Washington. Il négocia, sans l'approbation des instances législatives, une lettre d'intention avec le Fonds monétaire international (FMI) qui garantissait l'application des mesures d'ajustement préconisées par celui-ci. En fait, la lettre d'intention ne fut rendue publique qu'une fois signée par le président (Lander, 2007, p. 26). Pour la négocier, Pérez s'était plutôt entouré de deux ministres formés dans de grandes universités étasuniennes, où Gott (2005, p. 52) considère qu'ils avaient été imprégnés par les doctrines néolibérales, mais étaient demeurés ignares quant à la dynamique politique de leur propre pays.

Les principales mesures contenues dans la lettre d'intention résument bien les politiques préconisées par le pouvoir exécutif. Elles comprenaient des réductions des dépenses de l'État, notamment par une restriction des salaires, des modifications au régime de change, une flexibilisation des taux d'intérêt (incluant une élimination des taux préférentiels pour les crédits agricoles), une réduction des contrôles de prix, le report des programmes d'investissement jugés moins prioritaires, la réduction des subventions, l'ajout d'une taxe de vente, un ajustement (à la hausse) des tarifs des biens et services fournis par l'État, dont le

pétrole, une réforme du régime commercial par une plus grande ouverture aux importations, une levée des restrictions aux transactions internationales et une privatisation d'entreprises paraétatiques (López Maya, 2005, p. 26-27; Gott, 2005, p. 54). Pour compenser les effets négatifs de ces mesures sur les secteurs les plus pauvres, Pérez prévoyait tout de même mettre en place une série de mesures de soutien, dont des subventions aux industries de production des produits de base, des bourses alimentaires, des foyers d'accueil de jour, des programmes d'aide aux jeunes mères, aux enfants et écoliers, une politique d'appui aux petites entreprises, et des mesures de soutien à la santé. Globalement, il s'agissait d'insérer davantage l'économie vénézuélienne dans l'économie mondiale tout en préservant des mesures pour soutenir les familles vivant dans l'extrême pauvreté. Ce paquet de mesures économiques, surnommé le grand virage, a été mis de l'avant sans consultations des organes législatifs.

Leur implantation était néanmoins en contradiction avec l'image que véhiculait le passé de Carlos Andrés Pérez, et a suscité une très grande vague de protestations de la population vénézuélienne (López Maya, 2005, p. 28), qui comprend des manifestations et des émeutes importantes, des tentatives de coup d'État, et l'expulsion du président de ses fonctions. Cette période marque en fait l'ébranlement de l'accord politique qui reposait sur le pacte de Punto Fijo. Bien que ces événements se soient déroulés sous le gouvernement de Pérez, ils prenaient racine dans la situation socio-économique qui, depuis 1983 : « [...] détériorait le pouvoir d'achat et les conditions de vie des secteurs moyens et bas, frustraient leurs espoirs d'amélioration socioéconomique et enrichissait de manière exagérée les secteurs liés à la spéculation sur le change » (Cadenas G., 1995, p. 22).

2.2 L'effondrement du pacte de Punto Fijo

Le pacte de Punto Fijo fixait le maintien de la démocratie constitutionnelle par l'alternance au pouvoir de deux partis politiques autour d'un certain consensus. Bien que des mouvements de guérillas et des tentatives de coup d'État aient cherché à la mettre à mal pendant les années 1960 et 1970, cette entente entre les partis politiques est restée en place pendant plus de trente ans. Un signal fort de l'ébranlement qui mènera à l'effondrement du «consensus» est survenu à la suite de l'application des premières mesures d'austérité du

gouvernement de Carlos Andrés Pérez. Elles suscitèrent des émeutes qui ont duré plusieurs jours, connues sous le nom de *Caracazo*. Quelques années plus tard, deux tentatives de coup d'État ont affaibli la stabilité du gouvernement, qui s'est vu dans l'obligation de nommer des commissions spéciales pour étudier les problèmes de l'État, et ont obligé les forces armées à se poser d'importantes questions sur leur structure. Dans la foulée de ces événements, le président fut destitué de son poste par le Congrès, et les élections suivantes ont accordé le pouvoir à une coalition politique nouvelle qui consacrait la fin de l'alternance au pouvoir de AD et COPEI, et ainsi, terminait l'alliance sur la base du pacte de Punto Fijo.

2.2.1 Le *Caracazo*, des émeutes qui durent près d'une semaine

On identifie généralement l'augmentation des prix des transports en commun, qui était l'une des prescriptions du grand virage de Pérez, comme événement déclencheur des émeutes de la fin février 1989. La hausse des tarifs devait s'appliquer de façon graduelle. Elle était moins rapide que l'augmentation des prix de l'essence, ce qui faisait perdre aux entreprises de transport une partie de leurs revenus. Celles-ci ont donc appliqué une hausse plus importante que celle inscrite dans la politique du gouvernement, qui avait été largement publicisée dans les médias. Le mécontentement commença à se manifester dans les gares d'autobus qui ceinturaient la capitale, Caracas, en opposant les utilisateurs et les travailleurs des entreprises de transport collectif. Cette opposition se transforma en certains endroits en manifestations revendicatives et en blocages de rues, provoquant la congestion de plusieurs artères importantes de la ville. Les tentatives policières de mettre fin aux protestations se sont converties en affrontements avec les manifestants, convertissant plusieurs protestations en émeutes. Des scénarios similaires se déroulaient en parallèle dans des villes-dortoirs entourant la capitale, et dans d'autres villes importantes du pays (pour une description plus complète des événements, voir López Maya, 2005, chap. 3). La révolte s'est poursuivie dans la nuit et pendant les journées suivantes, entremêlant des saccages importants²⁷ et des protestations contre l'augmentation du coût de la vie et les politiques économiques. Les autorités politiques ont pris du temps à réagir aux événements. La première apparition

²⁷ Ils comprennent des pillages de magasins, des incendies de voitures, et toutes sortes d'actions susceptibles de se dérouler pendant une émeute.

publique eut lieu au milieu de la 2^e journée d'émeutes, mais a été interrompue par un malaise du ministre de l'Intérieur en pleine transmission en direct. Le ministre s'est remis de son malaise et put reprendre son discours quelques heures plus tard pour appeler la population au calme, sans toutefois donner d'explications pour sa défaillance précédente. Il était alors évident que les forces policières ne parvenaient pas à contenir la rage populaire. Ce n'est que le soir de cette même journée que le président prit la parole à la télévision. Il annonça alors la suspension de certaines garanties constitutionnelles afin de permettre aux forces armées de prendre le relais des corps policiers dans la tâche de rétablir l'ordre. Il semble par ailleurs que certains policiers participaient davantage au saccage qu'ils ne s'efforçaient de le contenir. Les affrontements entre des policiers, des militaires et des civils se sont poursuivis ainsi pendant quelques jours. Les bilans de ceux-ci oscillent entre 300 et 3000 morts (Lemoine, 2006, p. 11), et indiquent de pertes considérables pour les commerces de la ville. On note également certaines attaques contre des résidences privées situées dans des quartiers aisés (Cardenas G., 1995, p. 20).

Le *Caracazo* a été un soulèvement massif, un éclatement de violence spontané, qui n'était pas dirigé par un leader politique, ni par une organisation, ni précisément contre les structures ou une politique précise du gouvernement. Toutefois, selon José M. Cardenas G., il n'en demeure pas moins un acte politique, ou du moins protopolitique, dont l'origine est claire et se trouve dans «[...] la frustration face à la politique économique sanglante du nouveau gouvernement alors que les attentes populaires étaient le retour de l'abondance qui accompagnait le premier gouvernement du président Carlos Andrés Pérez» (1995, p. 38). Il ajoute à cette cause un ressentiment latent face aux inégalités objectives et à la possibilité évidente que la nouvelle orientation économique adoptée par le gouvernement ne les aggrave. Selon lui, la perception des inégalités était renforcée par l'attitude ostentatoire bien répandue chez les mieux nantis, et par les histoires répétées et bien connues de pillages de fonds publics qui sont demeurés impunis.

Selon López Maya (2005, p. 61 à 64), ces révoltes indiquent principalement une décomposition des canaux de médiation politique. Ni les partis politiques, ni les syndicats, ni les institutions de l'État n'avaient mesuré l'ampleur du mécontentement que suscitaient les mesures du gouvernement, et ils n'ont pas été capables de lui trouver une voie d'expression

institutionnelle. Ainsi, le *Caracazo* indique plus que la seule fatigue des classes populaires : il a été en plus le témoignage brutal d'un épuisement de la démocratie au Venezuela (Cardenas G. 1995, p. 25). Alors que la population semblait accepter plutôt passivement la détérioration de la situation économique et sociale depuis le vendredi noir de 1983, un éclatement spontané s'est produit lorsque les espoirs de trouver une sortie favorable se sont fracassés sur un programme d'austérité encore plus rigoureux que les précédents.

Les canaux institutionnels habituels ont ainsi été inefficaces pour capter le sentiment de la population par rapport aux mesures gouvernementales, mais surtout, ils ont été très lents à répondre à la crise. C'est donc que le ressentiment, les désaccords et le mécontentement des couches populaires ne parvenaient pas à acquérir une expression politique dans les organisations et les institutions dédiées à cette fin, et par conséquent, ces dernières ont été également incapables de réagir lorsque cette expression a pris des accents brutaux. Lorsqu'ils l'ont fait, la solution retenue a été de léguer le pouvoir au commandement militaire afin qu'il rétablisse la situation par la force (Cardenas G. 1995, p. 40-41). À défaut d'une voie politique de résolution des conflits, c'est celle de la force et de la répression qui a pris le relais.

Ces événements, survenus dans le premier mois de la présidence de Carlos Andrés Pérez, ont compliqué l'application de son plan d'ajustement en plus de faire chuter radicalement sa popularité. Il eut ainsi de la difficulté à réaliser les privatisations qu'il proposait, notamment parce que le processus parlementaire qui devait mener à la détermination des secteurs stratégiques à protéger ne parvenait pas à se conclure. Par ailleurs, certains secteurs de l'armée, dont le mécontentement face à la situation socio-économique du pays était renforcé par le fardeau répressif qu'on leur avait fait porter, ont trouvé dans ces événements des vecteurs de justification de leur tentative de coup d'État.

2.2.2 1992 : année des deux tentatives de coup d'État

L'existence de groupes politiques organisés au sein des forces armées remonte à bien avant le début de la débâcle économique. À titre d'exemple, la formation de l'Armée de libération du peuple du Venezuela (*Ejército de Liberación del Pueblo de Venezuela*, ELPV) remonte à la fin des années 1970. Moins qu'une armée en soi, il s'agissait d'un groupe au sein des forces armées qui cherchait à développer un discours politique et cachait des armes pour

se tenir prêt à agir²⁸. Quelques années plus tard, il deviendra le EBR-200 (*Ejército Bolivariano Revolucionario*, Armée bolivarienne révolutionnaire), qui est aujourd'hui le plus connu de ces groupes puisqu'il comptait Hugo Chávez parmi ses membres. Ce genre de cellule n'était pas toléré par la hiérarchie militaire, qui tentait de les débusquer. Lorsqu'elle avait de forts soupçons, mais peu de preuves, elle s'organisait pour séparer les membres présumés aux quatre coins du pays afin de limiter leur possibilité de se réunir. Des cellules continuèrent d'exister malgré tout.

Les émeutes de 1989 vinrent jouer le rôle de catalyseur pour l'activité politique de ces militaires, qui ont trouvé dans l'expression du mécontentement populaire la justification d'une action militaire afin de renverser un gouvernement jugé injuste et corrompu. De plus, le rôle de répression de la population en révolte donné aux forces armées aurait, selon les dires de Chávez, provoqué un fort sentiment d'inconfort chez les militaires dont plusieurs étaient issus des mêmes conditions sociales que celles des gens qu'ils réprimaient²⁹. Ils estimaient que leur rôle était de défendre le peuple, pas de le réprimer. Alors que la mobilisation sociale se poursuivait dans le pays, des groupes militaires fomentaient des plans pour renverser le gouvernement.

Deux tentatives de coup d'État eurent lieu en 1992, soit trois ans après les émeutes. Le premier fut dirigé par Chávez, et impliquait non seulement la conquête du palais de Miraflores, siège du pouvoir exécutif, mais également une prise de contrôle de différentes villes importantes, dont Maracaibo, Maracay et Valencia. Bien qu'orchestré par des militaires, le plan du coup prévoyait la participation d'organisations civiles, dont deux partis politiques LCR (*La Causa Radical*, La cause radicale) et le MEP (*Movimiento Electoral del Pueblo*, Mouvement électoral du peuple) qui avaient présenté des candidats aux élections présidentielles de 1988 et comptaient même sur quelques députés élus. Selon Chávez, des chargements d'armes avaient été préparés pour fournir aux civils qui appuyaient le coup (MH,

²⁸ Il y eut d'autres groupes de ce genre, dont un dans l'aviation commandé par William Izarra et l'autre dans la marine (Lemoine, 2006, p.12).

²⁹ Cette partie sur la transformation du groupe de militaires auquel Chávez appartenait provient essentiellement des récits qu'en fait Chávez (Blanco Muñoz, 1998, p. 56 à 58 et Díaz Rangel, 2006, p. 52 à 54). Toutefois, étant donné le caractère clandestin de ces groupes, il est difficile de trouver d'autres sources d'information à leur sujet.

2002, p. 17-18³⁰, et ABM, 1998 p. 154). À la dernière minute, la direction nationale de ces organisations politiques a décidé de ne plus participer au coup, et les militaires ont poursuivi leur mouvement seuls, sans être avertis de la défection de leurs alliés civils. Toutefois, la délation dont les militaires ont été victimes a contribué davantage à l'échec de cette tentative que la faible participation civile. À l'aide des informations obtenues, les militaires loyaux sont parvenus à déjouer les plans des putschistes, et la tentative de coup d'État du 4 février 1992 fut un échec. Par contre, elle n'en demeure pas moins un événement historique marquant. Lors de son arrestation par les forces loyales au président, on demanda à Chávez d'exiger des autres membres de son complot, qui contrôlaient toujours certains centres névralgiques du pays, qu'ils rendent également les armes. Chávez avait échoué dans la réalisation de son plan, notamment parce qu'il n'avait pas réussi à se procurer les appareils de communication dont il avait besoin. Il parvint donc à négocier avec ses opposants l'obtention d'un temps de transmission télévisée afin d'inciter ses complices à capituler. Dans ce message, il dit deux choses souvent évoquées pour justifier l'affection populaire qu'il gagna alors (Gott, 2005, p. 67-68). La première était qu'il assumait seul la responsabilité des actes commis. Ce *mea culpa* a été perçu comme un geste particulièrement courageux dans un pays où aucun politicien ne semblait responsable de rien dans la crise économique qui sévissait depuis bientôt 10 ans. D'autre part, il dit que les objectifs de la rébellion militaire n'avaient pas été atteints *pour le moment*, laissant ainsi croire qu'ils pourraient éventuellement être atteints plus tard.

Bien qu'il n'y eût pas de mobilisations populaires pour appuyer le coup du 4 février, le groupe militaire était parvenu à obtenir la sympathie de certains groupes sociaux, et malgré les appels de Pérez, aucune manifestation ne s'est rassemblée pour défendre la démocratie toujours en place. Au Congrès, lors d'une session extraordinaire tenue quelques heures après la tentative de putsch, l'ancien président (1969 à 1974) Rafael Caldera (COPEI) et le congressiste Aristóbulo Ísturiz (LCR) ont pris la parole, et sans défendre le coup d'État, ils ont rendu le président Pérez partiellement responsable de la détresse sociale et économique

³⁰ L'édition du livre de Marta Harnecker (2002) sur Chávez qui est mentionnée en bibliographie est celle qui est aisément disponible en librairie. Toutefois, la pagination que nous utilisons dans ces lignes provient non pas de cette édition, mais d'un manuscrit que l'auteure nous a remis après l'avoir corrigé en fonction des commentaires de l'éditeur. La pagination est donc différente, mais le contenu demeure le même.

qui lui servait de justification. Ces deux hommes politiques verront leur initiative récompensée : lors des élections suivantes, le premier deviendra président de la République et le second sera élu pour diriger la Ville de Caracas.

Surtout, le soulèvement militaire aura forcé Carlos Andrés Pérez à adopter une série de mesures, dont la nomination d'un conseil consultatif chargé d'évaluer la situation de crise. Celui-ci a conclu qu'il y avait une crise globale au Venezuela, et qu'elle avait des éléments particulièrement préoccupants au niveau économique, social et éthique. Elle recommanda une série de mesures, dont plusieurs visaient à adoucir le plan économique mis de l'avant par Pérez et d'autres réclamaient d'importantes réformes à la Constitution. L'essentiel des requêtes du conseil n'a pas été mis en place par le gouvernement (López Maya, 2005, p. 111).

Parallèlement, les forces armées menaient d'importantes enquêtes pour découvrir quelles étaient les sources du mécontentement dans leur rang. Toutefois, ces efforts pour rétablir le climat n'ont pas donné les fruits escomptés puisqu'un nouveau soulèvement s'est produit quelques mois plus tard. Alors que la première insurrection militaire était dirigée par des officiers de bas et moyens rangs, la seconde impliquait principalement des officiers de hauts rangs provenant des trois corps de l'Armée. La frustration militaire prenait du galon, et s'est manifestée le 27 novembre de la même année par une seconde tentative de coup d'État dirigée par l'amiral Hernán Grüber Odremán. Cette fois, un groupe de civils y participa réellement : il est parvenu à prendre le contrôle d'une station de télévision et à diffuser dans tout le pays un message préenregistré. Le message contenait des extraits de discours de Chávez³¹ et invitait la population à renverser le gouvernement. Quelques émeutes se déclenchèrent par la suite, mais sans grandes conséquences.

Mises ensemble, ces deux tentatives d'insurrections minaient la prétention du gouvernement à contrôler les forces armées et à gouverner le pays. Les conséquences politiques de cette situation n'ont pris que quelques mois à survenir.

³¹ Richard Gott soulève un doute quant au message que voulaient diffuser les militaires putschistes. Selon lui, l'amiral Grüber avait enregistré un discours, mais on lui aurait substitué, volontairement ou par erreur, des images du *Caracazo* ponctuées d'extraits de discours de Chávez (2005, p. 75). Cette vidéo aurait été préparée pour un coup d'État planifié en mai ou juin 1992 par un autre groupe de militaires, qui fut finalement annulé étant donné les nouveaux liens que développaient les futurs putschistes avec les forces de l'air. Les discours auraient ainsi été enregistrés par Chávez depuis la prison (ABM, p. 317-318)

2.2.3 La période d'instabilité qui a précédé la nouvelle hégémonie

Pour ajouter à cet ensemble d'événements déstabilisants pour les institutions vénézuéliennes, la présidence de Pérez fut remise en cause par des accusations de corruption. En mai 1993, il se voyait démis de ses fonctions par un vote unanime du Congrès. La révocation du président en fonction était une première dans l'histoire du pays, et contribuait à mettre à mal l'équilibre qui se maintenait depuis l'adoption du pacte de Punto Fijo. Dans les mois qui ont suivi, une série d'actions perturbatrices semblait menacer la tenue de l'élection présidentielle prévue pour décembre. Parmi celles-ci, des enveloppes explosives ont été expédiées dans différents bureaux du pouvoir judiciaire et une voiture chargée de dynamite explosa en face d'un centre commercial achalandé.

Margarita López Maya (2005, chap. 4) examine un autre indicateur de l'instabilité politique des institutions dans le nombre et le type de manifestations qui se déroulaient pendant cette période. Elle constate avec celui-ci que la situation n'était pas réellement plus paisible au niveau de la quantité de manifestations populaires dans la période qui couvre les années 1960 et 1970. Cette analyse contredit à ses yeux plusieurs auteurs qui expliquaient la stabilité institutionnelle du Venezuela par la passivité des acteurs politiques «de la rue». Toutefois, elle note que les revendications et le type de manifestations (conventionnelle, conflictuelle ou violente) avaient changé. À partir du milieu des années 1980, la proportion des manifestations qui sont violentes et conflictuelles augmente par rapport à celles qui sont conventionnelles. De plus, les manifestations affichent un caractère davantage politique, critiquant de façon plus aiguë le système politique, alors que durant la période précédente (principalement les années 1970), elles exprimaient des demandes de caractère socio-économique, c'est-à-dire relatives aux conditions économiques de vie. Elle explique alors qu'en période de lutte hégémonique et de vacillement des institutions, les manifestations portent plus sur des questions de nature civile et politique.

Le vacillement des institutions s'est aussi manifesté dans les urnes. D'abord, les élections de gouverneurs en 1992 démontrèrent une perte de confiance envers le parti qui occupait la

présidence. L'élection de gouverneurs d'États³² résultait d'une modification constitutionnelle effectuée sous le gouvernement de Lusinchi en 1988. Les premières élections eurent lieu en 1989, et les deuxièmes en 1992, quelques jours après la tentative de coup d'État de Grüber Odremán. Bien que les deux partis principaux, AD et COPEI, aient conservé la majorité des États, les élections de gouverneurs ont donné un espace supplémentaire à des partis alternatifs, tels que le MAS (*Movimiento al Socialismo* – Mouvement vers le socialisme) et LCR. Le parti du président, AD, fut le grand perdant lors des élections de 1992. Dans quatre États où il détenait la majorité en 1989, des gouverneurs de l'opposition ont ravi les postes, et là où AD a maintenu son pouvoir, les votes en sa faveur ont stagné ou diminué. De plus, les trois gouverneurs qui avaient été en contact avec les militaires soulevés pendant le coup d'État de février, avaient tenu des propos qui dénonçaient autant, voire davantage, la gestion du président que la méthode des putschistes³³. Or, ceux-ci appartenaient tous à l'opposition, et ils gagnèrent les élections de 1992 en augmentant sensiblement leur marge d'appui, dépassant tous les 60 % des voix³⁴.

Ensuite, au niveau législatif, alors que les deux principaux partis, AD et COPEI, comptaient ensemble plus de 80 % des députés depuis 1973, leur proportion atteint seulement 53,2 % de la Chambre à la suite des élections de 1993. Ils laissaient ainsi une place beaucoup plus grande aux formations politiques alternatives, et les sièges furent gagnés principalement par des représentants de LCR, de Convergence (*Convergencia Nacional*) et du MAS.

Finalement, l'inconfort face à la gestion du président s'est exprimé lors de l'élection présidentielle de 1993. À la suite de sa révocation, Carlos Andrés Pérez avait été remplacé par le président du Congrès jusqu'à l'élection qui eut lieu quelques mois plus tard. Or, lors de celle-ci, les deux partis qui s'échangeaient le pouvoir depuis 1958 ont vu leur popularité chuter radicalement au profit d'une coalition de petits partis politiques réunis autour de Rafael Caldera. Ce dernier est un représentant historique du parti COPEI. Il avait même assumé la présidence du pays entre 1969 et 1974 au nom de ce parti. Après les coups d'État, il décida de

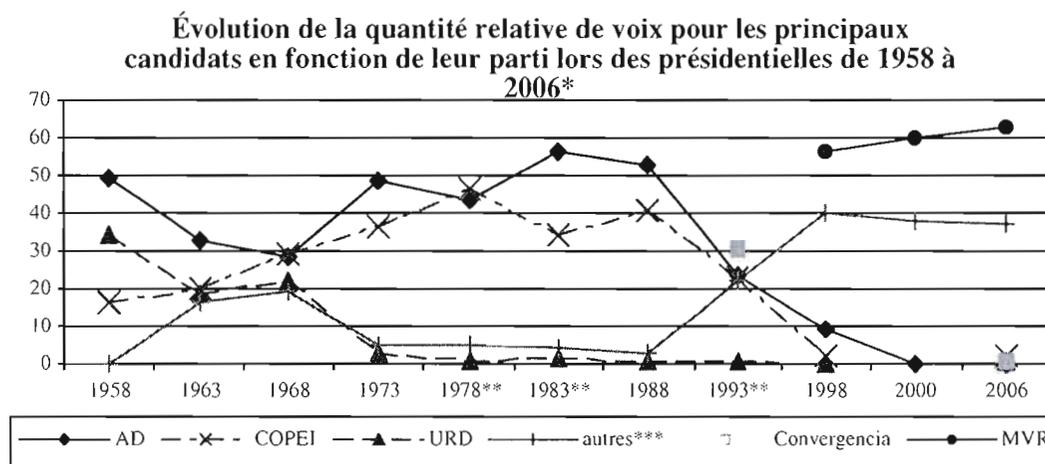
³² La république vénézuélienne compte un peu plus d'une vingtaine d'États fédérés.

³³ Carlos Tablante du MAS dans l'État d'Aragua, Henrique Salas Romer de COPEI dans l'État de Carabobo, et Oswaldo Alvarez Paz de COPEI dans l'État de Zulia. Pour plus de détails sur leurs déclarations après les tentatives de coup d'État, voir López Maya (2005, p. 120 à 126)

³⁴ À moins d'indication contraire, les résultats électoraux cités dans ce chapitre proviennent tous du Conseil national électoral vénézuélien, qui diffuse ces informations à partir de son site Internet : www.cne.gov.ve (consulté le 20 avril 2008).

fonder une nouvelle formation politique dont la cohésion reposait sur la méfiance que suscitaient les partis traditionnels dans la population générale et sur la nécessité de coaliser les indépendants dans ce contexte. C'est lors des présidentielles de 1993 et 1998 que la manifestation de la perte de vitesse des partis traditionnels sera la plus claire.

Figure 2.1



*Ce graphique présente les votes recueillis par les candidats des partis qui ont remporté l'une ou l'autre des élections présidentielles. Ces résultats comprennent également les votes en faveur des candidats obtenus par les autres partis qui les appuient. Seul l'URD est représentée par une courbe sans jamais avoir gagné la présidence. Ce choix visait à montrer l'évolution de ce parti dans la première décennie du pacte de Punto Fijo.

** En 1978, l'URD appuyait le candidat COPEI. En 1983, elle appuyait le candidat AD. En 1993 elle se rangeait du côté de Convergencia. En 1998, autant AD que COPEI se rangent derrière Henrique Salas Romer, le candidat du PRVZL, dont les résultats sont affichés dans la catégorie «autres».

*** La catégorie «autres» donne les résultats obtenus par le candidat ayant obtenu le plus de voix, mais n'étant pas représentant de l'un des autres partis qui figurent dans ce graphique.

Dans le graphique 2.1, on peut très bien voir que la période de 1958 à 1968 a été la scène d'une lutte pour le contrôle de l'exécutif entre les trois principaux signataires du pacte de Punto Fijo. Des coalitions alternatives ont tout de même une bonne importance lors des élections de 1963 et 1968. Dans la période qui suit, et qui s'étend jusqu'en 1993, l'URD perd de l'importance et s'instaure alors une lutte à deux entre AD et COPEI, qui obtiennent ensemble la très grande majorité des suffrages. Cette période est celle d'un bipartisme où les coalitions alternatives n'occupent que très peu d'espace. L'année 1993 marque l'effondrement de cette alternance et la redéfinition de coalitions politiques sur des bases nouvelles. AD et COPEI obtiennent chacun autour de 23 % des voix, alors que la coalition derrière Rafael Caldera, représentant du parti Convergence, obtient plus de 30 % des suffrages. Ce graphique

démontre bien comment la période de 1989 à 1992 a bousculé la dynamique qui s'était mise en place entre les partis politiques. Il faudra attendre jusqu'à 1998 avant qu'une nouvelle hégémonie s'instaure, et elle sera dominée par le Mouvement cinquième république (*Movimiento Quinta República*, MVR) de Hugo Chávez. Ses principaux opposants proviennent à chaque élection d'un candidat représentant un parti différent (ils sont représentés dans la catégorie «autres» du graphique 2.1). En 2000, c'est un ancien allié de Chávez, Fransisco Arias Cárdenas qui arrive en seconde position, et il se présente au nom de LCR. En 2006, la candidature «autres» réunit une vaste quantité de groupes d'opposition derrière Manuel Rosales du parti *Un nuevo Tiempo*. L'évolution de la catégorie «autres» nous permet également de voir que l'alternance des partis a été complètement bousculée en 1993, et que l'opposition au candidat gagnant s'est faite à l'aide de coalitions politiques changeantes.

Durant les années qui séparent la destitution de Pérez de la victoire de Chávez, différentes organisations politiques cherchent à remplacer les «vieux» partis par des formules de mobilisation se voulant novatrices. Parmi celles-ci, on compte le parti de Caldera, Convergence, mais aussi le MAS, LCR, le PPT (*Patria Para Todos* — Patrie pour tous, qui est une scission de la LCR) et le MBR-200 (qui deviendra le MVR en 1997)³⁵. Ces différentes formules cherchaient à créer une mobilisation populaire afin de retisser le lien entre la société et les institutions (López Maya, 2005, p. 160) qui s'était avéré rompu, et dont les meilleurs témoignages sont le *Caracazo* et les deux tentatives de coup d'État. Également, des efforts de réformes de la Constitution s'articulaient, tant sous la gouverne de Pérez que de Caldera, mais celles-ci furent déboutées par le Congrès (Ellner, 2001, p. 17).

L'effondrement du pacte de Punto Fijo prendra ainsi quelques années avant de faire place à un changement politique profond. D'une part, la construction du parti de Caldera fut très rapide. Il fut formé moins d'un an avant l'élection présidentielle de 1993 et ne disposait pas de structures et de politiques très solides. Le parti se définissait de manière large comme étant adepte du socialisme chrétien tel qu'exprimé dans l'attitude politique de Caldera (López Maya, 159 à 165). De plus, il avait gagné les élections à la tête d'une coalition relativement

³⁵ Pour une analyse plus fine des différentes stratégies de mobilisation et des discours politiques développés alors par les différents partis, voir les chapitres 6, 7 et 8 du livre de Margarita López Maya (2005).

hétéroclite, et malgré la victoire à la présidence, Convergence ne disposait que d'une minorité d'appuis en Chambre législative : plus de 50 % des sièges étaient toujours occupés par AD et COPEI, qui bloquaient les tentatives de réformes politiques. Le contexte économique difficile (le règne de Caldera fut précédé par une crise bancaire importante), les bas prix du pétrole et l'hégémonie internationale des politiques dictées par les organisations financières multilatérales dans la période qui couvre sa présidence n'ont en rien contribué à lui permettre de développer une politique alternative à celle mise de l'avant par Carlos Andrés Pérez. Ainsi, il ne parviendra pas à proposer un programme économique réellement différent de son prédécesseur. Or, la construction d'une politique alternative au grand virage de Pérez était justement l'un des points essentiels de son programme politique puisque c'est ce qui avait causé l'ébranlement institutionnel. Il s'était fait remarquer, pendant la présidence de Carlos Andrés Pérez, en pratiquant une opposition frontale aux politiques du président.

Les nouvelles déceptions apportées par cette tentative de renouvellement politique ont mis la table pour l'accession au pouvoir de Chávez. Avant de parvenir à la victoire électorale, le mouvement auquel il appartenait a dû se transformer. Fondé comme mouvement militaire au début des années 1980, il regroupait essentiellement des membres des forces armées. C'est à la suite du *Caracazo* que ses dirigeants ont voulu y introduire des civils, et c'est alors que l'*Ejercito* (EBR-200 — armée) est devenu *Movimiento* (MBR-200 — mouvement). Selon les dires de Chávez, la rencontre entre les militaires et les militants ne fut pas des plus aisées, car les différentes tendances de gauche étaient fortement divisées (Harnecker, 2002. p. 13). Malgré ces obstacles, Ellner note que des figures exceptionnelles de la gauche politique du pays ont entouré Chávez tout au long de la construction de son mouvement (2001, p. 10). Par ailleurs, la difficulté à rejoindre des mouvements et organisations sociales s'est exprimée dans l'absence d'appui réel de mouvements civils lors du coup d'État manqué de 1992, à la suite duquel Chávez et ses comparses furent mis en prison. Pendant son séjour derrière les barreaux, Chávez raconte qu'il a continué à avoir des contacts avec des représentants d'organisations de gauche, et il parvenait également à faire parvenir des messages publics à

l'extérieur des murs du pénitencier³⁶. Les militaires putschistes ont été graciés par le président Caldera en 1994, mais déjà, leur message résonnait au Venezuela.

À sa libération, Chávez commença à parcourir le pays pour créer des cercles d'appui et ainsi renforcer son mouvement politique. En organisant des assemblées et en distribuant du matériel, le MBR-200 cherchait à construire un mouvement politique large servant à diffuser les revendications qu'il voulait mettre de l'avant lors de la tentative de coup d'État. Un point central de cette campagne était la refonte de la Constitution. Celui-ci était mis de l'avant par plusieurs groupes politiques depuis le début de la décennie de 1990, ainsi que par certaines instances gouvernementales, mais ne parvenait pas à se concrétiser. De plus, le MBR-200 proposait déjà un programme économique alternatif et diffusait des documents sur la pensée politique qui devait constituer l'idéologie propre du mouvement³⁷. Celle-ci se revendiquait de la pensée et des actions de Simón Bolívar, Simón Rodríguez, et Ezequiel Zamora. En 1995, il appela à l'abstention électorale, notamment à travers une caravane de l'abstention, prétextant notamment qu'un gouvernement de transition visant à refonder la démocratie ne pouvait émerger de la structure démocratique en place (Blanco-Muñoz, 1998, p. 168). Cette campagne n'a pas eu de résultats marquants dans les urnes³⁸.

À la suite d'un vaste sondage réalisé par son mouvement en 1997, qui donnait à Chávez de fortes chances de remporter la prochaine présidentielle, son mouvement décida de créer un parti pour les élections : le MVR. Celui-ci verra le jour en 1997, et visait à élargir encore plus la participation civile à son mouvement en vue de la transformer en appui électoral. Différentes méthodologies ont été utilisées pour tenter de rallier le plus d'appuis possible³⁹. La mobilisation porta ses fruits lors des élections de 1998, et ce, malgré une intense campagne de peur dirigée contre la candidature de Chávez (Ellner, 2001, p. 5). La coalition

³⁶ À titre d'exemple, un livre intitulé *Un brazalete tricolor*, et rédigé par Chávez lui-même, a été publié de manière semi-clandestine en août 1992 alors qu'il était en prison.

³⁷ À titre d'exemple, on peut noter les titres suivants : *Un libro Azul* (Chávez, 2007 [1995]) et *Agenda Alternativa Bolivariana* (Chávez, 1996).

³⁸ L'abstention prônée par le MBR-200 lors des élections de gouverneurs en 1995 a atteint les 53,9 % des électeurs. Toutefois, elle était de 50,7 % en 1992, et fut de 45,6 % en 1998.

³⁹ Un bon compte-rendu des méthodes utilisées est disponible dans un livre de William Izarra (2001). Il y décrit notamment la coexistence d'une méthode par en bas, où l'on tentait de stimuler la rédaction de propositions issues des comités locaux, et d'une méthode par en haut, où les propositions définies par la direction nationale du parti percolaient jusqu'à la base. Il semble que l'imminence des élections ait poussé la direction nationale à accorder peu d'importance à la première partie de cette méthode.

de partis dont le MVR était membre, le pôle patriotique, a remporté les sièges de gouverneurs dans 6 États, plus de 30 % des postes de députés, et Chávez remporta l'élection présidentielle avec 56,2 % des voix. À ce moment, les difficultés tant de AD que de COPEI à choisir quel candidat présidentiel ils allaient appuyer joua sans doute en faveur de Chávez. Voyant la popularité de Chávez menaçante, ces deux partis ont décidé à la dernière minute d'appuyer le même candidat, Henrique Salas Romer.

2.3 La mise en place de la révolution bolivarienne

La victoire de Chávez en décembre 1998 a marqué le commencement de multiples tentatives plus ou moins fructueuses d'instauration d'une nouvelle hégémonie, et aussi, le début d'une lutte farouche entre partisans et opposants de celle-ci. Tel qu'il avait promis pendant ses campagnes, Chávez lança rapidement un processus pour faire adopter une nouvelle constitution. Ayant pris le pouvoir au début de l'année 1999, il lança le 4 avril un référendum pour lui permettre de convoquer le processus de réécriture de la Constitution. Bien que le taux d'abstention ait été élevé (62,4 %), le nombre de votes favorables à la question référendaire («Convoquez-vous une Assemblée nationale constituante dans le but de transformer l'État et de créer un nouvel ordre juridique qui permette le fonctionnement effectif d'une Démocratie sociale et participative?⁴⁰») le fut également : 87,75 % des votants y ont répondu par l'affirmative. Le processus constitutionnel s'est amorcé par l'élection en juillet des membres de l'Assemblée constituante, dans laquelle les candidats associés à Chávez ont remporté la très grande majorité des sièges (119/131)⁴¹. À la première rencontre de l'Assemblée en août, Chávez fit un long discours et déposa un brouillon de constitution qui contenait la direction qu'il souhaitait donner à la nouvelle charte de l'État. Bien que ce document ait pu servir de base aux discussions, les membres de l'Assemblée ne se sont pas privés de leur pouvoir de rédiger complètement la nouvelle constitution. Le débat a tout de même été rapide, et en décembre de la même année, un nouveau référendum était convoqué

⁴⁰ Notre traduction de « ¿Convoca usted una Asamblea Nacional Constituyente con el propósito de transformar el Estado y crear un nuevo ordenamiento jurídico que permita el funcionamiento efectivo de una Democracia Social y Participativa? »

⁴¹ Ces données n'étant pas disponibles sur le site du Conseil national électoral, elles ont été tirées du livre de Richard Gott (2005, p.144)

pour l'adopter. Celle-ci a reçu l'aval de près de 72 % des votants, qui représentaient 44 % des électeurs qualifiés.

Évidemment, le processus a été traversé par de nombreux débats. Il y eut notamment quelques requêtes devant la Cour suprême de justice visant à évaluer la validité d'un tel processus. Plus tard, le pouvoir de cette même cour a été mis en cause puisqu'il correspondait à l'ancienne organisation des pouvoirs alors que celle-ci était en processus de renouvellement. Toutefois, les arrangements proposés par Chávez reçurent l'aval de 8 des 15 membres de la Cour, dont la nomination provenait des anciens gouvernements. Cela provoqua la démission de sa présidente qui y voyait la mort de la Cour suprême et un grave danger pour la démocratie. Par ailleurs, des négociations ont eu lieu pour déterminer si l'Assemblée législative pouvait continuer à siéger pendant ce processus. Elle le put, mais en acceptant de ne pas adopter de lois dont l'effet aurait restreint le pouvoir de l'Assemblée constituante.

Steve Ellner (2001, p. 12-13) estime que les victoires et les compromis obtenus par Chávez dans ces débats sont attribuables à certains facteurs majeurs. D'une part, Chávez s'est révélé être un excellent tacticien. Il a su utiliser l'important appui dont il jouissait pour menacer ses adversaires d'utiliser la mobilisation populaire afin de les plier à la volonté de changement profond de la structure politique. D'autre part, ayant été un militaire, il bénéficiait d'un bon appui dans les forces armées. Il avait placé des militaires à plusieurs postes stratégiques au sein de l'État, et diminuait ainsi les chances d'un soulèvement de ce côté. De plus, les institutions avec lesquelles il négociait (Conseil national électoral, Cour suprême...) avaient acquis une plus grande autonomie à la suite des coups d'État de 1992, et ont donc pu négocier avec le nouveau président sans devoir se plier aux désirs des anciens partis. Finalement, les récentes défaites électorales des anciens partis politiques les avaient laissés dans un état de faiblesse, à un tel point qu'ils n'ont pas présenté de candidats à l'élection de l'Assemblée constituante.

Doté d'une nouvelle constitution qui modifiait la structure des pouvoirs, Chávez put convoquer la population en 2000 à de nouveaux suffrages pour reconfirmer tous les postes électifs de l'État. Une telle démarche mettait sa présidence en jeu, mais permettait également de soumettre aux voix tous les sièges détenus par les différents partis d'opposition. Les résultats donnèrent à son parti une bonne longueur d'avance sur tous les autres. À lui seul, le

MVR obtenait 92 députés sur un total de 165 à l'Assemblée nationale. Au niveau des États, les gouverneurs membres de sa coalition gagnaient 16 postes sur 23, et Chávez était reconduit à la présidence avec près de 60 % des suffrages exprimés.

Fort de ces nouvelles victoires, il restait à Chávez à faire exécuter la nouvelle constitution. En 1999, il avait déjà obtenu, par le biais d'une loi habilitante⁴², le pouvoir de faire des décrets ayant force de loi. Celle-ci lui avait permis de commencer à mettre en place sa vision de l'organisation de l'État, notamment au niveau fiscal et au niveau de l'organisation de l'appareil administratif. Il a obtenu de nouveau ce pouvoir en novembre 2000, avec comme justification qu'il devait mettre en place la nouvelle constitution. Toutefois, il ne déposa les décrets-loi que vers la fin de la période autorisée par la loi habilitante, soit à la fin de l'année 2001. Parmi les décrets qu'il a alors prononcés, certains concernaient directement l'organisation de la propriété des terres, l'organisation des pêcheries, et la gestion de l'exploitation des hydrocarbures. Cette série de décrets-loi a marqué un tournant important dans l'attitude des organisations opposées à Chávez. La sanction de ces décrets manifestait avec plus de clarté le genre de transformations que Chávez cherchait à donner à la société vénézuélienne. C'est alors que l'affrontement politique, à travers les protestations dans les rues, prit une importance majeure. Il opposait principalement deux groupes d'acteurs. D'une part, il y avait les groupes favorables aux politiques du gouvernement, dont les principales organisations étaient les partis politiques membres de la coalition gouvernementale. Cette tendance était majoritairement appuyée par des personnes ayant des niveaux de revenus faibles ou modérés. D'autre part, l'opposition au gouvernement se cristallisa à travers la coordination démocratique d'action civique (*Coordinadora Democrática de Acción Cívica-CD*), dont les principaux groupes actifs étaient la fédération des chambres de commerce, *Fedecámaras*, et la Centrale des travailleurs du Venezuela (CTV). Ceux-ci représentaient davantage les intérêts des personnes ayant un revenu moyen ou élevé. Cette distinction permet à López Maya de voir une dynamique de classe dans le conflit :

Les acteurs qui ont dirigé les pôles de la confrontation exerçaient une politique "de classe", c'est-à-dire qu'ils produisaient un discours et des pratiques orientés par des

⁴² Les lois habilitantes sont des lois adoptées par les députés qui donnent le pouvoir au président. pour un temps et sur des sujets déterminés, d'adopter des décrets qui auront force de loi.

linéaments qui renforçaient les identités et les solidarités relatives au niveau de revenu. Cela situait de manière prédominante les secteurs sociaux organisés de revenus élevés et moyens dans l'opposition, alors que les secteurs populaires, dans leur majorité, s'identifiait au projet bolivarien du gouvernement⁴³.

Cette division du conflit en fonction de la position sociale des acteurs nous permet de mieux en saisir les intérêts. Ainsi, ce sont les réformes qui menaçaient les intérêts des plus riches, et qui donnaient plus d'espoir aux secteurs populaires, qui ont suscité la frustration des secteurs mieux nantis de la population. C'est contre celles-ci que les forces de la CD ont convoqué une première grève générale le 10 décembre 2001, soit approximativement un mois après le dépôt des décrets-lois du président. Elle a remporté un succès certain, et faisait suite à plusieurs manifestations appelées par ces mêmes groupes. Face à la protestation, Chávez a refusé radicalement de faire marche arrière, préférant soutenir l'affrontement, notamment en proférant des déclarations véhémentes telles que : « nous ne pouvons permettre qu'un gratin d'immoraux qui a vécu ici de la corruption et de l'élitisme pendant plusieurs années, viennent maintenant nous foutre le bordel dans le pays. »⁴⁴ En plus de ce genre de déclarations, Chávez répondait à l'opposition par des convocations à des contre-mobilisations. Il invitait notamment ses partisans à s'organiser à travers des cercles boliviariens et à descendre dans les rues pour l'appuyer. L'escalade des tensions lui a valu des défections dans ses rangs. Le dirigeant de la société pétrolière de l'État (la PDVSA), le général Lameda, rejoint le camp de l'opposition, et le ministre de l'Intérieur, Luís Miquilena, qui était également un important conseiller, se retira de ses fonctions.

Cette bataille n'était que le début d'une période tumultueuse pour le pays qui perdurera jusqu'au référendum révocatoire de 2004. En avril 2002, voyant que les pressions ne

⁴³ Notre traduction de : Los actores que lideraron los polos de la confrontación venían [...] ejerciendo una política "de clase", es decir, practicando discursos y prácticas orientadas por lineamiento que reforzaban identidades y solidaridades acordes con sus niveles de ingreso, produciendo la colocación de sectores sociales organizados de ingresos altos y medios predominantemente en el polo de la oposición. mientras los sectores populares en su mayoría se identificaban con el proyecto bolivariano del gobierno (2005, p. 259).

⁴⁴ «[...] no podemos permitir que una cúpula de inmorales que vivió aquí de la corrupción y del encompinchamiento durante muchos años, venga ahora a embochinarnos el país» [notre traduction] (Chávez. 2005, T. 3, p. 675). Cette phrase fut prononcée le 10 décembre, journée de la grève de la CD, pendant un discours de promulgation de la loi des terres réalisé dans une région agricole du pays.

parvenaient pas à faire changer la présidence de direction, les mêmes groupes ont fait une tentative de coup d'État. Celle-ci a commencé par un second appel à une grève générale le 9 avril, qui devint appel à une grève illimitée jusqu'à la démission du président. Le 11 avril, à l'appel de la CD, une manifestation qui devait s'arrêter devant les bureaux de la compagnie pétrolière de l'État, la PDVSA, fut prolongée par ses organisateurs, dont le président de la CTV, Carlos Ortega. Les manifestants ont alors été invités à se rendre jusqu'au palais de Miraflores, siège du pouvoir exécutif, avec comme mot d'ordre qu'ils allaient «sortir Chávez⁴⁵». À leur approche du palais présidentiel, il y eut des affrontements avec la garde nationale chargée de la protection du président. Pendant ce temps, les chaînes de télévision privées fournissaient une ample couverture des manifestations d'opposition, et diffusaient gratuitement des messages invitant la population à s'y joindre. Pour faire contrepoids à cette mobilisation, des partisans du président manifestaient pendant cette même journée autour du palais de Miraflores. Bien que les deux manifestations ne se sont jamais rencontrées, des montages vidéo ont été diffusés sur les principales chaînes de télévision privées du pays dans lesquels on pouvait voir des militants favorables au gouvernement tirer des coups de pistolets, et les commentaires qui accompagnaient les vidéos indiquaient que les balles avaient pour cible des manifestants de la CD. Il fut démontré⁴⁶ par la suite que ces tireurs ne pouvaient viser la manifestation de l'opposition, qui était beaucoup trop loin. Il y eut tout de même quelques victimes par balle. Les auteurs de ces crimes demeurent encore inconnus à ce jour, et des soupçons pèsent également sur des tireurs embusqués et des membres de la police municipale.

L'accusation d'avoir incité à la violence et au meurtre d'innocents manifestants pacifiques servit de justification à des représentants de la CD et à un groupe de dirigeants militaires pour exiger la démission de Chávez. Des négociations ont commencé entre le président et ces opposants, et au petit matin du 12 avril, Chávez décidait de se livrer aux militaires putschistes qui le firent prisonnier. Bien que ce dernier affirme n'avoir jamais

⁴⁵ L'expression utilisée en castillan est «*sacar a Chávez*» (López Maya. 2005, p.268), et elle signifiait le sortir de ses fonctions présidentielles.

⁴⁶ Deux documentaires très étoffés permettent de voir les manipulations médiatiques qui eurent lieu pendant cette journée : Bartley, Kim et Donnacha O' Briain. 2003. *The revolution will not be televised*. Film-documentaire, coul., 74 minutes, Irlande : Irish Film board. Palacios, Ángel. 2004. *Puente Llaguno. Las claves de una masacre*. Film-documentaire. coul., 105 minutes. Venezuela : Panafilm.

démissionné, une junte provisoire s'est instaurée. À sa tête, Pedro Carmona Estanga, le plus haut dirigeant de Fedecámaras, s'empressa de s'octroyer la présidence de la République et de décréter plusieurs choses, dont l'abolition des titulaires des pouvoirs civils (destitution des députés de l'Assemblée nationale, des membres du Conseil national électoral (CNE), des juges de la Cour suprême...) et des décrets-lois de novembre 2001⁴⁷. Toutefois, ce nouveau pouvoir n'est pas parvenu à s'instaurer réellement. Dans les heures qui suivirent, l'intervention de militaires qui n'appuyaient pas le coup d'État et d'intenses mobilisations populaires ont permis à Chávez de regagner son poste.

Cet échec du coup d'État n'allait pas paralyser l'opposition pour autant. Dans les mois qui suivirent, de nombreuses autres manifestations eurent lieu, et chaque manifestation de l'opposition commandait pour les partisans du nouveau régime une marche en appui au gouvernement. En août, le Tribunal suprême de justice déclarait qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour juger les militaires qui avaient participé au soulèvement d'avril. En octobre, certains de ces militaires putschistes graciés, accompagnés de quelques autres, s'installèrent sur la place centrale du quartier Altamira de Caracas en déclarant cette zone libérée, et en soutenant qu'ils ne quitteraient pas les lieux tant que Chávez demeurerait à la présidence. Cet acte de résistance a été renforcé en décembre par le début d'un blocage pétrolier qui dura trois mois. Le blocage pétrolier fut une action concertée de plusieurs directeurs des opérations de la compagnie pétrolière d'État et des capitaines de sa marine marchande. Ceux-ci sont parvenus, en refusant de travailler, en exigeant de leurs employés qu'ils ne se présentent pas au travail et en commettant des actes de sabotage, à paralyser complètement les activités de l'entreprise de la mi-décembre à la fin février. La paralysie des activités de cette entreprise, centrale pour l'économie du pays, eut également pour effet de ralentir la production dans presque tous les secteurs. La rareté du carburant empêchait les transports, et des institutions publiques ont dû suspendre leurs activités, dont plusieurs écoles et collèges.

En réponse à cette action, qui était également coordonnée par la CD, le président de la compagnie, qui avait été nommé par le pouvoir exécutif, appela le peuple à entourer les

⁴⁷ Les partisans du putsch ont signé un décret qui explique leur démarche. Il est disponible dans Internet sous le nom de *Acta de constitución del Gobierno de Transición Democrática y Unidad Nacional*, mais est mieux connu sous le nom de *Decreto Carmona*.
http://www.analitica.com/bitblo/carmona_estanga/decreto1.asp#firmantes (20 avril 2008).

édifices de la compagnie pour la protéger. Les forces armées ont aussi été mises à contribution pour la protection de la PDVSA. Pour remplacer les travailleurs qui avaient quitté leur emploi, on rappela des retraités de la compagnie et on fit appel à la participation citoyenne. Les actes de sabotage des grévistes avaient notamment paralysé les serveurs informatiques de la compagnie. De telles actions empêchaient la reprise des activités dans une entreprise dont la gestion était essentiellement informatisée. La reprise de la production pétrolière dut donc se faire en procédant à la récupération du contrôle de ses systèmes d'opérations⁴⁸.

Bien que les organisateurs n'aient jamais mis officiellement un terme au blocage pétrolier, la production avait repris un volume approximativement normal à la fin du mois de mars 2003. En riposte au lock-out-sabotage, près de la moitié des employés (18 000) de la compagnie ont été congédiés pour avoir refusé de se présenter au travail. La manœuvre avait néanmoins coûté cher au pays. Pour le premier trimestre de 2003, le produit intérieur brut avait chuté de 27 % par rapport à la même période de l'année précédente. En contrepartie, la rareté des ressources avait stimulé l'organisation communautaire dans bien des quartiers populaires, et pendant toute la durée du blocage pétrolier, malgré la pénurie de transports, des manifestations tant de la CD que des partisans du gouvernement se sont poursuivies. L'échec de cette nouvelle tentative stimula des tensions au sein de l'opposition puisque plusieurs partisans qui avaient mis en application la consigne de la grève-sabotage avaient perdu leur travail et leur revenu dans l'aventure.

L'opposition n'était toutefois pas à bout de force. Elle choisit ensuite d'emprunter la voie légale pour parvenir à ses fins⁴⁹. Elle utilisa donc un article de la nouvelle constitution (72) qui prévoit que les élus sont tous révocables à partir de la moitié de leur mandat. Pour ce faire, elle entreprit de faire signer une pétition réclamant un référendum révocatoire par au moins 20 % des électeurs, tel que prescrit par la Constitution. D'importants débats sur la nature du processus de récolte des signatures et sur la reconnaissance de la validité de celles-ci occupèrent la scène politique pendant un certain temps. Le Conseil national électoral, qui

⁴⁸ Voir à ce sujet : Villá Morillo, Marc. 2003. *El rescate del cerebro de PDVSA*. Film-documentaire, coul., 45 minutes, Venezuela : Cooperativa Audiovisual Primeras Voces.

⁴⁹ En mai 2003, sous l'arbitrage de l'OEA, du centre Carter et du PNUD, gouvernement et opposition avaient signé un accord visant à ce que les conflits se règlent à l'avenir par les voies institutionnelles et constitutionnelles.

rejetait la validité d'un grand nombre de signatures, demandait que leur véracité soit vérifiée. Il convoqua donc au *reafirmazo*, nom donné à l'événement qui invitait les gens à confirmer leur signature. Cette solution reçut l'aval des observateurs externes, dont l'OEA et le centre Carter, mais elle ne satisfaisait pas les membres de l'opposition, qui y voyaient une manigance. Ces tergiversations ont mené à de nouvelles actions perturbatrices connues sous le nom de *operación garimba*. Il s'agissait pour ses protagonistes de faire des actes de désobéissance civile et de perturbation dans la ville (barricades, feux de déchets et de pneus dans des points névralgiques...), et de se retirer rapidement dans un lieu sécuritaire lorsque les forces de l'ordre s'approchaient pour contrôler la situation. De telles opérations alimentèrent la division au sein de la CD même si elle ne les revendiquaient pas directement. Une partie de la CD désirait poursuivre le processus du référendum alors qu'une autre désirait obtenir la démission de Chávez par la force. C'est finalement la première tendance qui sera privilégiée, et une mobilisation de l'opposition permettra de recueillir les signatures nécessaires en juin 2004. Le référendum eut lieu en août de la même année, et la révocation du président fut rejetée par 59,1 % des votants.

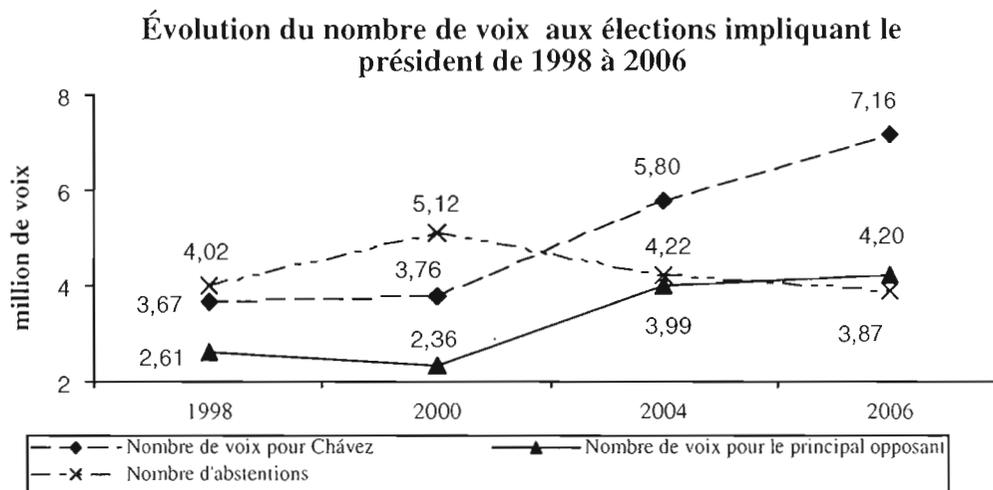
Bien que les attitudes politiques soient demeurées polarisées, la victoire de Chávez lors du référendum révocatoire calma le rythme des protestations. Il devenait de plus en plus difficile de clamer l'illégitimité du gouvernement à la suite des différentes victoires électorales que la coalition présidentielle avait remportées. Lors des législatives suivantes, en décembre 2005, plusieurs partis d'opposition ont fait le choix de retirer leurs candidatures. Ils affirmaient que la confidentialité du vote n'était pas assurée malgré les concessions faites par le CNE sur le processus d'enregistrement des électeurs⁵⁰. Les élections de décembre 2005 ont eu pour résultat de nommer une assemblée législative entièrement favorable à Chávez, bien que constituée de différents partis politiques⁵¹. Bien que les différents échecs des stratégies de la CD aient porté de durs coups à l'unité politique de ce mouvement d'opposition au gouvernement, ils n'avaient pas déclaré forfait. Lors de l'élection présidentielle suivante, les différents partis politiques d'opposition sont parvenus à s'entendre pour appuyer un candidat

⁵⁰ Le CNE, suite à des négociations avec les différents partis, avait décidé de retirer les machines de vérification des empreintes digitales. Celles-ci devaient empêcher un électeur de voter deux fois, mais l'opposition prétendait qu'elles permettraient de faire le lien entre les électeurs et leur vote.

⁵¹ Le parti de Chávez, le MVR, a remporté la majorité absolue des sièges, mais les autres partis qui sont membres de sa coalition dont le PPT, Podemos, le PCV, ont obtenu la majorité des sièges restants.

unitaire : Manuel Rosales du parti *Un nuevo Tiempo*. Ce dernier était gouverneur de l'État Zulia, et les deux autres candidats pressentis pour coaliser les votes contre Chávez se désistèrent afin d'assurer l'unité de l'opposition. La nouvelle coalition parvint à obtenir près de 37 % des votes, et Chávez remportait une victoire impressionnante avec près de 63 % des voix. Ces résultats relatifs dissimulent l'évolution importante de la population électorale. Parmi les programmes mis en place par Chávez, il y a la mission identité (Misión Identidad), dont l'objectif est de fournir des papiers d'identités aux habitants du pays qui n'en possédaient pas. Ce faisant, le gouvernement a fait croître de façon importante la liste électorale (de 1,4 million de personnes entre août 2004 et décembre 2006) puisqu'il faut posséder des papiers d'identité en ordre pour y figurer. Ainsi, bien que la quantité relative de voix pour l'opposition ait diminué entre le référendum révocatoire et l'élection de 2006, le nombre de voix absolu a cru de 200 000, et celui des votes favorables à Chávez s'est enrichi de 1 360 000 bulletins (voir graphique 2.2).

Figure 2.2 :



Ainsi, à travers toutes les tensions politiques, qui se sont exprimées autant au niveau électoral qu'au niveau de manifestations dans les rues en passant par des tentatives de coup d'État, la polarisation de la population s'est maintenue. Bien que les deux camps représentent des proportions relativement stables de la population, l'appui au gouvernement a connu une

croissance importante au chapitre du nombre de votes, et bien que la population électorale ait augmenté, l'abstention en nombre absolu a diminué. La quantité de gens qui appuient Chávez atteint donc des sommets inégalés.

2.4 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons pu voir quelles étaient les conditions d'émergence du chavisme en tant que courant politique. Il s'agit principalement d'un effondrement économique important qui contredisait les espoirs suscités par la période d'amélioration des conditions de vie couvrant les années 1960 et surtout 1970. Couplés à une faiblesse des organisations politiques à faire le lien entre la société et l'État, ces phénomènes ont contribué à ébranler les structures institutionnelles du pays qui semblaient pourtant stables. Celles-ci avaient fait naître des études en termes d'exception démocratique, expression servant à qualifier la situation particulière d'un État qui n'avait pas connu les vagues de dictatures pourtant communes pour les pays voisins, et où les guérillas avaient été maîtrisées par l'État. Pourtant, dès le milieu des années 1980, plusieurs acteurs sociaux réclamaient une réforme de la Constitution afin de pallier les problèmes qui émergeaient. Les obstacles qui ont empêché de mener à bien ces réformes ont également contribué à l'ébranlement institutionnel qui a ouvert la voie à des propositions alternatives d'organisation. Différentes avenues étaient suggérées, et elles avaient été construites autour d'expériences politiques novatrices, telles que celle de la LCR, ou encore le parti *Convergencia*. Ce contexte a permis l'émergence d'un nouveau courant politique, le chavisme, dont la proposition première était de rédiger une nouvelle constitution, mais dont le contenu n'était pas entièrement défini. Le rôle particulier qu'avait joué Chávez dans l'affaiblissement de l'ancienne structure institutionnelle vint appuyer sa candidature lorsqu'il passa d'une stratégie d'opposition aux institutions à une stratégie de réforme. À mesure que la proposition de réforme qu'il avançait se mettait en place, elle suscita une vague de résistance et d'opposition très importante qui maintint l'espace politique dans un climat de confrontation. Chávez fut alors un habile stratège, et malgré la dichotomie des forces sociales qu'il encourageait, il parvint à générer un appui à la politique qu'il mettait de l'avant. Une telle attitude alimenta la confrontation, et c'est à la lumière de celle-ci qu'une nouvelle hégémonie s'instaura peu à peu.

Les éléments de l'histoire récente du Venezuela présentés dans ce chapitre sont importants pour comprendre le climat d'émergence du chavisme, mais également pour saisir plusieurs des enjeux auxquels Chávez fait référence dans la construction du modèle politique qu'il met de l'avant. Les propositions avancées par Chávez dans la construction d'un modèle institutionnel différent n'ont pas été abordées en profondeur puisqu'ils seront l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE III

LE NATIONALISME AU CŒUR DE LA PENSÉE DE CHÁVEZ

La revendication de l'essence de la nation, qui s'était estompée, est un gain révolutionnaire qui induit des conséquences pratiques sur la souveraineté, la fierté et la volonté d'union collective.

Chávez, Harnecker, 2002.

Pour aborder la pensée politique de Chávez, il est pertinent de débiter par la présentation d'un concept central autour duquel s'articule sa pensée. Ce concept pivot doit permettre de dégager les grandes lignes de sa pensée tout en favorisant la mise en évidence des liens entre celles-ci⁵². Le concept de nation, et son pendant, le nationalisme, joueront ici ce rôle. La place centrale du nationalisme chez Chávez est confirmée par plusieurs auteurs. Par exemple, pour résumer sa posture politique, Richard Gott écrivait qu'il est un «*radical left wing nationalist*⁵³» (Gott, 2005, p. 6).

En fouillant dans le passé de Chávez, on y trouve aussi des signes évidents de l'importance du nationalisme. Dans les années 1970, alors qu'il était militaire, il a écrit quelques textes qui ont été publiés plus tard, alors qu'il purgeait sa sentence pour avoir fait une tentative de coup d'État. L'un de ceux-ci poursuit l'objectif clair de stimuler les valeurs nationalistes chez ses compatriotes : « Le présent travail a pour intention primordiale de faire ressortir l'une des authentiques valeurs nationalistes [...]. Nous devons commencer à quelque

⁵² Cette méthode du concept pivot autour duquel s'articule la pensée politique est utilisée par Jean-Marc Piotte dans l'étude qu'il a produite sur la pensée politique de Antonio Gramsci (Piotte, 1970, p. 11-12).

⁵³ Nous soulignons.

part pour semer le germe du nationalisme dans le Venezuela actuel⁵⁴.» (Chávez, 1992, p. 27). S'il juge nécessaire d'écrire un tel texte, c'est non seulement qu'il estime que le nationalisme est important, mais également qu'il n'est pas assez présent dans le pays qu'il habite. Puisque ce texte a été écrit en 1975, l'appel au nationalisme ne pouvait répondre à la mise en place du néolibéralisme qui n'avait pas encore commencé à cette époque. Cette position politique était également antérieure à son implication dans des groupes politiques au sein de l'armée.

Le nationalisme n'a pas uniquement eu une importance pour lui alors qu'il était jeune militaire. Selon Margarita López Maya, il est un élément programmatique des principaux groupes politiques dans lesquels il s'est impliqué; notamment celui avec lequel il fera une tentative de coup d'État en 1992 : le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200 (*Movimiento Bolivariano Revolucionario 200, MBR-200*). «Le MBR-200 se situe comme étant une organisation nationaliste qui cherche, dans l'histoire politique du Venezuela et de l'Amérique latine, les fondements de sa doctrine⁵⁵». En plus d'un nationalisme affiché, la recherche idéologique dans l'histoire du pays poursuit l'objectif de construire une pensée politique ancrée sur des éléments eux-mêmes susceptibles de susciter une fierté nationale. William Izarra, qui a participé à la fondation du MVR, soutenait également que le MRB-200 avait des fondements nationalistes (2001, p. 102).

En 1998, lorsqu'il se présente aux élections présidentielles pour la première fois, Chávez est au cœur d'une coalition de partis politiques : le pôle patriotique. Le seul nom de cette coalition permet également de souligner l'importance de l'attachement à la patrie. Le parti dont il est membre, le Mouvement cinquième république (*Movimiento Quinta República, MVR*) y est très important, mais d'autres formations y ont également un rôle majeur. Parmi celles-là, le PPT (*Patria Para Todos*, Patrie pour tous) rassemblait plusieurs personnalités qui deviendront ministres au sein du premier gouvernement dirigé par Chávez.

⁵⁴ Nous soulignons. «*El presente trabajo tiene la intención primordial de resaltar uno de los auténticos valores nacionalistas [...]. Debemos comenzar por alguna parte, para sembrar el germen del nacionalismo en la Venezuela actual* » Le recueil d'où est tirée cette citation, intitulé *Un Brazalete Tricolor*, a été publié en 1992, après la tentative de coup d'État militaire dirigée par Chávez alors qu'il était en prison. Les textes proviennent de différentes époques. Le titre évoque les bracelets que portaient les militaires insurgés qui l'accompagnaient. Les trois couleurs font référence au drapeau du pays.

⁵⁵ Notre traduction de «*El MBR-200 se ubicaba como una organización nacionalista, que buscaba en la historia política de Venezuela y América Latina sus fundamentos de doctrina.*» (López Maya, 2006, p. 167).

Selon López Maya, l'union entre les partis de cette coalition reposait en grande partie sur le nationalisme, et c'était principalement vrai pour le MVR et le PPT (López Maya, 2006, p. 219).

À la lumière de ces observations: la place du nationalisme dans le passé politique de Chávez, et celle qu'elle occupe au sein de la coalition qui le mène au pouvoir; la centralité du nationalisme pour Chávez laisse peu à douter. Elle est confirmée lorsque Chávez affirme : «Nous sommes révolutionnaires, nous sommes nationalistes parce que nous croyons en la nation, aux valeurs nationales [...]» (LB, p. 193) Ici, même le caractère révolutionnaire de sa posture politique semble justifié par un attachement à la nation. Toutefois, le concept de nation peut avoir plusieurs définitions, et le nationalisme qui en découle se verra influencé par celle qui est choisie.

3.1 Le concept de nation

Pour Hugo Chávez, une nation est un peuple qui possède trois caractéristiques : un passé commun, une volonté présente de vivre ensemble pacifiquement et l'adhésion à un projet⁵⁶. L'existence de ces caractéristiques n'est pas automatique et doit être renouvelée, de sorte que la nation est en perpétuelle construction et déconstruction. En fait, il suffit qu'une seule des caractéristiques soit absente pour que la nation soit incomplète. Dans la période qui précède sa prise de pouvoir, il considère qu'il n'y a pas véritablement de nation vénézuélienne, et c'était même sa position alors qu'il était jeune militaire (Chávez, 1992, p. 27). À sa sortie de prison, il en identifie les causes au mécontentement populaire et à la crise économique des dernières années qui ont perturbé les caractéristiques nécessaires à l'existence d'une nation. C'est principalement l'absence de projet commun pour le futur qui l'empêche d'exister. L'idée de renforcement de la nation, bien qu'elle était déjà présente dans les écrits de Chávez

⁵⁶ Les éléments ici utilisés pour définir la nation ont également été mobilisés pour parler de la situation du peuple vénézuélien, notamment au début des années 1990 (MH, p. 96), alors qu'il constatait un manque d'unité, une absence de projet commun. Cela peut alimenter une certaine confusion entre ce qu'est le peuple et ce qu'est une nation. Cependant, la division que nous avons utilisée ici elle celle qui correspond à la plus grande formalisation de ces concepts dans les discours et la proposition de réforme constitutionnelle de Chávez. On pourrait également faire le même commentaire au sujet du mot patrie, dont l'utilisation par Chávez est également fréquente. Bien qu'elle ne se voit pas attribuer les caractéristiques de la nation, elle représente le résultat escompté de la réalisation de la nation, c'est-à-dire par la réalisation du projet politique en lien avec le développement institutionnel désiré.

durant les années 1970⁵⁷, est devenue une résonance dialogique à la dislocation sociale provoquée par la crise économique. Celle-ci aurait notamment fait perdre de vue l'objectif commun et la volonté de vivre ensemble. Le Caracazo serait alors un exemple de cette dislocation.

Les trois caractéristiques que doit posséder un peuple pour devenir une nation n'ont pas la même importance. Les références historiques fréquentes de Chávez dans ses discours et écrits indiquent l'accent qu'il met sur le passé commun, et il en sera question un peu plus loin. La seconde caractéristique, un présent commun et une volonté de vivre ensemble pacifiquement, est déterminée par l'existence d'un projet pour le futur⁵⁸. C'est donc sur cette dernière caractéristique qu'il insiste davantage pour définir la nation :

La nation est le peuple en marche, uni par le passé avec une volonté dans le présent, en marche vers des objectifs grandioses de futur. Quand le peuple gagne un objectif commun, quand le peuple acquiert une direction historique, seulement alors, selon moi, nous pouvons parler de nation.⁵⁹

⁵⁷ On peut trouver des affirmations nationalistes dans *Un brazalete tricolor* (Chávez, 1992). Bien que cet ouvrage ait été publié au début des années 1990 pendant que Chávez était en Prison, il contient des textes qu'il a écrit pendant les années 1970.

⁵⁸ Il existe plusieurs racines théoriques à une telle définition de la nation. Le passé commun et le désir de vivre collectivement le présent sont des éléments qui correspondent bien à la définition que donne Ernest Renan de la nation (Hutchison et Smith, 1994, p. 17-18). L'idée de définir la nation par l'engagement dans un projet politique correspond, selon Hutchison et Smith, à la définition qu'en donne Weber : «*What distinguishes the nation is a commitment to a political project.*» (1994, p. 15). On peut également trouver dans une interprétation de la pensée de Bolívar, l'idée de la nécessité de créer une unité propice à l'action conjointe (Urueña, 2004, p. 101-111). Toutefois, dans ce cas, l'unité devait surpasser les partis et les différences de classes, ce qui n'est pas tout à fait le cas pour Chávez. Finalement, la définition de Staline semble également proche : «*A nation is a historically constituted, stable community of people, formed on the basis of a common language, territory, economic life, and psychological make-up manifested in a common culture*» (Hutchison et Smith, 1994, p. 20-21). Selon Staline, tous ces éléments doivent être présents pour former la nation. La définition de Chávez se distingue de celle de Staline puisque la question de la langue n'est pas centrale à son propos. Chávez accepte même les cultures autochtones dans sa définition de nation. La parenté avec Staline demeure cependant dans la structure de la définition, qui est une accumulation de caractéristiques indissociables. De plus, le projet commun pour le futur de Chávez s'approche de la construction psychologique qui se manifeste dans la culture commune chez Staline.

⁵⁹ Notre traduction de : «*La nación es el pueblo en marcha unido desde el pasado con una voluntad en el presente en marcha hacia objetivos grandiosos de futuro. Cuando el pueblo consigue un rumbo, cuando el pueblo consiguió una dirección histórica, sólo entonces, en mi criterio, podemos hablar de nación*» (CSD, t. 1, p. 293).

L'importance du projet commun pour la définition de la nation était suffisamment grande aux yeux de Chávez pour qu'il inclue cet élément au tout début de l'ébauche de constitution qu'il a présentée devant l'Assemblée constituante (Chávez, 1999). Le premier chapitre de celle-ci compte trois articles dont le premier définit le peuple comme étant un conglomérat humain qui partage une gloire commune et une volonté de convivialité pacifique. Cet article définissait ainsi les 2 premières caractéristiques du peuple qui formera la nation : le passé commun et la volonté de vivre ensemble. Le second article définit la nation comme étant le peuple qui partage un projet de développement commun pour le futur, et pour le renforcer, le troisième article stipulait une obligation éthique des membres de la nation à participer au développement du projet commun.

Cette obligation morale de participation à un projet commun est cruciale. Au sortir de sa réclusion au milieu des années 1990, alors qu'il reconstruit ses relations politiques, Chávez présente, à travers une vaste campagne, le projet qu'il propose pour le Venezuela. Il affirme alors savoir qu'une partie du peuple est susceptible de ne pas adhérer au projet qu'il met de l'avant. Il exclut ainsi d'emblée que tout le peuple fasse partie de la nation (ABM, p. 80). De plus, il affirme déjà à cette époque que la ferveur qu'il compte canaliser dans un projet d'unité nationale se trouve particulièrement présente au sein du peuple-pauvre⁶⁰. Elle est en fait générée par la même ferveur que celle qui provient du désir de sortir d'une misère devenue insupportable (ABM, 1998, p. 80-81). Dès lors, le projet de recréer la nation n'inclut pas tout le peuple, entendu comme groupe d'êtres humains partageant un passé commun et un désir de vivre ensemble pacifiquement puisqu'il inclut de façon préférentielle le peuple-pauvre. À cette partie du peuple sont associées une souffrance et une sagesse populaire. L'autre partie du peuple, celle qui est exclue d'emblée de la nation, est qualifiée d'oligarchie, de classe dominante. Elle est principalement composée par la classe dirigeante qui était au pouvoir avant la première victoire de Chávez. Elle comprend notamment les cadres des partis

⁶⁰ L'expression peuple-pauvre (*pueblo-pobreza*) est directement utilisée par Chávez (ABM, p. 80) pour définir la partie de l'ensemble du peuple à laquelle s'adresse son mouvement. Elle est également le terme utilisé par Ricardo Peñafiel (2006) pour désigner le nouvel acteur politique créé par le discours bolivarien. Cet acteur est devenu, à l'aide du développement du discours, ce qui détermine les valeurs des autres discours et des autres positions politiques, et sert ainsi à rendre illégitimes les acteurs qui s'opposent au chavisme. Cependant, selon Peñafiel, tout en créant une clôture hétéronomique du politique, l'utilisation de cette figure permet également d'ouvrir l'espace public sur de nouveaux enjeux. Bien qu'il suture le champ discursif, il laisse entrouvertes de nouvelles possibilités alors qu'elles étaient complètement exclues du régime antérieur.

politiques qui n'ont pas participé à ses coalitions politiques, mais aussi des élites qui se sont enrichies de l'extraction des matières premières sans en redistribuer les gains au Venezuela (voir chapitre IV). Chávez ne les écarte toutefois pas sur la base de leur appartenance à une classe sociale ou un groupe social, mais bien sur la base de leur manque d'adhésion au projet qu'il avance pour forger à nouveau la nation. Ainsi, il dira qu'il désire bel et bien l'union et le consensus, mais pas si cela implique d'obtenir l'accord de ceux et celles qui cherchent à freiner le projet de la nation :

Le consensus oui, je le veux, mais pas le consensus rétrograde, [...]. Aujourd'hui messieurs, nous unir à ceux qui veulent conserver tout cela tel quel, chercher le consensus avec ceux qui s'opposent aux changements nécessaires, je dis aujourd'hui comme Bolívar : c'est une trahison!⁶¹

Et lorsque Chávez invite à l'unité populaire, il le fait en rappelant que l'unité signifie qu'il faut laisser de côté les intérêts individuels pour mettre de l'avant les intérêts collectifs, voire l'intérêt général. L'intérêt ainsi conçu doit être plus important que celui de petits groupes de possédants, et Chávez insiste sur cet aspect (CSD, t. 3, p. 96-97). Un tel appel à l'unité, compris à la lumière de la définition du terme nation, devient une exigence dirigée vers ceux qui possèdent davantage afin qu'ils redistribuent leur richesse. Ils ne sont pas inclus dans la nation, ni dans l'unité populaire, sauf s'ils acceptent de servir le projet politique qui sert l'intérêt général de la nation. Leur exclusion semble sans effet, sinon qu'ils deviennent un repoussoir contre lequel se constitue l'unité de la nation.

La division entre le peuple-pauvre, inclus dans la nation, et l'oligarchie, qui en est exclue, ne correspond pas à une dynamique de classe claire, ni non plus à une dynamique clairement marxiste. À cet égard, Chávez se défend d'être marxiste, sans être pour autant antimarxiste. Il soutient plutôt qu'il est nécessaire d'aller au-delà du marxisme. En ce sens, lorsqu'il se réfère à la prise de pouvoir au service d'une classe, il soutient qu'il ne milite pas seulement pour la libération du prolétariat. La classe au service de laquelle il veut prendre le

⁶¹ Notre traduction de : *El consenso si, lo quiero, pero no el consenso retrógrado, [...]. Hoy señores, unírnos a los que quieren conservar esto tal cual está, buscar consenso con los que se oponen a los cambios necesarios, yo digo hoy como Bolívar ¡Es una traición!* (CSD, T.1, p.14)

pouvoir est celle des exploités, et les classes dites moyennes sont également composées d'exploités selon lui (ABM p. 460)⁶².

3.2 : Le passé commun

Pour être nation, les personnes doivent d'abord être un peuple, et pour être peuple, elles doivent partager un passé commun. Le passé commun est évoqué de façon constante dans les discours de Chávez par des références à des personnages et à des événements historiques. Il cite principalement des éléments liés à la période de la guerre d'indépendance et à celle de la guerre fédérale⁶³. Pour aborder la pensée de Chávez, il n'est pas primordial de connaître la véracité des références et des détails historiques cités. Il importe davantage de comprendre le rôle attribué aux personnages et aux événements à travers leur énonciation, et les idées qui en découlent dans sa pensée actuelle⁶⁴.

La référence à la lutte pour l'indépendance est évidente dans le nom des groupes politiques dans lesquels Chávez s'est impliqué avant de faire la course à la présidence. Les deux principaux groupes portaient dans leur nom l'épithète *bolivarienne* qui fait évidemment référence à Simón Bolívar⁶⁵. Par les recherches idéologiques effectuées au sein de ces

⁶² Sur la question de l'interprétation des classes par Chávez, voir Chap. IV, section 4.1.

⁶³ Nous appelons guerre fédérale cette période de guerres civiles où, autour du milieu du 19^e siècle, deux tendances générales s'affrontent : les libéraux et les conservateurs. Celle-ci donna lieu à l'instauration d'une nouvelle constitution au Venezuela en 1864, qui accordait beaucoup de pouvoirs aux États fédérés. Pour plus d'informations sur cette période, voir : del Pozo, 2004, p. 57 à 66.

⁶⁴ Pour donner de la crédibilité au modèle idéologique qu'il présente. Chávez utilise abondamment les références au passé du Venezuela et de l'Amérique latine. Certaines de ces références peuvent soulever des doutes. Cependant, cela ne modifie pas pour autant les idées qu'il avance, et il n'appartient pas nécessairement au débat historique de les comprendre. Même sans reposer sur des exemples historiques exacts, le projet qu'il propose n'en demeure pas moins le même. Dans un livre très intéressant sur l'importance du culte à Bolívar dans la société vénézuélienne, Germán Carrera Damas explique que malgré le débat historique sur les accomplissements de Bolívar, il importe davantage de comprendre comment des aspects de la vie du héros sont utilisés pour construire une formation historico-idéologique du passé qui permet la projection de valeurs actuelles sur tous les aspects de la vie du peuple. Il explique alors que le culte au héros est tout autant un fait historique que le héros lui-même. L'image du héros ainsi créée devient une forme d'écran sur lequel se projette la compréhension de l'histoire. Ainsi, bien qu'il puisse être fort utile de relier les énonciations aux faits historiques, il faut garder en tête que des interprétations historiques erronées peuvent parfois devenir des agents historiques très efficaces (2003, p.19 à 35).

⁶⁵ EBR-200 (*Ejercito Bolivariano Revolucionario*, armée bolivarienne révolutionnaire) et MBR-200. Dans ces deux sigles, le B fait référence à Simón Bolívar, acteur incontournable des guerres d'indépendance du cône sud. De plus, le 200 qui figure dans les deux noms se réfère au 200^e

groupes, Chávez a adopté un modèle reposant sur ce passé. Trois acteurs historiques forment, tant au niveau de leurs écrits que de leurs actions, la structure de ce modèle. Sa présentation générale est un arbre à trois racines dont chacune porte le nom d'un acteur historique : Simón Rodríguez, Simón Bolívar et Ezequiel Zamora.

Le rôle des personnages historiques pour la création d'un fond idéologique est double. D'une part, les références à des personnages permettent d'organiser, à l'aide des pensées politiques antérieures, le socle d'un modèle idéologique, tout comme les partis communistes se réfèrent à Karl Marx et à des dirigeants communistes historiques. D'autre part, les références sont puisées à même l'histoire vénézuélienne. Ils participent ainsi à l'établissement d'un passé commun, d'une histoire partagée, élément qui est essentiel à l'existence d'une nation.

3.2.1 Simón Rodríguez

Simón Rodríguez fut le professeur de Bolívar. Richard Gott note au sujet de Rodríguez «qu'il était un maître d'école et un philosophe de l'éducation, un homme aux idées non orthodoxes sur l'éducation et le commerce qui était très en avance sur son époque» (Gott, 2005, p. 102-103). Il s'est passionné pour Robinson Crusoe, le personnage romanesque de Daniel Defoe, allant même jusqu'à adopter une partie de son nom en se rebaptisant Samuel Robinson pendant un exil en Jamaïque. Il avait participé aux premières tentatives d'indépendance du Venezuela à la fin du 18^e siècle. L'échec de celles-ci le força à s'exiler dans les Antilles et en Europe. Pendant cet exil, il fréquenta quelques sociétés secrètes à penchant socialiste. Il croisa de nouveau Bolívar alors que ce dernier séjournait en Europe. Ils voyagèrent ensemble sur ce continent, et soudèrent ainsi une profonde amitié qui leur permettra d'échanger sur plusieurs idées politiques. Il a été par la suite convié par Bolívar à se joindre au mouvement indépendantiste qu'il dirigeait.

Les interventions de Rodríguez portent principalement sur l'éducation. Il désirait la rendre accessible à tous. Ses prises de position favorables à l'intégration scolaire des autochtones, des fils d'anciens esclaves et des métis ne plaisaient pas à l'élite de l'époque et

anniversaire de naissance de Bolívar, célébré en 1983, date de la fondation du EBR-200. Il y avait ainsi deux références au *Libertador* dans les acronymes de ces groupes.

lui causèrent des problèmes. Même nommé par Bolívar à la direction de l'enseignement public en Bolivie, il ne parvint pas à mettre ses idées complètement en pratique. Les écoles qu'il y a fondées, et qui visaient à le faire, notamment en acceptant les autochtones, les métis et les noirs, furent fermées par le gouvernement.

Simón Rodríguez est souvent évoqué par Chávez pour ses déclarations favorables à une originalité dans la construction des nouvelles républiques latino-américaines. Il est l'auteur d'une phrase citée abondamment par Chávez qui justifie sa volonté de ne pas s'associer directement à un modèle idéologique existant et de développer un nouveau modèle directement inspiré des particularités et de l'originalité américaine :

«Où irons-nous chercher un modèle? L'Amérique espagnole est originale. Ses institutions et son gouvernement doivent être originaux. Et originaux doivent être les moyens de fonder l'un et l'autre. Nous inventons, ou nous nous trompons.»
« L'Amérique ne doit pas imiter servilement, mais être originale.»⁶⁶

Simón Rodríguez est également évoqué dans les écrits et discours de Chávez pour son apport au niveau de l'éducation. L'éducation est alors présentée comme un outil d'émancipation du peuple et de la nation. Il voit dans sa pensée «la semence d'un projet de société basé sur l'éducation populaire et la créativité» (LA, p. 10)⁶⁷.

La nécessaire originalité et l'importance accordée à l'éducation sont accompagnées d'une volonté d'instaurer une démocratie en Amérique du Sud. Cette volonté découle d'une compréhension de l'essence de la société qui lui est propre. Selon Rodríguez, la société n'est pas le fruit d'une simple nécessité. Si elle existe, ce n'est pas uniquement pour combler les besoins des individus qui la composent, mais afin que les hommes se consultent pour trouver

⁶⁶ Notre traduction de : «Dónde iremos a buscar modelos? La América española es original. Originales han de ser sus instituciones y su gobierno. Y originales, los medios de fundar unas y otro. O inventamos, o erramos.» « La América no debe imitar servilmente, sino ser original.» (LA, p. 7)

⁶⁷ Le livre ici cité est : Chávez, Hugo. 2007. Libro Azul. Caracas : Ministerio del Poder Popular para la Comunicación e información. Cet ouvrage est une réédition par le ministère de la Communication et de l'Information d'un texte rédigé par Chávez alors qu'il était encore en prison. Il présente le système idéologique, l'idéologie bolivarienne ou le système EBR, auquel Chávez se réfère. De plus, il présente le projet politique original de Chávez, avant qu'il ne sorte de prison et ne réactive les groupes politiques dont il était membre. Ceux-ci se réfèrent également à l'idéologie bolivarienne et à l'arbre aux trois racines.

les meilleurs moyens de satisfaire leurs désirs. L'essence de la société est donc dans la consultation des hommes entre eux, et cela justifie la démocratie. La recherche des meilleurs moyens est en fait un appel à l'usage de la raison dans cette consultation. La satisfaction des désirs, plutôt que des simples besoins, renvoie à la nécessité de libération des forces créatrices de la volonté. Il souhaiterait ainsi que les hommes se dirigent eux-mêmes par la raison, et non par une autorité monarchique, afin de valoriser l'aspect créatif de l'Homme. (LA, p. 23)

Avant de prendre le pouvoir, Chávez avait déduit de cette interprétation de la pensée de Rodríguez une façon de concevoir la société comme devant être un tout solidaire et rationnel dans lequel les désirs des êtres humains sont au cœur du projet qui la tient ensemble (LA, p. 23-24). Il considère que cette société reste à construire, et la dénomme alors *Utopie concrète robinsonnienne*. Elle devient pour lui un objectif lointain, un phare guidant la course de la nation vénézuélienne. L'utopie concrète est liée à l'importance accordée à l'éducation en cela qu'elle implique non seulement la gouverne de la société par elle-même, mais une créativité particulière qu'il est nécessaire d'alimenter par l'éducation. Rodríguez résumerait cette idée par la phrase : «Napoléon voulait gouverner le genre humain, Bolívar voulait qu'il se gouverne pour lui-même, et moi, je désire qu'il apprenne à se gouverner⁶⁸.» L'idée de Rodríguez interprétée par Chávez est celle d'une République dans laquelle il est nécessaire d'avoir un bon système d'éducation pour que dès leur plus jeune âge, les hommes apprennent à être créatif en fonction de l'intérêt collectif, et non en fonction d'un monde marchand où prime la poursuite de l'intérêt individuel (CSD, T1, p. 289 à 291).

L'importance de l'éducation apparaît également dans les différentes missions sociales mises en place par Chávez. Les missions en éducation (Robinson, Ribas, Sucre) font partie des importantes mesures mises en place par son régime. De plus, le nom de ces missions évoque la parenté avec le personnage : la mission d'alphabétisation et celle de formation primaire portent le nom de Robinson, et la réforme des institutions préscolaires leur a donné le nom de *simoncito*⁶⁹, également en référence au maître d'école de Bolívar, et à Bolívar lui-même.

⁶⁸ Citation de Simón Rodríguez dans LA. p.47, notre traduction

⁶⁹ Petit Simón

3.2.2 Simón Bolívar

Mis à part l'importance que Chávez lui accorde, Simón Bolívar est un personnage historique considérable. Issu d'une famille de riches propriétaires terriens, il a fait des études en Europe au début du 19^e siècle pendant lesquels il s'est familiarisé avec les idées modernes de l'époque. Ayant retrouvé son professeur, Simón Rodríguez, sur ce continent, il est allé avec lui à Rome où ils auraient, sur le *Monte Sacro*, juré de ne jamais prendre de repos jusqu'à ce que les chaînes qui oppriment leur peuple ne soient brisées⁷⁰. Ce même rituel a été répété par Chávez et quelques collègues militaires alors qu'ils formaient le premier groupe militaire auquel il appartiendra, le EBR-200⁷¹. En plus de répéter une partie du serment de Bolívar, ils y auraient ajouté les maximes principales de Zamora, dont il sera question plus loin.

Bolívar est ensuite retourné en Amérique avec la ferme intention de la libérer de sa dépendance coloniale à l'Espagne. Malgré plusieurs échecs, il participe à la libération d'un immense territoire qui deviendra six pays d'Amérique latine : le Venezuela, la Colombie, le Panama, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie. Ce dernier pays tire d'ailleurs son nom de Bolívar lui-même. Il a ensuite tenté de former une seule fédération de tous ces pays : la grande Colombie. Cette tentative a cependant échoué étant données les divisions entre les dirigeants de l'insurrection indépendantiste des différentes régions.

Le culte à la mémoire de Bolívar, indépendamment de Chávez, était déjà très fort au Venezuela : la monnaie nationale porte son nom, la place centrale de presque chaque ville ou village également⁷². Toutefois, le sens que donne Chávez à la pensée de Bolívar est particulier.

⁷⁰ On peut trouver une partie du serment de Bolívar et Rodríguez sur le Monte Sacro de Rome dans le livre de Richard Gott : *«I swear before you, and I swear before the god of my fathers, that I will not allow my arm to relax, nor my soul to rest, until I have broken the chains that oppress us...»*. (2005, p. 105)

⁷¹ Le EBR-200 est un groupe politique fondé par Chávez et quelques autres militaires au sein des forces armées au début des années 1980.

⁷² Un ouvrage complet de l'historien Germán Carrera Damas (2003) est dédié à l'identification de l'évolution du culte à Bolívar à travers les époques au Venezuela.

Simón Bolívar est sans doute la figure historique à laquelle Chávez se réfère le plus souvent. Non seulement les groupes politiques dans lesquels il était impliqué portaient-ils son nom et sa date de naissance (MBR-200, EBR-200), mais en plus, la nouvelle constitution, résultant du processus constituant qu'il a mis en place, a changé le nom du pays, pour y ajouter l'épithète *bolivarienne*.

Selon Chávez, Bolívar est le père fondateur de la patrie vénézuélienne, il est un guide, un leader politique et spirituel (CSD, t. 2, p. 588). Il a toutefois échoué à réaliser deux de ses projets majeurs. D'une part, il n'est pas parvenu à unifier en une seule fédération les différents territoires des anciennes colonies qu'il avait contribué à libérer. D'autre part, il n'est pas parvenu à assurer la justice et l'équité promises aux peuples nouvellement indépendants. Richard Gott (2005, p. 101) disait à ce sujet que Chávez cherche en quelque sorte à reprendre là où Bolívar a échoué. Bolívar serait ainsi un révolutionnaire qui aurait voulu instaurer une république particulièrement égalitaire et démocratique unissant les nouveaux pays en un seul. Ici, le terme révolutionnaire peut porter à confusion. Chávez clarifie toutefois sa définition en racontant la résistance de certains généraux au sein du EBR-200 à préserver la lettre «R», mise pour révolutionnaire, dans l'acronyme du groupe. Des membres du groupe associaient le terme «révolution» au communisme et aux guérillas des années 1960 et 1970. Toutefois, cette lettre a été préservée parce que les trois principaux personnages historiques qui constituaient le fondement de l'idéologie du groupe, Rodríguez, Bolívar et Zamora, ont tous trois utilisé le terme révolutionnaire dans leur discours (DZ, p. 53-54). C'est en le référant à ces personnages que le terme révolutionnaire doit être compris, et non à la lumière des luttes des guérillas, que Chávez a par ailleurs combattues alors qu'il était militaire⁷³.

Selon Chávez, le panaméricanisme de Bolívar s'étendait au-delà du Cône Sud et couvrait l'ensemble de l'Amérique conquise par les Espagnols (CSD, t. 2, p. 582). Il aurait également été habité d'une conception profondément égalitariste, souhaitant par exemple

⁷³ Chávez a effectivement participé aux luttes antiguérillas alors qu'il était militaire. Il prétend toutefois l'avoir fait à contrecœur, sans pour autant endosser les propos et la façon de procéder des guérilleros. Il affirme que les guérillas s'étaient isolées des masses populaires, et que leur façon de faire, alors qu'ils tuaient des militaires eux-mêmes issus des masses pauvres, n'aidaient pas leur cause. Il dira que pour cette même raison, il ne se sentait pas à l'aise avec les techniques des militaires qui torturaient parfois d'humbles paysans pour dépister des camps de guérilleros. Voir notamment à ce sujet : l'entrevue avec Díaz Rangel (DZ, p. 34-36).

redistribuer des terres aux autochtones et aux paysans, contribuer à plus de justice et de dignité pour les hommes et organiser l'éducation pour tous... Chávez estime donc que Bolívar a donné sa vie pour le peuple-pauvre, celui là même qu'il avait encouragé à lutter contre les forces coloniales espagnoles. L'unité panaméricaine aurait produit une plus grande égalité, alors que la division politique actuelle aurait été créée par les oligarchies locales de l'époque désireuses de diviser pour dominer. Ainsi, l'échec de Bolívar aurait mené de la domination de l'empire espagnol à la domination par un empire créole (CSD, t. 2, p. 584-586).

La réalisation du rêve de Bolívar serait une nation égalitaire et intégrée à travers tout le territoire qu'il a contribué à libérer. Cette nation, en relation dialectique avec un État républicain, aurait permis de mettre un terme à la faim, à la misère et au retard de l'Amérique espagnole.

3.2.3 Ezequiel Zamora

Ezequiel Zamora était un marchand provincial qui est devenu stratège militaire du côté des fédéraux lors de la guerre fédérale qui s'est déroulée au milieu du XIX^e siècle. Chávez parle de celui-ci comme étant l'un des hommes qui ont eu le plus d'impact sur l'histoire du Venezuela et dont l'oligarchie aurait voulu enterrer la mémoire (CSD, t. 3, p. 89). Tout comme il fut mentionné dans la section sur Bolívar, Chávez considère que le rêve de la révolution, stimulé par le mouvement d'indépendance, n'a pas été réalisé. Malgré l'indépendance politique, le peuple est demeuré dans une situation de pauvreté (CSD, t. 3, p. 91 et CSD, t. 2, p. 26 à 28) et la démocratie est demeurée inachevée. Zamora aurait été un militant contre la trahison du rêve qu'avait fait naître la guerre d'indépendance : celui d'une redistribution de la richesse qui mettrait fin à la misère. Cette trahison aurait été l'œuvre d'une oligarchie désireuse de s'approprier terres et pouvoir contre un désir du peuple de démocratie tant politique qu'économique. Cette même oligarchie serait responsable de la mort de Bolívar. C'est parce qu'il défendait cette volonté populaire que Zamora a été appuyé par le peuple et qu'il fut exécuté par les conservateurs. Chávez souligne cette grande capacité

à mobiliser les paysans⁷⁴ en plus de ses habiletés de stratège militaire (CSD, t. 3, p. 91). Chávez rappelle aussi fréquemment les trois principaux slogans de Zamora et il tente d'en faire des maximes pour sa propre politique : 1) Terres et hommes libres, 2) élections populaires et 3) horreur de l'oligarchie.

Zamora est dépeint comme un militant pour la création d'une véritable république démocratique et un promoteur de la réforme agraire. Pendant la guerre fédérale, Zamora a déclaré l'indépendance de l'État de Barinas, situé dans le Sud du pays, pour en faire un État fédéral distinct et régi par ses propres lois (LA, p. 19). Chávez y voit le principal promoteur vénézuélien des principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité de l'époque. Par rapport à la réforme agraire, Chávez soutient qu'il faisait brûler les titres de propriété des latifundistes pour libérer les terres (CSD, t. 2, p. 23-24). Chávez se défend de vouloir à son tour brimer le droit de propriété, mais soutient cependant que si de grands propriétaires possèdent d'immenses propriétés et ne les utilisent pas, il n'est pas possible de laisser des paysans sans terre.

Zamora est également cité par Chávez pour ses mesures de démocratisation économique. Il aurait voulu créer des terres communales aux quatre points cardinaux des villages pour les vouer à une utilisation collective, souhaité la fin de la perception de la rente pour l'exploitation agricole, tenté de restreindre les journées de travail des paysans engagés aux tâches uniquement agricoles et cherché à organiser la distribution de lait aux familles pauvres. (LA, p. 19-20).

Zamora est fréquemment cité pour une victoire spectaculaire, celle de la bataille de Santa Inés, pendant la guerre fédérale en 1859. Chávez a utilisé le nom de cette bataille lors du référendum révocatoire de sa présidence en 2004 pour désigner la lutte politique des partisans favorables à son maintien au pouvoir.

Chávez fait également référence à Zamora pour ses positions sur les relations entre civils et militaires. Il rappelle en effet que Zamora portait parfois deux couvre-chefs en même temps : l'un typiquement militaire et l'autre pour représenter le peuple (CSD, T2, p. 29). Chávez se sert de cet exemple pour illustrer la nécessité de l'union entre les civils et les

⁷⁴ Cette capacité de mobilisation est également soulignée par Richard Gott (2005, p. 113).

militaires, union qui est également l'une des particularités de la pensée politique de Chávez dont il sera question dans un chapitre ultérieur.

3.2.4 Retour sur l'importance des acteurs historiques

Pour Chávez, la pensée politique de ces trois acteurs forme un tout cohérent. C'est ce qu'il appelle l'idéologie bolivarienne ou l'idéologie EBR⁷⁵ (Ezequiel, Bolívar, Rodríguez), idéologie étant ici entendue comme un système cohérent d'idées liées entre elles (LB, p. 191-192). Chávez insiste fréquemment sur la nécessité de développer un modèle idéologique endogène (autochtone) (notamment LA, p. 10 et LB, p. 191). Cette nécessité provient d'un courant de désidéologisation particulièrement fort à la fin du XX^e siècle. Celui-ci serait issu de la chute du mur de Berlin et de la proclamation de la fin de l'Histoire par Fukuyama. Il y relie également la phrase percutante de Margaret Thatcher : «There is no alternative.» Contre la désidéologisation, il prétend produire un modèle original, propre au Venezuela, afin de répondre à l'exigence signalée par Rodríguez : «*o inventamos, o erramos*» (LA, p. 7).

L'originalité constitue le premier élément de cohérence décelé dans la pensée des trois personnages historiques. Chávez prétend trouver cette nécessité d'originalité dans la pensée des trois acteurs. Puisqu'ils proviennent tous trois du Venezuela, la référence à ces acteurs permet en plus d'alimenter l'idée du passé commun, particulier et original au Venezuela. Ces personnages sont favorables à une démocratie républicaine qui ne repose pas uniquement sur une démocratie politique, mais également sur une démocratie économique. Pour la construction de la démocratie politique, l'éducation est un élément important, permettant au peuple d'apprendre à se diriger lui-même et lui permettant de trouver des solutions aux difficultés économiques par lui-même. La démocratie économique, perçue comme le grand échec des suites de la guerre d'indépendance, correspond à une meilleure distribution des terres et à une distribution plus équitable des richesses (voir chapitre IV). La promesse de la guerre d'indépendance, celle de parvenir à une Amérique plus équitable par la meilleure

⁷⁵ Le nom du modèle idéologique EBR porte à confusion avec le groupe politique EBR-200. C'est en fait un jeu avec les lettres qui plaît bien à Chávez (DZ, p. 54). Les trois lettres du nom du groupe (EBR) étaient également les premières lettres des noms des acteurs historiques auxquels il se réfère : Ezequiel, Bolívar, Rodríguez. Il utilise le terme idéologie EBR pour identifier l'idéologie qui alimentait ses groupes politiques, dont le EBR-200.

distribution des terres et en parvenant à nourrir le peuple, a été trahie par les généraux (*caudillos*) qui ont préféré diviser le continent pour s'approprier les terres et les richesses, tout en maintenant la division entre d'une part les blancs, et d'autre part les autochtones (amérindiens), les métis et les esclaves. Les trois personnages qui forment les racines de l'idéologie EBR auraient lutté contre cette trahison.

Puisque ce système constitue le socle de la pensée politique de Chávez, on ne s'étonnera pas de voir ressurgir, dans les différents thèmes abordés dans ce mémoire, des références à celui-ci.

3.3 Un projet pour le futur

Le projet pour le futur, essentiel au ciment national tel que défini par Chávez, est l'élément qui a le plus évolué dans sa pensée. Il préserve toutefois une base permanente, celle de chercher à redonner le pouvoir aux pauvres pour vaincre la pauvreté. La transformation du projet explique pourquoi il ne s'affirmait pas socialiste au début de son règne (DZ, p. 119), alors qu'il placera cette idée au cœur de sa campagne électorale en 2006. Chávez a toujours été critique du capitalisme et surtout du néolibéralisme. C'était un élément important de ses discours bien avant qu'il ne prenne le pouvoir. Or, ce n'est qu'au tournant de 2005 qu'il commence réellement à parler de socialisme, auquel il accole l'épithète XXI^e siècle pour bien le distinguer des socialismes précédents (DZ, p. 205-206).

Dans cette section, nous aborderons le projet politique initial, celui d'une transition transformatrice qui correspond à la réécriture de la Constitution vénézuélienne. Le projet économique, qui est aussi un élément important du projet qu'il propose, sera quant à lui traité plus en profondeur dans le chapitre portant sur sa pensée économique, où il sera également question du socialisme du XXI^e siècle qui en constitue la dernière évolution. Il est important d'en traiter dans un second temps puisque Chávez insiste sur la nécessité de mettre la dimension politique au premier plan, afin que la dimension économique soit au service de la dimension politique, et non l'inverse⁷⁶.

⁷⁶ On peut trouver plusieurs citations où Chávez aborde la nécessité de mettre l'économie au service du politique, notamment : MH, p. 73. À cet endroit, il en traite spécifiquement dans le cadre d'une

3.3.1 Révolution, utopie et objectifs stratégiques

Au centre du projet proposé par Chávez, il y a l'idée de révolution. Comme il fut mentionné dans la section sur les acteurs historiques, le terme révolution ne prend pas un sens équivalent à celui qu'il avait pour les guérilleros des années 1960 et 1970, et n'est pas rattaché directement au marxisme. Il se rapporte davantage au concept tel qu'utilisé lors de la guerre d'indépendance et de la guerre fédérale, avec certaines précisions. La révolution dont il parle est bolivarienne. Elle est présentée comme un processus de transformations profondes, radicales et accélérées des structures sociales, des structures politiques et des valeurs, qui ne doit pas nécessairement être violent (DZ, p. 118-121). À la suite du coup d'État manqué de 1992, Chávez met en effet de côté la prise du pouvoir par les armes et la rébellion militaire, même s'il se réserve la possibilité d'évaluer cette éventualité au cas où il y aurait un coup d'État par la droite (DZ, p. 97 et MH, p. 22-23).

La nécessité d'une révolution est la réponse que compte offrir Chávez à la débâcle économique des années 1980 et 1990. C'est, avec la nation, une résonance dialogique du discours néolibéral qui a primé pendant la période précédente.

Chávez perçoit la crise comme étant totale. Dès le milieu des années 1990, il soutient qu'elle touche à toutes les «composantes structurelles : Sous-structure économique-sociale, sous-structure politico-juridique et sous-structure idéologie.» (LA, p. 21). Contre celle-ci, il propose alors le Projet national Simón Bolívar. Ce projet est divisé entre des objectifs stratégiques, atteignables à court ou moyen terme, et une utopie (alors baptisée *utopie concrète robinsonnienne*), c'est-à-dire le rêve qui doit servir de guide dans l'établissement des objectifs stratégiques. L'utopie⁷⁷, en accord avec l'idéologie EBR, est une position téléologique dont la finalité est une société où régnerait «prospérité, splendeur, qui serait un carrefour pour la famille humaine», une société de «liberté, de justice, de gloire et de majesté» (LA, p. 46). Une telle société repose sur un mode de vie solidaire et réparti

réflexion sur le modèle d'intégration latino-américain, mais elle peut s'appliquer au niveau national sans préjudice.

⁷⁷ Chávez fait même référence à Thomas More lorsqu'il traite de l'utopie qu'il présente. Thomas More (1993) est l'auteur d'un ouvrage phare sur l'utopie dans lequel il s'efforçait de dépeindre ce que serait une société parfaitement égalitaire.

équitablement les richesses. Ce projet prétend également «transcender largement l'objectif beaucoup plus récent selon lequel un projet de société doit chercher à atteindre des buts "développementistes" vérifiables par de simples mesures économétriques.» (LA, p. 49). Ainsi, le projet général qu'il propose pour refonder la nation vise à inclure de larges pans de la société qui étaient autrement exclus.

3.3.2 L'importance de la Constitution

Pour parvenir à une telle société, l'objectif stratégique premier est de ressouder les forces sociales par la conquête d'un équilibre entre les trois éléments suivants : 1 — le système social (les structures économique-sociale et politico-juridique), 2 — la culture (qui comprend la structure idéologique et devrait promouvoir le libre développement de la créativité), et 3 — les facteurs individuels (hautement déterminés par les deux éléments précédents, mais pouvant avoir un certain effet sur ceux-ci) (LA, p. 28-29). En forgeant une nation par la définition d'un projet collectif pour le futur, Chávez croit parvenir à unir les forces sociales. C'est à la Constitution qu'est accordée une bonne partie du rôle de remplir cet objectif, et une constitution bien rédigée permettra de créer l'unité recherchée. Il demande ainsi aux membres de l'Assemblée constituante de chercher et d'inscrire dans le texte ce que seront les objectifs transcendants permettant de forger la nation et de servir de guide. Lors de la formation de l'assemblée constituante, il dira en ce sens :

«aujourd'hui [...] je crois que nous pouvons dire que le Venezuela est en marche vers la formation d'une nation; avec un projet que vous êtes dans l'obligation, représentants du peuple, constituants souverains, de pressentir, de chercher, de ramasser et d'exprimer de façon basique et fondamentale dans le texte constitutionnel.» (CSD, t. 1, p. 293).

Il insistait pour que les membres de l'Assemblée constituante cherchent auprès du peuple quels seraient les projets permettant de faire cette nation, et il appert que ces projets sont pour Chávez ceux de l'utopie qu'il propose. Toutefois, l'exercice constitutionnel est considéré comme politique et macropolitique : il n'est pas la solution aux problèmes économiques et sociaux (CSD, t. 1 p. 19). Ces problèmes seront abordés plus loin. La

nouvelle constitution est donc un premier pas, un objectif stratégique initial qui permettra de se rapprocher de l'utopie.

Pour que la nouvelle constitution remplisse la fonction qu'il lui accorde, Chávez a proposé aux membres de l'Assemblée constituante des lignes directrices pour sa rédaction (Chávez, 1999). Dans celle-ci, il insiste sur la nécessité d'une démocratie participative et « protagonique ». Il veut ainsi dire que les masses populaires doivent avoir le contrôle du pouvoir par une capacité autonome à changer jusqu'aux règles initiales de la démocratie. Il s'agit d'un modèle qui vise le dépassement de la démocratie représentative, considérée comme un simple artifice de domination. En prenant exemple sur le modèle constitutionnel de Bolívar, Chávez propose d'ajouter aux pouvoirs habituels (législatif, exécutif, judiciaire) les pouvoirs moral et électoral. Le pouvoir moral est conçu comme un pouvoir neutre dont la tâche serait de veiller au bon fonctionnement de l'État, au respect des droits, tant des individus que du patrimoine public. Le pouvoir électoral quant à lui aurait pour fonction de diffuser la souveraineté afin que le peuple en soit le véritable dépositaire. Les décisions devraient alors être prises autant que possible par les communautés et les municipalités (LA p. 30 à 39). À la lumière de cette pensée politique, il est possible de comprendre pourquoi Chávez a introduit une série de référendums d'initiative populaire dans la proposition de constitution qu'il a présentée devant l'Assemblée constituante (Chávez, 1999).

Malgré sa reconnaissance de l'importance de la participation populaire, de la diffusion de la souveraineté et d'autonomie des masses populaires, Chávez, devant le mécontentement qu'il perçoit dans le pays, croit devoir canaliser le sentiment de révolte (CSD, t. 1, p. 13). Cette canalisation permettra au sentiment révolutionnaire en pleine croissance au Venezuela d'évoluer de façon démocratique et pacifique. Le projet de constitution qu'il a présenté cherche à canaliser la révolution par une nouvelle éthique et un nouvel esprit national (CSD, t. 1, p. 82). La Constitution devait ainsi permettre d'organiser, dans une république et un appareil d'État, la nouvelle unité nationale : « L'unité totale, indépendante et souveraine de la Nation résidera dans la synthèse dialectique entre les domaines national et étatique. C'est-à-dire que le tout transcende la simple somme des parties. » (LA, p. 32). Ainsi, la Constitution devrait être le lieu où est inscrit en grande partie le projet politique qui permettra de réunifier

la nation, afin de permettre que l'appareil étatique défende le projet politique afin de soutenir la survie de la nation.

3.4 La souveraineté

Pour faire le lien entre le peuple, la nation, la Constitution et l'État, il manque toutefois un élément essentiel de la pensée de Chávez : la souveraineté. L'idée de souveraineté, qu'il ne définit pas avec autant de précision que la nation, est en fait celle du peuple qui manifeste sa volonté (CSD, t. 1, p. 104 et 271). La volonté du peuple est alors dépeinte comme étant absolue, et la souveraineté ne réside que dans cette volonté⁷⁸, et non dans celle du président, des députés ou d'une autre instance (CSD, t. 1, p. 16). Ainsi, seul le peuple est maître de cette volonté, il en est le seul propriétaire (CSD, t. 3, p. 6). Pour appuyer cette définition, Chávez fera souvent référence à une citation de Bolívar : «Heureux le citoyen qui, sous le bouclier des armes qu'il commande, convoque la souveraineté du peuple pour qu'elle exerce sa volonté absolue»⁷⁹ (notamment CSD, t. 1, p. 104). L'importance accordée à la manifestation de la volonté du peuple explique la quantité d'élections et de référendums auxquels le peuple a été convoqué pendant ses années au pouvoir⁸⁰. En 1999, lors du premier référendum qu'il a

⁷⁸ Cette conception de la souveraineté est parfois associée à celle proposée par Jean-Jacques Rousseau, particulièrement dans les articles qui décrivent la conception rousseauiste de la souveraineté comme l'un des signes du caractère populiste du régime de Chávez : «*The populist appeals to an exaggerated notion of popular sovereignty, one that in Rousseau-like fashion presumes the existence of a single popular will.*» (Hawkins, 2003, p. 1139) Il peut être intéressant de noter que Chávez ne rejeterait pas nécessairement l'association à Rousseau. Il disait en entrevue à Marta Harnecker que lors de l'élaboration de sa proposition de constitution, il lisait quelques auteurs théoriques, et il n'en mentionne que deux : Tony Negri et Rousseau (MH, p.21). La vision contraire rejeterait l'unicité de la volonté générale pour voir plutôt une pluralité de volontés qui se rencontrent et se confrontent, et c'est la volonté majoritaire qui devrait l'emporter si le fonctionnement est démocratique.

⁷⁹ Notre traduction : «*Dichoso el ciudadano que bajo el escudo de las armas de su mando, convoca la soberanía nacional para que ejerza su voluntad absoluta.*» Un doute peut subsister quant au sens à donner à *escudo de las armas* puisque l'expression *escudo de armas* signifie blason, armoiries. Toutefois, l'importance de cette citation réside davantage dans le sens à donner au terme souveraineté qui correspond ici à la volonté absolue du peuple.

⁸⁰ Entre 1998 et 2006, l'électorat vénézuélien a été convoqué à 14 élections et référendums [1998 : 1) députés, sénateurs, et gouvernements des États; 2) présidentielle; 1999 : 3) référendum pour convoquer la constituante; 4) élection de l'assemblée constituante; 5) approbation de la Constitution; 2000 : 6) et 7) deux élections pour reconfirmer les pouvoirs; 8) référendum syndical; 9) élections pour les conseils paroissiaux et les maires; 2004 : 10) gouverneurs des États et maires; 11) conseillers d'États et municipaux; 12) référendum révocatoire; 2005 : 13) députés à l'assemblée nationale; 2006 : 14) présidentielle]. Voir chapitre II pour davantage de détails.

convoqué pour obtenir la légitimité de faire élire une assemblée constituante, il soutiendra que jamais auparavant dans l'histoire vénézuélienne, le peuple n'avait été convoqué pour qu'il soit celui qui prenne les grandes décisions qui orientent le destin de la nation (CSD, t. 1, p. 103).

Cette glorification de la volonté du peuple est directement liée à la définition qu'il donne de la démocratie. Cette dernière est en effet définie comme étant le gouvernement du peuple, et donc le gouvernement par l'expression de la volonté souveraine du peuple. Ainsi, la peur de la volonté populaire serait antidémocratique (CSD, t. 1, p. 258). Il qualifie la vision de la démocratie qu'il entretient de participative et protagonique puisqu'elle inclut plusieurs dispositions qui permettent au peuple de s'impliquer davantage dans les décisions prises par l'État à différents niveaux. Il cherche ainsi à redonner le pouvoir aux pauvres afin qu'ils vainquent leur pauvreté. Dans la proposition de constitution déposée par Chávez, le peuple est ainsi invité à déposer des pétitions pour révoquer des lois ou des élus lorsqu'il le désire. Ces pétitions mènent à la convocation de référendums qui peuvent faire annuler des lois ou démettre des élus (Chávez, 1999). Une telle façon de concevoir la démocratie est une réponse directe faite à la démocratie puntofijiste qu'il estime être faite pour permettre à une élite de contrôler l'État à sa guise. Il va même jusqu'à se réjouir de l'expression souveraine du peuple alors que celle-ci est convoquée pour trancher sur son maintien ou sa destitution de la présidence (CSD, t. 6, p. 303). Il lui semble alors très positif qu'à la moitié de son mandat, un élu puisse être évalué par le peuple. C'est pour lui une façon de rendre la souveraineté au peuple, alors qu'elle avait été volée par les élus de la démocratie représentative de la république précédente. Ce non-respect de la volonté du peuple aurait été, selon lui, l'une des causes de la crise du système politique qui l'a précédé. Toutefois, il promet également qu'il livrera bataille pour défendre la révolution qui le soutient et qu'il soutient. Ainsi, bien qu'elle soit absolue, on peut influencer sur elle, mais uniquement lorsqu'on appartient au peuple qui la détient.

Cette idée de la souveraineté est également abordée lorsqu'il est question de la fédération des États au sein de la République. Alors, la souveraineté des États du Venezuela est conçue comme subsidiaire, et doit aussi reposer sur la volonté du peuple de ces États (CSD, t. 1, p. 301-302), tout en ne dérogeant pas à la volonté populaire.

L'importance accordée à la volonté du peuple se transpose également dans l'idée d'autodétermination du peuple. L'autodétermination se rapporte principalement à l'absence d'ingérence étrangère ou d'invasion extérieure (CSD, t. 1, p. 294, et t. 2, p. 16). C'est au peuple du Venezuela d'exercer sa volonté qui est absolue, et celle-ci doit se faire sans pression d'un pays ou d'une nation autre, sans influence d'une puissance étrangère ou impériale. Elle se transpose en nécessité de défense des frontières (MH, p. 23) et du territoire (CSD, t. 3, p. 15). Elle devient ainsi l'expression d'une capacité de l'État à se défendre militairement (CSD, t. 6, p. 303).

La défense de la souveraineté sur le territoire et de la volonté populaire contre les ingérences n'est toutefois pas seulement une interprétation militaire de la défense du territoire. Elle va aussi de pair avec une conception de l'ordre international comme devant reposer sur le respect, par les différents gouvernements, de la souveraineté des autres peuples. Il souhaite donc développer une indépendance par rapport aux autres pays, et principalement par rapport aux grandes organisations internationales économiques telles que le Fonds monétaire international, le Groupe de la Banque mondiale, et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il estime en effet que certains pays développés au sein de l'OMC souhaitent que les pays pauvres renoncent à leur souveraineté (CSD, t. 3, p. 502). Contre cela, il préfère que les différents pays respectent la souveraineté des autres, permettant par exemple au Venezuela d'avoir des contacts à la fois avec Cuba et les États-Unis, sans subir de pression ni de préjudices. Il désire ainsi mettre en place un régime international d'interdépendance, refusant d'être l'esclave de quelque autre pays (CSD, t. 2, p. 416).

En tenant compte de cette conception de la souveraineté et des relations d'interdépendance, il faut également inclure, pour bien saisir la pensée de Chávez, sa compréhension de l'impérialisme et du monde multipolaire. Or, au début de la période ici couverte, l'impérialisme était très peu abordé par Chávez, alors qu'il deviendra un thème central de sa campagne électorale en 2006.

3.5 L'impérialisme, stade suprême du néolibéralisme

Le thème de l'impérialisme n'est à l'origine pas fréquemment évoqué dans les discours de Chávez. Avant son entrée au pouvoir, il soutient que les révolutionnaires doivent être

contre l'exploitation et donc s'opposer à l'impérialisme. Il donnera en exemple la guerre des Malouines⁸¹, où malgré la nature dictatoriale du gouvernement argentin, il était inacceptable que les deux plus grandes puissances du monde s'unissent contre un pays du tiers-monde. Par contre, dans ses premières années au pouvoir, lorsqu'il emploie le terme impérial, c'est principalement pour désigner des régimes passés. Ainsi, l'impérialisme est utilisé pour désigner le régime colonial espagnol (CSD, t. 1, p. 385), ou encore la bipolarité de la période entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute du mur de Berlin où s'opposait l'empire soviétique et l'empire nord-américain (CSD, t. 1, p. 398-399). Bien que le terme empire soit utilisé pour désigner la situation des États-Unis, cela n'est pas dépeint de façon complètement négative. Il ira même jusqu'à dire qu'il a toujours souhaité la bienvenue à un empire nord-américain (CSD, t. 1, p. 399). On peut penser que ses réserves face à sa dénonciation de l'impérialisme relève d'une stratégie visant à ne pas s'attirer trop vite la foudre de l'empire étasunien. Il disait ainsi qu'il n'avait aucun intérêt à ruiner les relations, surtout commerciales avec les États-Unis (MH, p. 82, DZ, p. 133). Néanmoins, il ajoutait déjà à l'époque qu'il préférait un monde multipolaire, et c'est pour cette raison qu'il cherchait à faire des contacts avec l'Asie, le monde arabe et d'autres parties du monde.

Les critiques envers l'impérialisme deviendront plus sévères en 2003, et surtout en 2004. Alors que des travaux tendent à démontrer une implication du gouvernement étasunien dans la tentative de coup d'État en 2002 (Golinger, 2005)⁸², la dénonciation de l'impérialisme par Chávez, qui reprend souvent le thème de ce coup d'État comme preuve du rôle condamnable du gouvernement des États-Unis, ne viendra que bien après le putsch raté. Ainsi, il n'est pas une réponse directe à ce coup, mais une harmonie dialogique à long terme⁸³.

⁸¹ La guerre des Malouines, ces trois petites îles situées au sud de la Terre de feu, fut déclenchée par la dictature militaire argentine qui croyait pouvoir récupérer ces îles à la Grande-Bretagne par la force sans qu'elle ne réagisse. Le conflit d'environ deux mois, perdu par l'Argentine, coûta la vie à près de 1000 personnes, essentiellement des Argentins. Dans ce conflit, les États-Unis ont fourni un soutien logistique aux Anglais (del Pozo, 2004, p. 227).

⁸² Le livre de Golinger est paru en 2005. Ainsi, on pourrait croire que la dénonciation de l'impérialisme dépendait de la publication d'une telle étude. Cependant, la première édition est parue bien après l'utilisation fréquente du qualificatif impérialiste pour désigner l'attitude du gouvernement étasunien.

⁸³ Dans la théorie de Bakhtine sur le langage, les énoncés ne se suffisent pas à eux-mêmes puisqu'ils sont remplis d'harmonies dialogiques, c'est-à-dire qu'ils répondent toujours (au sens large du mot) à des énoncés antérieurs. Cependant, il estime également que la réponse n'est pas nécessairement une réplique immédiate, mais peut également être une attitude responsive active, et celle-là peut mener à une réponse bien ultérieure (Bakhtine, 1984, p. 276 à 300).

C'est en avril 2003 que les dénonciations commenceront à se faire, quoiqu'elles demeurent rares pendant cette année. Lors d'un discours tenu le jour de la célébration de son retour au pouvoir, il dira que le coup d'État portait le sceau de l'impérialisme, qu'il a été planifié à l'extérieur du pays, sans toutefois mentionner les États-Unis directement. Alors, son accusation porte davantage sur les secteurs du pays qui ont appuyé le coup, qu'il qualifie de fascistes, de corrompus et de syndicalistes pourris (CSD, t. 4, p. 265). Selon Díaz Rangel (2006, p. 191 à 202), la référence initiale à l'impérialisme qui marquera le début de la centralité de ce concept dans les discours de Chávez apparaît en février 2004 alors qu'il dénonce la complicité du gouvernement étasunien dans le blocage-sabotage pétrolier. Il dénonce alors directement Georges W. Bush, mais le lien avec l'impérialisme ne tient à ce moment qu'à des références à Bolívar qui critiquait l'attitude des États-Unis à son égard. En mai, la dénonciation de l'impérialisme est alors associée à l'activité menée par plus d'une centaine de paramilitaires colombiens en terre vénézuélienne. Ceux-ci auraient pénétré au pays pour perpétrer des actions contre le gouvernement, mais auraient été arrêtés avant qu'ils ne puissent commettre leur crime. Leur objectif aurait été de semer le chaos au Venezuela afin que le contrôle du pétrole n'échappe pas aux États-Unis. C'est alors qu'il cherche à placer cet événement, dont l'importance serait, selon lui, minimisé par les grands médias privés, dans un contexte mondial, et invite à reprendre les réflexions sur l'impérialisme qui auraient été mises de côté depuis trop longtemps (PA, p. 14). Cette réflexion s'enclenchera rapidement puisqu'à la fin de ce même discours, il affirmait que la révolution bolivarienne devait entrer dans sa phase anti-impérialiste (PA, p. 30).

L'impérialisme auquel il fait référence se manifeste par une intervention armée directe commandée par un pays estimé pôle de pouvoir de l'impérialisme, dans un autre pays sans son approbation, afin de démettre ou de contrôler un gouvernement, brimant ainsi la souveraineté du peuple de ce pays. Dans ce contexte, le néolibéralisme, bien que fortement critiqué et associé à l'imposition d'un programme économique de l'extérieur et au profit d'une élite locale et des intérêts étrangers, n'est pas exactement de l'impérialisme. Il s'agit en fait d'un néo-impérialisme, de la globalisation, qui est un masque qui dissimule l'impérialisme classique, celui qui envahit par la force et la violence, au mépris du droit international (PA, p. 15 à 19). Le néolibéralisme, la globalisation, les tentatives d'impositions d'accords commerciaux internationaux, constituent des éléments qui sont critiqués depuis le début de la

présidence de Chávez. Toutefois, il ne s'affichait pas à l'origine contre les démarches d'investisseurs étrangers au Venezuela, ou contre l'insertion de manière compétitive dans le marché international (voir chapitre IV). Il critiquait cependant que ces dynamiques se fassent au détriment du respect de la souveraineté. Les dynamiques d'intégration économique néolibérale ne prendront un visage impérialiste que lorsqu'elles seront liées à une intervention armée directe⁸⁴. L'intégration économique continentale n'est pas pour lui à proscrire, tant qu'elle adopte des formes respectueuses des souverainetés des peuples. Ainsi, c'est lorsque l'ordre international est imposé par la force, ou que les craintes de cette imposition permette à un pays d'imposer son agenda qu'il y a impérialisme.

Nous avons de nouveau en face de nous le vieil impérialisme assassin, massacreur de peuples, qui a maintenant laissé de côté les recommandations des technocrates et les propositions de libre-échange, et le respect des décrets de l'Organisation des Nations Unies, et de respecter le droit international, et simplement qui se présente devant nous tel quel comme il est : assassin, envahisseur. [...] ici revient l'impérialisme imposant un droit quasi divin qu'ils se sont attribué de régir le destin des peuples du monde [...]⁸⁵

Le vieil impérialisme, le vrai, se manifeste lorsque la voie des négociations commerciales est abandonnée, que le libre-échange n'est plus la fin principale avouée, mais lorsque l'imposition d'un ordre international passe par la violence, les invasions et les

⁸⁴ Selon Nelly Arenas (2006, p. 41), le recours à l'impérialisme dans les discours de Chávez correspond à un déplacement de l'ennemi, de l'acteur antagonique contre lequel se constituent les gouvernements populistes. Il serait survenu alors que les opposants à Chávez au Venezuela étaient considérablement affaiblis. Une telle analyse est séduisante, mais elle possède toutefois quelques défauts. D'une part, la dénonciation de l'impérialisme est apparue dans les discours plusieurs mois avant le référendum révocatoire, alors que l'acteur antagonique interne cherchait toujours à démettre le président : il n'était pas à bout de ses recours et mobilisait encore avec beaucoup de vigueur. Par ailleurs, les alternatives que proposent Chávez pour fonder des relations internationales plus respectueuses des souverainetés apparaissent elles-mêmes avant l'utilisation de l'épithète «impérialiste». Ainsi, l'utilisation de ce terme semble tout de même en continuité avec la doctrine qui précède son utilisation.

⁸⁵ Notre traduction de : *Tenemos al frente de nuevo al viejo imperialismo asesino, masacrador de pueblos, que ahora ha dejado a un lado las recomendaciones de los tecnócratas y las propuestas de libre comercio, y de respeto a los dictados de las Naciones Unidas, y de respeto al Derecho Internacional, y sencillamente se nos presenta de nuevo al frente tal cual es: asesino, invasor. Y ahí está de nuevo el imperialismo atropellando pueblos, ahí está de nuevo el imperialismo echando por el suelo los preceptos de las Naciones Unidas, sin vergüenza de ningún tipo; ahí está de nuevo el imperialismo imponiendo un derecho casi divino que se atribuyeron de regir los destinos de los pueblos del mundo; ahí está de nuevo el viejo y clásico imperialismo, invadiendo pueblos, derrocando gobiernos, y atropellando la dignidad de millones de seres humanos en este planeta.* (PA. p. 18)

assassinats. Les assassinats font ici référence aux attaques contre les peuples, mais Chávez craint tout de même d'être lui-même une cible potentielle. Il tient d'ailleurs G. W. Bush personnellement responsable de sa mort s'il était assassiné (PA, p. 78). Ainsi, il rejette les lectures de l'impérialisme actuel qui le présente comme l'action d'un empire virtuel, agissant par la diffusion de la culture par Internet et par les médias, par l'extension du marché par les transnationales et les organisations internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. L'impérialisme virtuel, ou de papier, ne serait pas véritablement de l'impérialisme, et bien que critiqué, c'est avec l'échec du néolibéralisme, notamment au Venezuela, qu'il a repris son vrai visage, le même qu'autrefois, celui des invasions et des coups d'État (PA, p. 14 à 17 et CSD, t. 6, p. 649). C'est ainsi que Chávez accuse le gouvernement étasunien d'impérialiste pour avoir contribué au coup d'État de 2002 – pendant lequel en plus de l'appui logistique et financier, il aurait posté des troupes tout autour du pays pour contrôler les événements – et dans le sabotage pétrolier lors duquel il aurait assisté les saboteurs, notamment à l'aide des satellites de la CIA. L'impérialisme du FMI est également dénoncé puisqu'au lendemain du coup d'État, cette institution se disait prête à faire les prêts nécessaires à la relance de l'économie vénézuélienne.

Cette interprétation de l'impérialisme est fortement liée à une lecture de Bolívar comme précurseur de l'anti-impérialisme. Dans ses discours, Chávez cite fréquemment Francisco Pividal (2006), dont l'ouvrage porte justement sur cette question. Il a même fait rééditer ce livre pour le distribuer gratuitement. Il attribue ainsi à Bolívar une pensée anti-impérialiste d'abord parce qu'il a combattu le colonialisme espagnol. Toutefois, il insiste également pour souligner que Bolívar entretenait des relations tendues avec le gouvernement des États-Unis de l'époque. Selon lui, malgré leur guerre d'indépendance réalisée 35 ans avant les tentatives de Bolívar, les États-Uniens n'auraient démontré aucun appui à la démarche d'indépendance du Cône Sud, préférant permettre la livraison d'armes aux Espagnols tout en bloquant les convois dédiés aux insurgés. Ils auraient également, par la doctrine de James Munroe⁸⁶,

⁸⁶ Selon l'historien José del Pozo, la déclaration de décembre 1823 du président étasunien James Munroe est perçue à tort comme l'expression d'une volonté hégémonique des États-Unis sur le continent américain. Il s'agirait en fait de la première reconnaissance internationale de l'indépendance des nouveaux pays pour protéger de nouveaux intérêts commerciaux, mais également pour préserver, en concordance avec les intérêts britanniques dont le commerce avec l'Amérique du sud était fleurissant, le territoire nouvellement indépendant des volontés de reconquête de l'Espagne.

cherché à étendre leur emprise sur l'ensemble du continent, à livrer les nouvelles républiques aux élites impérialistes américaines (PA, p. 60). La référence à Bolívar devient non seulement une référence pour lutter contre l'expression coloniale de l'impérialisme que représentaient les Espagnols, mais une façon d'identifier les États-Unis à un pôle impérial depuis leur formation. Toutefois, dans la doctrine de Chávez, les thèses de Bolívar et de Munroe étaient déjà mises en opposition comme étant deux visions concurrentes du devenir du continent avant même qu'il ne soit question d'impérialisme (LB, p. 178).

De cette interprétation de l'impérialisme classique, et avec une telle lecture du rôle des États-Unis par rapport aux pays latino-américains, il en vient à identifier les États-Unis comme étant les véritables impérialistes de son époque. Bien qu'il fasse une grande quantité d'attaques directes à Georges W. Bush, qu'il appelle souvent «*Mister Danger*» en référence à un personnage du roman *Doña Bárbara* de Romulo Gallegos (1979), il soutient en fait que la cible principale de ses attaques est la logique hégémonique et impériale étasunienne, logique qui se personnifie dans différents acteurs, mais qui demeure la même et se perpétue depuis longtemps (PA, p. 45). Cette même logique a guidé les différents gouvernements précédents à commander des invasions au Chili, au Guatemala, au Panama et ailleurs en Amérique. Cette même logique impériale est à la source, selon Chávez, des interventions militaires en Afghanistan et en Irak (CSD, t. 6, p. 526 et 649) depuis les attentats du 11 septembre 2001, et ce, au mépris de la vérité puisque le W. Bush aurait menti sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak pour justifier son intervention (CSD, t. 7, p. 481). La dénonciation de l'attitude de Washington par rapport à l'Afghanistan précède toutefois l'utilisation du mot impérialisme. Dès 2001, il disait que la réaction des États-Unis aux attentats du 11 septembre n'était pas la bonne, qu'il s'agissait de la réaction d'un animal blessé (LB, p. 103-104). Il serait selon lui préférable de s'attaquer à la racine du problème en s'occupant de la pauvreté et des exclus.

Ainsi compris, l'impérialisme qualifie également le néolibéralisme dans la mesure où les pays qui en refusent l'imposition risquent de se voir confrontés à une invasion ou à des coups d'État. Le néolibéralisme est également condamnable puisqu'il correspond à l'accaparement des richesses d'un pays dans les mains d'une élite qui s'empresse de les donner à des puissances internationales, mais il est devenu impérialisme dans le discours de Chávez à

partir du moment où il dissimulait la possibilité d'une invasion, d'une agression étrangère pour être imposé là où on le refusait.

3.5.1 Les alternatives à l'impérialisme

Les dénonciations de l'impérialisme arrivent relativement tard dans la pensée de Chávez. Díaz Rangel rappelle que Chávez a patienté pendant 5 ans avant de dénoncer publiquement le gouvernement étasunien (2006, p. 197) et l'utilisation du terme empire désignait principalement des régimes passés. Néanmoins, les modes d'organisation mondiale alternatifs à l'impérialisme unipolaire qu'il dénonce datent de bien plus longtemps. L'appel à la formation d'un monde multipolaire fait déjà partie de ses discours en 1999 (CSD, t. 1, p. 222) et de son programme général de gouvernement pour 2001 à 2007 (Chávez, 2001, p. 155). Il s'agit, dans la suite logique du respect de la souveraineté nationale qu'il invoque fréquemment, de respecter cette même souveraineté pour tous les pays de la planète, de respecter l'autodétermination des peuples et de travailler à renforcer des alliances diversifiées afin que le monde ne soit pas dominé par une puissance hégémonique, mais soit le théâtre de plusieurs blocs de pouvoir afin de favoriser un meilleur équilibre international. Il pense ainsi pouvoir favoriser une meilleure position des pays en développement sur l'échiquier international (Chávez, 2001). De plus, il s'identifie à une vague de reprise du tiers-mondisme, notamment par sa participation au G-15 et au G-77 (LB, p. 98 à 100). Ces différentes dénonciations de l'impérialisme sont également appuyées moralement par une référence à Jésus le Christ, dont l'opposition à l'empire romain constituerait une attitude anti-impérialiste (CSD, t. 6, p. 453).

L'idée qu'il cherche à mettre de l'avant à travers ces initiatives est de reconstruire des relations sur une base qui soit moins économique et davantage politique. Sans rejeter l'idée de l'intégration continentale, il rejette la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques), car elle est le fruit du néolibéralisme et qu'il estime que la Constitution de son pays est antinéolibérale. Un tel accord cherche selon lui à mettre en compétition des acteurs qui ne sont en rien égaux. Il en rejetait l'idée en donnant l'exemple de l'agriculture sous la ZLÉA, car l'application de cet accord ne l'aurait pas autorisé à appuyer les petits producteurs

vénézuéliens alors que ceux qui font la promotion de cet accord subventionnent les grandes productions de leur pays à coup de milliards (LB, p. 182-183).

Contre ce genre d'intégration, qui cherche à faire du monde un immense supermarché (LB, p. 84), il propose plutôt de faire une intégration qui repose d'abord sur les nations. Une telle intégration doit viser à créer une unité entre celles-ci autour d'un projet politique commun afin que les objectifs déterminés souverainement par les différents peuples soient mis de l'avant. Alors, l'intégration économique se fera en fonction des objectifs politiques et non l'inverse. Une telle compréhension de la construction d'un ordre international alternatif reprend l'idée de la nation telle que présentée plus haut : l'unité doit se construire sur la base d'un projet politique partagé par les peuples concernés.

Ce type de projet global prétend reprendre à gros traits le rêve de Simon Bolívar de voir les pays qu'il avait contribué à libérer du colonialisme espagnol former une seule grande fédération, avec un seul gouvernement et une seule armée, pour discuter d'une voie unique et forte dans le concert des nations. Ce projet de la Grande Colombie avait commencé à être mis sur pied par Bolívar à l'aide des nouvelles républiques indépendantes, mais a rencontré beaucoup de résistances, suffisamment pour semer la division et créer les différents pays que l'on connaît aujourd'hui. Bien qu'il ne pense pas à fusionner tous les pays du Cône Sud, Chávez cherche à créer une alliance sur des objectifs politiques qui dépassent largement le seul partage d'un marché commun. Il essaye de faire partager à ses voisins le projet qu'il défend pour le Venezuela depuis sa victoire électorale : redonner le pouvoir aux pauvres pour qu'ils vainquent leur pauvreté par eux-mêmes (PA, p. 26). Il croit ainsi qu'en formant une unité politique des pays du Cône Sud ayant pour but de s'attaquer globalement au problème des inégalités, il parviendra à construire une intégration beaucoup plus profitable pour tous les pays. Il ne rejette pas l'idée que l'intégration économique de la région permette l'insertion des pays membres dans le marché international avec une meilleure compétitivité (PA, p. 106), mais il croit également qu'une telle union doit servir à ce que les pays défendent conjointement et avec plus d'impact leurs positions communes dans l'arène internationale. Toutefois, pour parvenir à de telles fins, il est essentiel que l'union serve à fortifier les programmes sociaux dans chacun des pays afin de s'attaquer aux disparités sociales.

Il promouvra une telle vision à travers différentes initiatives. D'abord, en cherchant à intégrer le Mercosur (dont il deviendra membre à part entière) pour y faire la promotion de ses idées, puis en impulsant sa vision au sein de la communauté andine des nations (qu'il quittera à cause d'un désaccord avec le gouvernement colombien). Bien qu'il s'oppose à la ZLÉA, il n'en quittera pas la table de négociation afin de chercher à y faire entendre ses positions. Toutefois, dès 2001, il cherchera à créer une nouvelle forme d'intégration sur ses bases propres, qu'il baptise Alternative (parfois Alliance) bolivarienne pour les Amériques (ALBA⁸⁷) (CSD, t. 3, p. 400 et 691, LB, p. 88). Un premier accord sera formellement signé entre Cuba et le Venezuela en décembre 2004, en tant qu'ouverture à de plus vastes négociations et de plus nombreux accords sur différents sujets. En son sein, les accords n'ont pas à engager toute la région, mais peuvent être des ententes bilatérales. Chávez prétend que l'ALBA vise à faire une intégration en incluant directement la participation des peuples (travailleurs, étudiants, agriculteurs, femmes...) afin de créer une meilleure distribution des richesses, une transformation du modèle économique et une plus grande inclusion sociale (CSD, t. 7, p. 611-612). C'est ainsi que s'explique l'existence d'un conseil des mouvements sociaux de l'ALBA.

En lisant les exemples d'ententes qu'il donne pour exemplifier le genre d'intégration que prône l'ALBA, on comprend que Chávez cherche à promouvoir des échanges de biens et de services entre les différents gouvernements sans nécessairement les faire transiter par le marché. Ainsi, il échange du pétrole à prix préférentiel à Cuba contre un programme d'alphabétisation et des médecins qui permettent de fournir les services essentiels et de promouvoir le développement intégral (voir chapitre IV) du peuple vénézuélien. Il vante également le lancement d'une chaîne de télévision du Sud, Telesur, qui permettra de produire l'information au sud et de faire contrepoids à CNN dans la diffusion de l'information. Il expose également des accords de coopérations avec le Brésil et l'Uruguay pour fonder de nouvelles raffineries dans ces pays et y exporter du pétrole. Ces initiatives font partie d'un plan à plus long terme pour constituer une organisation de coopération énergétique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Petrosur, afin d'assurer une plus grande sécurité énergétique dans le sous-continent. Celle-ci permettrait également au Venezuela de diversifier ses

⁸⁷ Alba signifie également «aube» en castillan.

débouchés pétroliers et d'ainsi diminuer sa dépendance envers le marché étasunien. Les différents échanges de biens et de services entre les pays convenus au sein de l'ALBA se fondent sur des accords qui ne répondent pas à la logique marchande d'établissement des prix, mais à des octrois à des prix préférentiels afin de combler des manques et de supporter le développement des peuples pauvres dans les différentes régions des Amériques (CSD, t. 7, p. 611 à 618). De plus, plutôt que d'être simplement des échanges de biens et services contre de l'argent, Chávez encourage les échanges de biens et services contre d'autres biens et services, en fonction des surplus produits et des manques de chacun. Dans ce même esprit, il parle de lutter contre l'impérialisme en fournissant des hydrocarbures au prix de production à des organisations sociales aux États-Unis pour venir en aide aux démunis (PA, p. 74).

Outre les projets d'envergure internationale, Chávez prévoyait également mettre en place des mesures dans son propre pays pour le protéger de la menace d'agression impériale. Les premières mesures qu'il identifie visent à intensifier le développement économique alternatif qu'il prétend poursuivre afin de rompre avec le modèle économique de l'empire (PA, p. 31 à 33). Il annonçait de plus en 2004 qu'il allait chercher à agrandir et mieux équiper les forces armées de son pays afin de se préparer davantage à une éventuelle agression. C'est dans ce cadre qu'il se plaignait du contrôle impérial étasunien qui cherche à l'empêcher de se procurer des armes sur d'autres continents (CSD, t. 7, p. 638). Il désirait également renforcer l'union entre civils et militaires pour qu'en cas d'invasion, le peuple soit apte à contribuer à la défense de la souveraineté nationale (voir chapitre V).

Finalement, dans le même esprit de développement d'un monde multipolaire, l'anti-impérialisme de Chávez va jusqu'à proposer des réformes en profondeur de l'Organisation des Nations Unies, notamment en élargissant le nombre de sièges au conseil de sécurité et en y abolissant les droits de veto. Il suggère également d'en déménager le siège social afin que celui-ci ne soit pas au cœur de l'empire, au centre du pays qu'il tient pour complice du coup d'État contre lui. Ainsi, l'anti-impérialisme dont il fait la promotion cherche à renforcer la multipolarité du monde à plusieurs égards.

3.6 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons pu voir que la pensée de Chávez repose d'abord sur un nationalisme qui définit la nation par rapport à un passé commun, un présent partagé et un projet pour le futur. Le passé commun est à la base de l'idéologie originale qu'il prétend défendre et c'est à partir de la pensée d'acteurs historiques qu'il définit un projet pour le futur. Ce projet, qui a d'abord pour objectif de ressouder la nation, se veut révolutionnaire. L'aspect révolutionnaire n'est pas à l'origine un projet socialiste, s'ancrant davantage sur l'utilisation du terme «révolution» par les acteurs historiques auxquels il se réfère. Il entretient toutefois l'utopie d'un monde plus juste, plus égalitaire et plus démocratique, dont l'objectif est de redonner le pouvoir aux pauvres afin qu'ils vainquent leur pauvreté. Sur la base de cette utopie, il croit nécessaire de redéfinir la nation et les relations qu'elle entretient avec l'État. C'est ce processus qui le conduira à convoquer une assemblée constituante. Toutefois, puisque l'appartenance à une nation correspond à l'adhésion au projet qui la fonde, ceux qui n'y adhèrent pas s'en voient exclus. S'ils se voient exclus de la nation, ils demeurent membres du peuple et participent donc à la souveraineté. Cette dernière est à la base des États démocratiques et c'est pour la protéger qu'il prétend défendre son pays contre les ingérences étrangères.

Les ingérences étrangères sont qualifiées d'impérialistes lorsqu'elles cherchent à envahir un pays ou à déposséder le peuple de sa souveraineté. L'insistance sur l'aspect invasif de l'impérialisme l'amène à soutenir un discours très acharné contre le gouvernement des États-Unis et particulièrement contre le président George W. Bush. Ses interventions en Afghanistan et en Irak constituent pour Chávez une preuve du caractère impérialiste de ce gouvernement, mais c'est aussi le cas pour la contribution du gouvernement étasunien dans les différentes tentatives de déstabilisation du gouvernement de Chávez. C'est à cet aspect, celui de l'invasion, que l'on reconnaît l'impérialisme classique. Ainsi, bien que le néolibéralisme et la ZLÉA soient dénoncés par Chávez, c'est lorsque ces projets ont essuyé des refus des pays du Cône Sud que le vrai visage de l'impérialisme s'est découvert : l'imposition de l'ordre économique exigeait un appui militaire.

Contre une telle vision de l'intégration, Chávez cherche à fonder un modèle alternatif qui reposerait sur un respect de l'autodétermination des peuples. Ainsi, il cherche à favoriser la construction d'un ordre international multipolaire afin de briser l'hégémonie politique et

militaire des États-Unis. Il prétend que celui-ci repose d'abord sur l'intégration des peuples, pour dégager une volonté politique commune. Cette volonté politique commune des peuples doit être ce qui guide le modèle d'intégration. Une telle vision se pose en contrepied de l'intégration néolibérale qui cherchait à mettre l'intégration économique à l'avant-scène. Ainsi, c'est par différentes initiatives de collaboration entre des pays, principalement de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, qu'il cherche à constituer une intégration qui serve à appuyer le développement favorable aux pauvres sur une base alternative au marché international.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DE CHÁVEZ

Dans ce chapitre, nous allons présenter les concepts de base qui forment le cœur de la pensée économique de Chávez. Bien que celle-ci ait changé, il demeure quelques lignes constantes qui s'articulent entre elles et avec l'idée de nationalisme présentée précédemment. Chávez est en effet reconnu aujourd'hui pour ses appels à la construction du socialisme (qu'il appelle bolivarien ou du XXI^e siècle), mais il n'a pas toujours été favorable à cette idée. Il disait explicitement en 1999 (CSD, t. 1, p. 125) que le socialisme n'était pas la voie à suivre. Toutefois, un concept central permet d'articuler sa vision de l'économie avant et après son penchant pour le terme honni⁸⁸ : il s'agit de celui de développement endogène intégral.

Cette expression faisait déjà partie du programme économique qu'il diffusait à sa sortie de prison, alors qu'il venait d'appeler à l'abstention électorale (AAB, p. 9). Il est de plus le terme utilisé par bien des analystes qui traitent du modèle économique de Chávez. Dans un chapitre dédié à la situation vénézuélienne, Michael Lebowitz explique que le passage du modèle économique d'origine au modèle plus radical et plus près du socialisme du XXI^e siècle est le résultat d'une appropriation plus propre au Venezuela de l'idée de développement endogène (2006, p. 97). Dick Parker prétend également, dans un article sur la démarche antinéolibérale de Chávez, que la promesse qu'il fait est celle d'un développement endogène (2007, p. 72) et bien qu'il n'utilise pas le terme intégral, il mentionne que son autre

⁸⁸ Dans un livre sur le socialisme du 21^e siècle et Hugo Chávez, Heinz Dieterich disait qu'en parlant de socialisme, Chávez avait « mentionné l'indicible » (2007, p. 9).

engagement est dans les priorités sociales. Ce sont justement celles-là que Chávez identifie au développement intégral. Richard Gott, dans l'un des rares chapitres de son livre où il traite de la politique économique de Chávez, insiste sur sa volonté de développer un futur agricole endogène (Gott, 2005, p. 159 à 165). Bien que pour lui, la position de Chávez repose essentiellement sur l'agriculture et le pétrole, une analyse plus approfondie nous mène à penser que l'agriculture n'est qu'un des éléments de la politique de développement endogène. Margarita López Maya préfère parler quant à elle de modèle populaire de développement (2005, p. 336 à 340), mais les indices qu'elle donne quant à la signification de cette expression se rapprochent de la définition de développement endogène, surtout dans la définition qu'en donne Chávez après 2003.

L'idée du développement endogène est résumée dans l'*Agenda alternativa bolivariana* par la formule d'un développement «depuis l'intérieur et pour l'intérieur» (AAB, p. 9). Si certains analystes tendent à penser que la définition de ce modèle est incohérente (Woods, 2006, p. 24 et Dick Parker, 2007, p. 71), c'est que la conception des acteurs responsables de produire le développement (décrite par l'expression «depuis l'intérieur») a effectivement changé au cours du régime de Chávez, et ce, de son propre aveu. Ainsi, différents acteurs ont revêtu ce rôle : l'État, les investisseurs nationaux et étrangers, les petites et moyennes entreprises privées ou de l'économie solidaire... Par contre, la signification accordée à l'expression «pour l'intérieur» est demeurée la même : le développement est fait pour la nation, et donc, le peuple-pauvre.

Toutefois, la conception de Chávez ne repose pas sur une dimension uniquement économique, car bien qu'il faille augmenter le niveau de revenu de la nation, il faut également augmenter les possibilités d'éducation, de santé, d'habitation et d'emploi, embrassant également les sphères culturelle et politique dans l'idée de développement⁸⁹. C'est ce qu'exprime Chávez avec l'idée de développement intégral : elle conçoit l'économie comme n'étant pas indépendante des autres sphères. Une telle compréhension appelle à une intervention coordonnée à tous ces niveaux. Ainsi comprise, l'économie ne doit pas

⁸⁹ «[...] *el desarrollo humano integral, definido como el proceso de elevar el nivel de vida de la nación, ampliando las oportunidades de educación, salud, vivienda y empleo, abarcando todas las manifestaciones de la vida humana, desde su entorno físico hasta los ámbitos económicos, políticos y culturales.*» (Chávez, Hugo, 1999, t. 1)

poursuivre l'objectif de croître pour elle-même, mais bien celui de résoudre les problèmes les plus criants. Pour comprendre à qui est destiné un tel développement, il faut d'abord le situer en tant que réponse au modèle économique antérieur, qui est principalement le néolibéralisme. Ensuite, nous présenterons les différents éléments qui ont évolué, soient l'origine de la croissance économique que Chávez souhaite générer dans son pays afin de créer le développement intégral.

4.1 Une réponse nationale au néolibéralisme

Le modèle économique de développement que prétend construire Chávez se présente d'abord comme une réponse au néolibéralisme, comme la résonance dialogique au modèle économique privilégié pendant la période précédant sa prise de pouvoir. Tant dans le coup d'État de 1992 que dans le discours que développe Chávez à la suite de sa libération de prison, l'idée de néolibéralisme est dépeinte comme une très mauvaise solution – voire la pire – pour l'économie du pays. Avec une telle pensée, il allait complètement à contre-courant des discours politiques dominants. Chávez utilise même le Pape Jean-Paul II, qui aurait dit que le néolibéralisme est «sauvage», comme caution morale à sa position (CSD, t. 1, p. 20). Quelques mois après sa prise de pouvoir, dans un discours annonçant les nouvelles mesures économiques que veut implanter son gouvernement, Chávez soutient que les plans de relance des gouvernements précédents ont produit des échecs « parce qu'ils ont oublié et laissé de côté le rôle de l'État » dans l'économie. Une telle pratique correspondrait à un néolibéralisme extrême (CSD, t. 1, p. 83). Cette posture peut paraître évidente dans la mesure où toute nouvelle formation politique cherche à répondre aux conditions qui lui préexistaient. Or, plusieurs analystes croyaient plutôt improbable que cette réponse ait la prétention d'attaquer le néolibéralisme de front. Pour eux, il régnait dans les discours vénézuéliens une trop grande affluence autour de l'idée de modernisation (comprise comme étant le pragmatisme plutôt que l'idéologie, la technocratie plutôt que l'utopie et le marché plutôt que l'État) pour qu'une alternative comme celle avancée par Chávez ait des chances de succès (Parker, 2007, p. 60).

Les analystes du système politique vénézuélien furent incapables d'anticiper que les fissures qui le rongeaient débouchent sur un régime avec de telles caractéristiques⁹⁰.

C'est dans la recherche d'une solution alternative, d'une réponse aux échecs du néolibéralisme que Chávez formulera une proposition économique. Il dira en 2001, lors du lancement d'un second plan économique pour le pays, qu'il est irrationnel de soutenir qu'il n'y a pas d'alternatives (CSD, t. 3, p. 451), répondant alors à la formule mainte fois répétée et attribuée à Margaret Thatcher. Ainsi, ce sont contre les principaux torts identifiés au néolibéralisme qu'émergeront les principaux objectifs de la politique économique de Chávez. Il désire alors fonder un système économique qui place l'être humain au centre des préoccupations (CSD, t. 1, p. 77), qualifiant cette approche d'humaniste (Chávez, 1998 et CSD, t. 3, p. 451).

Bien qu'il formule sa pensée économique comme une réponse au néolibéralisme, la particularité de son discours est de ne pas limiter sa dénonciation au modèle mis en place à la suite du vendredi noir de 1983, mais d'associer également le mauvais développement au modèle qui prévalait depuis le retour à la démocratie à la fin des années 1950. Il dépeint le modèle alors instauré par la perception de la rente pétrolière qui servait à alimenter une politique de substitution des importations au seul profit d'un sérail entourant une poignée de politiciens. Selon lui, ces différents modèles «s'inscrivent dans tout un projet politique transnational qui, en alliance avec des secteurs nationaux puissants, redouble son offensive sur tout le continent avec un discours fétichiste du libre-marché, de liberté individualiste et de compétition»⁹¹. En analysant ses discours, J.E. Romero souligne à cet égard que Chávez procède à une délégitimation de la période associée à l'instauration de la démocratie depuis 1958. Il s'attaque non seulement au plan économique de Pérez, mais aussi à tout le système qui a fondé la démocratie vénézuélienne depuis 1958 (2005, p. 367 à 369). Il dénonce ainsi tout le discours qui appuyait la construction de la démocratie autour du pacte de Punto Fijo, dans lequel l'exploitation pétrolière, selon lui, servait davantage aux pays importateurs. Il

⁹⁰ «Los tradicionales análisis académicos dedicados al sistema político venezolano fueron notablemente incapaces de anticipar, ni siquiera, la posibilidad de que las grietas que éste venía mostrando desde hace más de una década desembocaron en un régimen con las características del que estamos presenciando.» (Parker, 2001, p. 13)

⁹¹ Notre traduction de : «se inscriben dentro de todo un proyecto político transnational que, en alianza con poderosos sectores nacionales, arrecia su ofensiva en todo el continente con un discurso fetichista del libre mercado, libertad individualista y competencia [...]» (AAB, p. 5).

estime ainsi que ce modèle est colonial. Dans le programme économique alternatif de 1996, Chávez identifie même les premiers balbutiements de ce modèle économique à la dictature du général Gómez qui a débuté en 1908. Il dénonce alors l'édification d'un modèle qui repose depuis son origine sur l'exploitation pétrolière, l'autoritarisme et le populisme (AAB, p. 4). En entrevue avec Díaz Rangel, il dira que le modèle économique auquel il s'attaque est difficile à changer puisqu'il est instauré au Venezuela depuis près d'un siècle. Il date ainsi depuis bien avant le modèle puntofijiste (DZ, p. 118-119).

C'est en effet au début du XX^e siècle que l'exploitation du pétrole prend de plus en plus d'importance au Venezuela. Chávez note que dès 1926, cette matière remplace le café comme premier produit d'exportation (AAB, p. 4). Toutefois, l'exploitation du pétrole n'est pas perçue comme étant à rejeter, mais comme devant être soumise à d'autres impératifs, davantage tournés vers l'intérieur du pays et vers les pauvres qui le peuplent. C'est ainsi que la destination du développement économique est identifiée : il doit servir à redonner une dignité aux pauvres et aux exclus. Chávez répondait ainsi à l'empereur du Japon qui le questionnait en 1999 sur la présence de tant de pauvreté au Venezuela :

Pétrole, or, fer, [...] et pour résultat au Venezuela en ce moment : 80 % de pauvreté, 20 % de sans-emplois, 50 % des enfants ne vont pas à l'école [...] mon pays est un mauvais exemple de ce que ne doit pas être la démocratie, en parlant de démocratie et de droits humains, une élite immorale s'est enrichie pendant qu'un peuple se fracassait en morceaux.⁹²

On comprend bien dans une telle phrase l'évaluation qu'il formule de la situation qui prévaut dans son pays : alors que des ressources naturelles abondent, leur exploitation ne profite qu'à une élite pendant que le peuple-pauvre pâtit. L'idée du développement endogène intégral vise à répondre, à proposer une alternative à ce modèle, c'est-à-dire à l'incapacité du système économique qui l'a précédé à sortir les pauvres de leur situation, alors que le pays possède quantité de richesses et qu'une catégorie de la population vit de son exploitation avec ostentation. Selon Chávez, le néolibéralisme serait venu empirer le modèle qui produisait

⁹² Notre traduction de : «*Petróleo, oro, hierro, [...] resultado en Venezuela ahora mismo : 80% de pobreza, 20% de desempleo, 50% de los niños fuera de la escuela [...] Mi país es un mal ejemplo de lo que no [sic] debe ser una democracia, hablando de democracia y de derechos humanos, se han enriquecido unas cúpulas inmorales mientras un pueblo se parte en pedazos*» (CSD. T.I. p. 386).

déjà cette exclusion. Plutôt que de distribuer la rente pétrolière, il permet qu'elle soit accaparée entre des mains de moins en moins nombreuses. Pire, l'exclusion des pauvres aurait stimulé parmi les classes aisées une crainte des invasions, tant de terres rurales par les paysans que des secteurs entourant les grandes villes par la construction de *barrios*⁹³. En prétendant répondre à des menaces de secteurs mieux nantis qui voulaient s'armer pour se protéger de ces envahisseurs, Chávez soutiendra que la solution n'est pas de tuer les pauvres, ni d'envoyer les forces armées pour les réprimer (CSD, t. 1, p. 89 à 91). Il faisait alors directement écho au Caracazo de 1989. Contre une vision répressive pour contrôler les pauvres, il propose plutôt que le développement économique cherche à leur fournir une éducation, des services de santé, un logement et un emploi pour leur permettre de subvenir davantage à leurs besoins (CSD, t. 1, p. 90-91). Il invite ainsi à attaquer ce qu'il estime être la racine d'un problème fondamental et mondial : l'injustice qui résulte des inégalités au niveau économique. Ce type de réflexion lui permet, quelques jours après les événements du 11 septembre 2001, de souligner que même s'il faut pleurer les victimes des attaques contre les tours jumelles à New York, il ne faut pas s'attaquer uniquement aux effets du problème, qu'on comprend être le terrorisme, mais bien aux causes, qu'il identifie aux inégalités flagrantes (CSD, t. 3, p. 450 à 455).

De ces idées, il est aisé de comprendre qu'à l'origine, les problèmes qu'il identifie sont moins ceux des rapports production que ceux de la distribution. Il associe les inégalités de la distribution à des différences de classes⁹⁴ et souhaite diminuer les différences entre celles-ci (DZ, p. 118). C'est pour servir une meilleure distribution que l'économie doit être développée, d'où l'idée de développement endogène «pour l'intérieur». Il s'agit, par le développement économique et une meilleure implication de l'État, de mieux distribuer la richesse afin de

⁹³ Au sens littéral, le terme *barrio* signifie quartier. Toutefois, au Venezuela, il est également le terme employé pour désigner les bidonvilles qui se sont construits autour des grands centres. Ceux-ci contiennent bien souvent des maisons qui ont été renforcées avec des briques et du mortier, lorsque les familles sont parvenues à accumuler les ressources nécessaires pour s'en procurer. Cependant, ces familles ne possédaient bien souvent pas les titres de propriété des terres sur lesquelles les maisons étaient construites.

⁹⁴ Dans les discours de Chávez, les classes sociales sont définies en fonction de leur accès respectif à la richesse, et non par rapport à leur position en regard des moyens de production. Une telle définition n'est pas vraiment marxienne, ce qui lui attire les réprimandes des tenants de ce courant d'idées (Woods, 2006, p. 24). Bien que certains voient dans les transformations en cours au Venezuela une véritable dynamique de classe (Wilpert, 2003, p.103), les pauvres auxquels s'adresse Chávez ne sont pas tous des ouvriers. Ils sont en grande partie des pauvres qui sont à l'extérieur du rapport de travail.

réduire la pauvreté. Il n'est pas, à l'origine, question de transformer les relations de production.

Les axes problématiques dégagés dans l'Agenda alternatif bolivarien sont d'une part, la pauvreté, et d'autre part, la dénationalisation (AAB, p. 8). Ici encore, on sent les accents dialogiques : l'insistance sur la nécessité de combattre la pauvreté est une réponse à sa forte croissance dans les années 1980 et 1990 et le problème des dénationalisations fait directement référence aux privatisations effectuées au cours la même période. Pour ce second problème, une reprise de contrôle de l'État sur les secteurs privatisés devait permettre de mieux distribuer les richesses produites. Chávez reproche aux modèles antérieurs de ne pas s'être suffisamment occupés de la pauvreté. Il dira en ce sens : «pour les cultivateurs du capitalisme sauvage, ces indicateurs [d'inégalités et de pauvreté] n'ont pas la moindre importance»⁹⁵. Pour proposer une voie de résolution aux problèmes qu'il note, il veut élever rapidement le niveau et la qualité de vie de la population dans tous ces éléments : nécessités physiques, culturelles, sociales et politique, d'où l'idée de développement intégral. On comprend bien l'ancrage qui est fait entre ce modèle en tant que réponse au néolibéralisme et la définition de la nation qui est faite par Chávez (voir chapitre III) : le sujet central de la pensée tant au niveau politique qu'économique est le peuple-pauvre. Les projets économique et politique prétendent être définis pour le peuple-pauvre qui doit être réuni en tant que nation et l'oligarchie qui a profité du modèle précédent doit s'y conformer. La défense de l'augmentation des conditions de vie est également une condition du maintien de la démocratie, car la situation d'un pays où les très riches cohabitent avec les très pauvres risque de provoquer l'effondrement de la démocratie (CSD, t. 6, p. 393). Il faut donc donner plus de pouvoir, tant économique que politique aux pauvres, afin de stabiliser le tout (CSD, t. 6, p. 523). Pour leur redonner du pouvoir, il fallait les unir sous la bannière d'une refondation de la nation et l'appareil d'État avait un rôle important à jouer dans un tel programme.

⁹⁵ Notre traduction de : «*para los cultores del Capitalismo Salvaje, estos indicadores no tienen la mayor importancia.*» (AAB, p.6)

4.2 Le rôle de l'État

Dans son programme économique, Chávez insiste sur la nécessité de récupérer et de revendiquer l'indépendance nationale et la souveraineté. Une telle position vise à reconquérir la capacité de l'État à intervenir dans l'économie. Une bonne partie de ce recouvrement passe par le pétrole et il en sera question plus bas. Pour lui, l'État doit élaborer et exécuter l'approche stratégique nationale de l'économie, préserver les équilibres macroéconomique et macrosocial et, finalement, fournir les services publics essentiels. C'est l'idée d'agir sur tous ces domaines en même temps qui définit le développement intégral. Pour agir, il insiste sur l'importance des lois comme outil de transformation sociale (CSD, t. 7, p. 331). Dans la proposition de constitution qu'il déposa devant l'Assemblée constituante en août 1999 (Chávez Frías, 1999, t. 1), il avait inclus quelques dispositions qui expliquent bien sa position. Il avait notamment ajouté un chapitre entier sur le système socio-économique du pays qui n'apparaissait pas dans les constitutions précédentes. Le premier article de ce chapitre indique clairement que le système économique doit être au service du système social du pays. Il souligne alors que le régime économique doit rejeter les dogmes et trouver des points d'équilibre entre marché et État, public et privé, national et international. Un article ultérieur de cette proposition de constitution, qui semble être une copie de l'article 95 de la constitution précédente (República, 2001, p. 590) contient toutefois une modification intéressante. Cet article traitait à l'origine des droits économiques et de l'État et l'un des rôles de celui-ci est de promouvoir le développement économique. Dans la Constitution de 1961, la promotion du développement économique par l'État vise à créer de nouvelles sources de richesse, et viennent ensuite les objectifs d'augmentation du niveau de revenu de la population et de défense de la souveraineté. Or, dans sa proposition de constitution, Chávez a enlevé la création de nouvelles sources de richesses comme objectif pour mettre l'accent sur la création d'emploi, l'augmentation du revenu de la population et la défense de la souveraineté. Plus loin, un article donne comme devoir à l'État d'organiser un système national de planification dont le fonctionnement doit être démocratique et dont les objectifs sont d'imprimer une solidité, une permanence, un dynamisme et l'équité à la croissance économique du pays. L'inclusion de l'équité marque une différence avec la constitution précédente. Bien que cette dernière possédât le terme dans son préambule, il n'était pas un objectif précis du modèle socio-économique.

À travers ces articles, on comprend bien que Chávez exprime une volonté que l'État s'implique davantage dans l'économie afin d'assurer un développement qui favorise une plus grande équité. Le développement économique, dans sa version dite intégrale, y est clairement subordonné à une attention particulière portée au système social et la croissance ne vise plus directement la création de la richesse mais bien le développement humain compris comme l'élévation du niveau de vie, la croissance des opportunités d'éducation, d'accès à la santé, au logement et à l'emploi. Ainsi, le rôle de l'État est essentiellement d'assurer une équité et une distribution de la richesse par des programmes sociaux : « Il est nécessaire de restituer à l'État la capacité de fournir les biens et services essentiels pour le développement : santé, éducation et infrastructure. L'État doit être en condition de fournir ces biens et services, l'État est là pour cela.⁹⁶»

Pour ce faire, l'État doit récupérer sa capacité d'action et cela passe par un accroissement de son budget. Il estime ainsi que l'une des voies pour y arriver, en plus du pétrole, est de soutenir le développement économique. Pour le Venezuela de la fin du 2^e millénaire, Chávez prévoit cependant que la partie n'est pas gagnée d'avance. Lors du discours, annonçant ses principales mesures économiques, prononcé en mars 1999, il débutera par une présentation de la crise économique comme étant la pire de l'histoire du pays et la pire situation du continent tout juste après Haïti (CSD, t. 1, p. 55 à 59). Elle nécessite un effort concerté de tous les acteurs : population, entrepreneurs locaux et étrangers, gouvernement, syndicat et partis politiques. Alors, malgré tout un discours sur la nécessité de maintenir l'équilibre macrosocial et sur la primauté de celui-ci par rapport aux autres objectifs, le maintien d'un équilibre macroéconomique s'est aussi retrouvé en bonne position dans les intentions que manifestent ses discours.

4.2.1 Les problèmes qui limitent l'action de l'État

Toutefois, l'État est confronté à une série de problèmes qui l'empêchent de mener à bien la tâche de redynamiser l'économie par le développement endogène et de prêter assistance

⁹⁶ Notre traduction de : «[...] necesario es, restituirle al Estado la capacidad para proveer bienes y servicios que sean esenciales para el desarrollo : salud, educación e infraestructura. El estado debe esta en condiciones de proveer esos bienes y servicios, para eso está el Estado.» (CSD, T.1, p.83)

aux pauvres par le développement intégral. En premier lieu, les différents paliers du gouvernement, du fédéral au municipal, et leurs différentes fonctions, tant législative, qu'exécutive et judiciaire, devaient être revus. Chávez ne s'est pas accordé le pouvoir de faire une telle réforme seul : il a remis cette tâche à l'Assemblée constituante (CSD, t. 1, p. 79-80). Ainsi, l'objectif stratégique initial de remodelage de l'État était indissociable de la poursuite des objectifs ultérieurs, dont celui de développement endogène intégral. Il fallut ensuite mettre en place la nouvelle constitution et les droits qui y figuraient. Les lois habilitantes ont notamment joué ce rôle. En second lieu, la corruption, dont Chávez estime qu'à bien des égards elle s'est faite loi (CSD, t. 1, p. 83), devait être sérieusement endiguée et la bureaucratie devait être corrigée afin d'être plus efficace. Ces problèmes proviennent selon lui de la même source : l'organisation de l'économie autour de la rente pétrolière (CSD, t. 7, p. 327-328). Les problèmes de corruption et d'inefficacité bureaucratique sont souvent associés à la provenance des fonctionnaires. Ceux-ci, étant issus des anciens partis et imprégnés des pratiques de la 4^e République, bloquent le changement que Chávez cherche à produire. Il reconnaîtra toutefois, en entrevue avec Marta Harnecker, que ses efforts dans ce domaine n'ont pas donné les fruits escomptés, notamment parce que le système judiciaire est lui-même corrompu et laisse s'échapper les coupables (MH, p. 35-36). Il soutient également que la corruption s'est faite culture au Venezuela, qu'elle touche ainsi à toute la société, des plus hauts aux plus bas niveaux hiérarchiques (DZ, p. 126-127). Il faut donc agir au niveau culturel pour faire changer les choses. Comme moyen pour combattre la corruption et la paresse institutionnelle, Chávez propose d'accroître la participation sociale au contrôle des opérations, soutenant que plus il y a d'yeux qui observent les opérations, moins il y a de chances que celles-ci soient détournées (CSD, t. 7, p. 186). Le troisième problème est celui de la dette externe. À son entrée au pouvoir, il estime que son volume représente une telle proportion du budget de l'État (30 %) qu'elle limite sérieusement l'action du gouvernement. Il dit même à cette occasion qu'il ne peut la payer dans de telles conditions, bien qu'il en ait l'intention (CSD, t. 1, p. 22). À ce titre, son programme économique de 1996 envisage tout au plus d'imposer un moratoire temporaire sur son paiement et de la renégocier. Pendant une entrevue en 2002 (MH, p. 66), il avouera tout de même ne pas avoir beaucoup évolué dans ce dossier. Il dénoncera la dette à d'autres occasions, mais il terminera finalement de la payer en 2007, sans que les conditions des prêts aient véritablement changé.

4.2.2 Une solution globale : le pétrole

Pour appuyer le développement endogène intégral, l'État devait récupérer sa capacité d'action en se libérant des contraintes budgétaires qui le limitaient. Pour ce faire, Chávez prétend avoir d'abord emprunté plusieurs pistes de solution, dont une révision des dépenses de l'État. Mais l'essentiel de sa stratégie était de retisser de bonnes relations avec les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) afin de respecter les quotas impartis par celle-ci. Il espérait ainsi contribuer à l'augmentation des prix de cette substance. Une telle augmentation, accompagnée par une réforme des relations entre la PDVSA et l'État, devait permettre au gouvernement d'accroître ses entrées d'argent et ainsi, de dégager la marge nécessaire à la mise en place de son programme économique. Dans la proposition de constitution qu'il déposa, l'exploration, l'extraction, la transformation et d'autres domaines de l'exploitation des ressources pétrolières devaient être réservés à l'État et toute concession au capital privé de telles activités devait être sanctionnée par le pouvoir législatif et converger de manière évidente avec l'intérêt national (Chávez Frías, 1999, t. 1). Ainsi perçue, l'exploitation pétrolière doit servir de moteur pour l'action de l'État dans la société et l'économie.

Une telle approche peut paraître semblable à celle qui prévalait pendant la période puntofijiste. Toutefois, Chávez critique le modèle économique qui a précédé la débâcle des années 1980 en soutenant qu'il était trop dépendant du pétrole. Il aurait augmenté la dépendance économique du pays plutôt que d'en favoriser le développement. Il s'agissait selon lui d'un modèle colonialiste dépendant. La politique suivante, celle de la décennie des 1990, appelée ouverture pétrolière, fut de privatiser les entreprises pétrolières afin d'acquérir le capital nécessaire à l'épongeage de la dette. Contre cela, Chávez propose de redonner un rôle central à l'État. Il souhaite en effet se servir de l'État pour récupérer la propriété de l'exploitation pétrolière, et se servir des revenus de celle-ci afin d'alimenter une croissance interne non pétrolière et les services publics que l'État doit fournir. Ainsi, la défense de la souveraineté et du nationalisme à ce niveau devient un moyen pour acquérir un levier permettant de mettre en œuvre des solutions pour résoudre les problèmes de pauvreté.

4.3 Le rôle des autres acteurs

Bien que la cible du développement (le «pour l'intérieur», c'est-à-dire les pauvres) soit demeurée relativement stable au cours de ses mandats, le rôle attribué aux autres acteurs a passablement varié. La fonction attribuée à l'État est demeurée relativement stable (capter la rente pétrolière pour définir la stratégie de développement endogène intégral), mais la façon dont ce rôle était envisagé a également été modifiée en fonction de sa relation avec les autres acteurs. Les autres acteurs sont pour l'essentiel les grands investisseurs, étrangers et nationaux, les petits et moyens investisseurs privés, le secteur financier et bancaire, les entreprises sociales entendues comme les petites coopératives et autres formes de petits noyaux de production contrôlés par les travailleurs, et également, les paysans et les agriculteurs. Cette variation prend des accents contradictoires lorsqu'on sait que Chávez est passé d'un rejet du socialisme à un appel à sa réinvention. Il admettra lui-même qu'il s'agit d'un changement (CSD, t. 7, p. 256). Toutefois, elle se comprend à la lumière d'un commentaire qu'il faisait à Díaz Rangel dans lequel il rejetait d'abord la voie socialiste entendue comme étant l'élimination de l'économie privée, et affirmait ensuite que le modèle révolutionnaire qu'il met de l'avant se réalisera en étapes, c'est-à-dire en changeant de stratégie économique à mesure que les transformations qu'il met de l'avant portent leurs fruits (DZ, p. 119). L'idée est également, en évoluant par étapes, de ne pas brusquer les choses pour ne pas provoquer de mouvements rétrogrades (CSD, t. 3, p. 458). Nous allons maintenant présenter les différentes étapes de la pensée économique telle qu'elles apparaissent dans les interventions publiques du président, en prenant également en compte les programmes économiques qu'il a déposés à ces différents moments.

4.3.1 Le modèle pré-électoral

Avant son élection, Chávez a présenté un modèle économique baptisé intermédiaire et qualifié d'humaniste (parce qu'il situe l'être humain au centre), d'autogestionnaire (par la stimulation à la formation de coopératives) et de compétitif (en développant les secteurs où le Venezuela détient un avantage comparatif). Dans ce modèle, l'économie est divisée cinq secteurs (AAB, p. 13-14 et Chávez, 1998). De ceux-ci, l'État devait avoir le contrôle sur les secteurs des entreprises de bases et stratégiques, principalement reliés à l'extraction de

matière première telle que les mines, et ce, en plus du secteur pétrolier auquel est accordé un rôle central, tel qu'il fut décrit plus haut. Trois secteurs doivent être mixtes, c'est-à-dire qu'ils doivent inclure une partie de propriété de l'État et une partie contrôlée par les capitaux privés. Il s'agit d'abord du secteur des services essentiels, bien que l'éducation doive demeurer entièrement publique, et ensuite de celui des biens essentiels, tels que l'alimentation, pour laquelle il accorde un rôle primordial aux petits agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises (PME). L'implication de l'État comme fournisseur des biens et services essentiels est également un moyen à ses yeux de contrôler l'inflation (CSD, t. 1, p. 83). La construction fait également partie de ce secteur, et bien qu'elle soit en grande partie privée, l'État prévoit tout de même poursuivre un développement important des infrastructures dont il contrôlerait la réalisation. Le secteur financier est le troisième à être considéré comme mixte dans la mesure où la banque centrale est publique, bien que son autonomie lui soit réservée. Ce secteur est également mixte puisque l'État compte y assumer un contrôle important par une législation contraignante. L'une des mesures transitoires qu'il a mises en place rapidement à la suite de son élection fut d'imposer un impôt sur le débit bancaire (qui sera retiré après un an). Finalement, le seul secteur réservé exclusivement à l'intervention privée est celui des industries de production de biens et services non essentiels, dans lequel on souligne les entreprises d'importation. Dans un tel modèle, peu d'espace est accordé aux grands investisseurs privés, nationaux et étrangers. En fait, sans leur retirer leur espace d'action, Chávez compte simplement assurer l'équilibre macroéconomique nécessaire à leur venue et maintien au pays. Il espère fournir les conditions nécessaires à la maximisation de l'accumulation et à la minimisation de l'utilisation improductive des excédents. On en retient que l'État assumera un rôle prépondérant en récupérant la propriété du pétrole et en fournissant les services essentiels, principalement l'éducation, afin que celle-ci favorise le développement de la main-d'oeuvre. Elle doit de plus favoriser le développement des sciences et des technologies afin qu'elles contribuent à la croissance et à la diversification économique.

4.3.2 Le modèle de transition

À la suite de son entrée au pouvoir, Chávez a rapidement fait des interventions afin de clarifier sa position sur l'économie. Bien que son programme ne semblait pas tourné vers les grands investisseurs privés nationaux et étrangers, et que ses interventions préélectorales sur la gestion de l'exploitation des ressources pétrolières allaient dans le sens d'une reprise de contrôle par l'État de celles-ci, il crut nécessaire de rassurer les grands argentiers dès son entrée au pouvoir. En réponse, nous dit-il, à des attaques médiatiques qui le dépeignaient comme étant défavorable à l'orthodoxie économique, il fit plusieurs déclarations pour rassurer les investisseurs étrangers et locaux qu'il souhaitait voir contribuer au développement économique du pays. Il parle alors d'un modèle intermédiaire, endogène, mais qui s'alimente des ressources externes, des investissements privés nationaux et internationaux (CSD, t. 1, p. 89). Lors de son premier discours en tant que président, tenu en février 1999, il disait en ce sens :

Nous sommes des gens sérieux : le gouvernement que je commence à diriger aujourd'hui est un gouvernement sérieux qui respectera les accords qui se signent et les investissements internationaux doivent venir ici, de n'importe quel coin du monde, spécialement ceux qui sont dirigés au secteur productif, qui génèrent des emplois, de la valeur ajoutée, et des technologies particulières qui impulseront le développement du pays⁹⁷.

Ainsi, il n'est pas alors question de limiter véritablement le développement du capitalisme, ni de reprendre le contrôle sur les secteurs dirigés par les investissements étrangers, sauf en ce qui concerne le pétrole. Au contraire, dans cette citation, l'appel aux investisseurs privés internationaux est très clair⁹⁸. Il en va de même pour les investisseurs nationaux. Dans un discours sur les mesures économiques de son gouvernement pendant la première année de sa présidence, il se plaint de la fuite de capitaux du Venezuela qu'il y a eu

⁹⁷ Notre traduction de : «*Nosotros, somos gente seria, el gobierno que yo empiezo a dirigir hoy es un gobierno serio que respetará los acuerdos que se firmen y las inversiones internacionales que vayan aquí de cualquier parte del mundo, especialmente dirigidas al sector productivo, que genere empleo, valor agregado a la producción, tecnología propia para impulsar el desarrollo del país.*» (CSD, t.1, p. 22)

⁹⁸ Richard Gott soulignera en ce sens : «*The government's economic policy has never been in doubt. In spite of the powerful rhetoric against neo-liberalism, Chávez has always been interested in securing foreign investment*» (2005, p. 173). Il soutiendra de plus que dès 1999, le Venezuela aurait signé un accord pour garantir la sécurité des investissements étasuniens. Chávez prétendrait cependant que cet accord aurait été signé alors qu'il était absent du pays.

au cours des 15 dernières années : elle atteindrait selon lui 37 milliards de dollars. Il considère que ces capitaux manquent pour réactiver l'appareil productif national. Il invite ainsi les investisseurs à ramener leur pouvoir économique au pays afin de fournir des emplois à ceux qui souffrent de la pauvreté. Pour les rassurer, il leur fait également la promesse qu'il ne les expropriera pas, en ajoutant que son régime n'est pas communiste (CSD, t. 1, p. 60-61).

Pendant l'année 2000, Chávez fera diverses tournées internationales pour inviter les investisseurs à venir au Venezuela. Dans le recueil de ses discours, les présentations effectuées lors de deux de ces séjours sont compilées : l'une en Espagne et l'autre aux États-Unis. Ces deux discours utilisent pour l'essentiel les mêmes données économiques bien qu'ils se soient déroulés à 7 mois d'intervalle. De façon générale, il y affirme d'abord que la réforme des institutions politiques de son pays était primordiale, et que l'attention prioritaire apportée à celle-ci explique les plus lentes avancées au niveau économique. Il se défend toutefois de n'avoir rien fait, et cherche plutôt à montrer les résultats positifs qu'il a obtenus malgré tout. Ces présentations visent explicitement à convaincre les investisseurs étrangers de choisir le Venezuela comme terre d'accueil pour leurs investissements productifs. Ainsi, il détaille certains des décrets-lois qu'il a adoptés sous la première loi habilitante, tels que la Loi électrique, qui vise à faciliter l'investissement et l'intervention du capital privé dans le domaine de la distribution électrique (CSD, t. 2, p. 176 et 177). En allant plus loin, et ce malgré l'identification des dénationalisations comme problème fondamental de l'économie en 1996 (AAB, p. 8), il annoncera à ces investisseurs des privatisations importantes dans le secteur de l'aluminium, de la distribution électrique, du tourisme, et quelques autres. Il cherche alors à proposer un modèle dans lequel la main invisible du marché et la main visible de l'État⁹⁹ se joignent pour créer un modèle plus fort (CSD, t. 1, p. 24, 218, 282).

Le programme économique de ses premières années au pouvoir demeure un développement qui passe par les grands investissements privés, nationaux et internationaux afin de diversifier la production. Dans ce cadre, l'État devait principalement s'assurer de maintenir un équilibre macroéconomique afin de plaire aux investisseurs, tout en leur garantissant une sécurité juridique. Il devait également travailler à fournir une meilleure éducation et de meilleurs services sociaux afin de réactiver les ressources humaines du pays

⁹⁹ Cette formulation habile est attribuée à Jamil Mahuad alors qu'il était président de l'Équateur.

(Chávez et Oficina, 1999). Son gouvernement maintenait le cap sur la question pétrolière, cherchant à faire hausser les prix par une diminution de l'offre. Il y parviendra relativement bien, puisqu'il prétend avoir fait passer le prix du baril de 8 à 24 dollars étasuniens pendant la première année de son régime (CSD, t. 2, p. 177)¹⁰⁰. Une telle pratique fit dire Margarita López Maya qu'au cours des deux dernières décennies de crise, l'année 1999 fut l'une des plus dures pour les secteurs populaires (2005, p. 339). Elle ajoutera que les deux premières années de pouvoir de Chávez, en étant insuffisantes au niveau économique et social, contribueront à affaiblir le gouvernement et à unifier les rangs de ses opposants. De plus, à cette époque, les entreprises sociales et les coopératives sont perçues comme accessoires, et Chávez les présente comme étant complémentaires pour changer la structure économique. Pour ce qui est de l'agriculture, Chávez la présente également comme un secteur qui doit être développé. Richard Gott (2005, chap. 22) insiste beaucoup sur cet aspect en présentant une visite qu'il a faite dans une colonie implantée par Chávez pour ramener des habitants des *barrios*, dont le quartier avait été détruit par les glissements de terrain en 1999¹⁰¹, dans des zones cultivables pour qu'ils redeviennent des paysans. Bien que cet élément fasse partie de son programme, il n'en parle pas beaucoup au cours des premières années. Il se plaint des latifundistes et de la maigre situation des *peones*¹⁰², mais cherche tout de même à attirer d'importants investissements privés dans ce secteur (CSD, t. 2, p. 424 à 427).

4.3.3 Le plan économique 2001-2007 et la loi habilitante

L'idée de préserver un équilibre macroéconomique pour favoriser les investissements privés apparaît également dans le plan économique prévu pour la période s'étalant de 2001 à 2007 intitulé « *Lineas generales del plan de desarrollo económico y social de la nación 2001-2007* ». Ce document propose de redynamiser l'économie en atteignant un équilibre macroéconomique qui permettra de diversifier la production, de rendre l'économie moins

¹⁰⁰ Richard Gott estime que les nouvelles relations avec l'OPEP et l'augmentation des prix du pétrole font partie des principaux succès de la première année de gouvernement de Chávez (2005, p.171).

¹⁰¹ En 1999, de très abondantes pluies ont causé d'importantes inondations et des glissements de terrain majeurs. Ceux-ci ont lavé une très grande région de l'État de Vargas qui était peuplé de barrios. Les bilans font état de plusieurs dizaines de milliers de morts.

¹⁰² Les *peones* sont les ouvriers agricoles qui ne possèdent pas de terres ou très peu, et subviennent à leurs besoins en vendant leur force de travail à des grands propriétaires fonciers.

dépendante du pétrole et ainsi, de s'insérer par d'autres voies dans le marché international. Chávez cherche alors à créer les conditions propices pour les initiatives privées, tant nationales qu'internationales. Ces conditions propices doivent être créées par une implication de l'État, et non par son retrait de la sphère économique. Il s'agit d'une position économique similaire à celle qui était mise de l'avant dans la période précédente, et celle-ci n'est en rien une posture anti-capitaliste, bien qu'elle diffère des opinions néolibérales par son rejet du culte au libre-marché, un point de vue mitoyen sur les privatisations et dans la façon d'utiliser l'État pour stimuler l'investissement (Lebowitz, 2006, p. 89).

En entrevue avec Marta Harnecker (MH. p. 70-71), Chávez dira en ce sens que le capitalisme pur n'est pas humanisable, mais que dans le cas du Venezuela, où l'État est présent à l'économie et où le peuple est conscient et prêt à agir, le capitalisme peut être humanisé. Cependant, il ne s'agit pas non plus de laisser tout aux forces du marché. Il cherche à fonder tranquillement une alternative au capitalisme déshumanisé. Néanmoins, il intègre d'autres variables avec beaucoup plus d'importance que dans la période précédente, dont la nécessité de s'attarder à la question de la distribution (CSD, t. 3, p. 466). En plus de promouvoir la diversification de la production par l'attrait d'entreprises traditionnelles, Chávez compte utiliser le pouvoir de stimulation économique de l'État afin de favoriser l'émergence du secteur coopératif et du secteur des petites et moyennes entreprises. Celles-ci étaient à l'origine perçues comme un secteur complémentaire plutôt que proprement économique.

Quelques mois après le lancement du plan, ayant obtenu l'autorisation nécessaire par une seconde loi habilitante, Chávez promulguera une série de décrets-lois, ceux-là mêmes qui soulevèrent une très importante vague de protestation qui mènera à une tentative de coup d'État et au blocage pétrolier. À ce moment, il estime avoir acquis les bases suffisantes, tant politiques (par l'adoption de la nouvelle constitution et la victoire de son camp à toutes les réélections), qu'économiques (par les résultats encourageant de reprise économique et la récupération d'une capacité économique de l'État) et sociales (par les multiples manifestations d'appui) (CSD, t. 3, p. 468 à 473), pour faire un pas de plus vers une économie humaniste.

Les 49 décrets-lois touchent à une multitude de secteurs. Il fait souvent référence à la Loi des terres et aux programmes de microcrédits qu'il a mis en place afin de favoriser

l'agriculture paysanne en récupérant les terres inoccupées des latifundistes. Il la donne en exemple du type de développement qu'il compte appuyer. Ce genre de programme permet aux petits agriculteurs de s'approprier les terres inutilisées, parfois propriété de latifundistes, avec la protection de la police et de l'armée lorsque nécessaire. Ensuite, ceux-ci obtiennent des formations, des microcrédits et des outils pour développer des productions agricoles. Les nouveaux agriculteurs sont également invités à se regrouper en coopératives afin d'améliorer leurs chances de succès (LB. p. 164-170). Un tel programme de développement est perçu comme particulièrement important par Chávez puisque la sécurité alimentaire est garantie par la Constitution (CSD, t. 3, p. 476 à 480). Les politiques relatives à l'agriculture, dépeintes comme étant une réforme agraire, sont rattachées à Ezequiel Zamora, dont l'une des devises portait sur la liberté de la terre et l'accès que doivent avoir les paysans à celle-ci.

Il a également modifié la loi sur les banques pour assouplir les règles qui s'appliquent aux banques qui autorisent des microcrédits aux petits producteurs et aux petites entreprises, telles que la banque de développement de la femme (*Banco de desarrollo de la Mujer*) et la banque du peuple (*Banco del pueblo*) (CSD, t. 3, p. 474-475). Ce genre de politique sera favorisé par le développement d'un ministère de l'économie sociale au sein de son gouvernement. L'appui au coopératisme deviendra un élément important du programme économique de Chávez : « Le coopératisme est un des chemins, une des méthodes, une des stratégies fondamentales pour le développement économique et social de la République »¹⁰³. Bien d'autres lois de ce genre ont été adoptées, et elles sont revendiquées comme étant la façon dont l'État doit alimenter un développement pour les pauvres, mais également par les pauvres, en leur fournissant des appuis (par de la formation, du financement et des outils) pour qu'ils développent eux-mêmes des entreprises de production. Il prétend ainsi avancer dans la démocratisation du capital (CSD, t. 3, p. 483). Cette démocratisation fut également mise en place par des programmes de privatisation, mais à la faveur des pauvres. Il décida de mettre en place des mesures permettant aux habitants des *barrios* d'obtenir des titres de propriété pour les terrains qu'ils occupent, parfois depuis plusieurs générations. En faisant de la sorte, il concédait des titres de propriété privée à des gens qui n'en possédaient pas, et leur permettait également d'obtenir des prêts hypothécaires.

¹⁰³ Notre traduction de : «*El cooperativismo es uno de los caminos. uno de los métodos, una de las estrategias fundamentales para el desarrollo económico y social de la República*» (CSD, t. 5. p. 291).

Toujours dans la perspective de redistribution, Chávez optera également pour un important financement étatique des programmes sociaux. Même lorsque les revenus de l'État diminueront, il choisira, dans ses réajustements budgétaires, de ne pas toucher aux secteurs de la santé et de l'éducation (CSD, t. 4, p. 173-175), qu'il avait par ailleurs cherché à relancer depuis son entrée au pouvoir. Toutefois, c'est avec la création des missions sociales qu'il cherchera à fournir à la population des biens et services jugés essentiels. La première de ces missions a vu le jour en avril 2003. Elle visait à distribuer des aliments subventionnés par l'État aux personnes à faible revenu en ouvrant une chaîne de distribution nationale, dont l'un des objectifs est également de fournir des débouchés pour les producteurs locaux afin d'appuyer la relance de la production locale d'aliments. C'était une réponse directe aux problèmes de distribution qu'avait causés le blocage pétrolier, et elle visait également à relancer la croissance économique mise à mal par ce même blocage. Selon Chávez, une telle mission reprend les objectifs de développement endogène intégral, de sécurité et de souveraineté alimentaire, et d'attention aux plus pauvres dont les gouvernements précédents faisaient peu de cas. Elle est également une façon de lutter contre les spéculateurs qui se chargeaient autrefois de la distribution des aliments (CSD, t. 5, p. 291-299). Avec un tel projet, il en appelle aux entrepreneurs locaux afin qu'ils produisent davantage et travaillent avec l'État pour le développement endogène, et ce, sans exploiter personne et sans stimuler la spéculation (CSD, t. 5, p. 303-304).

Le concept des missions s'est par la suite étendu à d'autres services et biens essentiels, tels que la santé et l'éducation, revêtant différentes formules de programmes d'assistances, par exemple celui dédié au développement d'entreprises sociales (*Vuelvan Caras*) ou d'attribution de papiers d'identité à ceux qui n'en possédaient pas (*Identidad*). De telles structures, développées parallèlement aux ministères habituels, permettaient également de contourner les membres de l'administration publique qui n'appuyaient pas les mesures mises en place par son gouvernement, et ainsi, de déjouer une partie des problèmes de corruption et de bureaucratisation de l'État. De plus, les services sociaux essentiels (santé, éducation...), participent de plain-pied à l'atteinte du développement intégral dont Chávez fait la promotion (CSD, t. 5, p. 370). Également, ces programmes se développeront en invitant la population des localités desservies par les missions à s'y impliquer afin de les faire fonctionner, stimulant du même souffle une mobilisation large autour de l'idée de développement intégral. Pour

s'assurer que les pauvres suivent les cours dispensées par les missions d'éducation, Chávez défendra l'idée que des bourses doivent être versées aux participants qui suivent les formations de façon à ce qu'ils puissent manger et se déplacer malgré le temps qu'ils accordent à celles-ci (CSD, t. 5, p. 376). Il souligne qu'une telle pratique va à l'encontre des principes orthodoxes de l'économie néolibérale qui considèrent que des sommes ainsi investies sont de l'argent jeté à la mer. Il soutient en contre-argument que ce sont en fait des deniers qui étaient autrefois volés par les plus riches et qu'ils sont aujourd'hui redistribués aux plus pauvres de façon à ce qu'ils vainquent leur pauvreté (CSD, t. 7, p. 88).

C'est à partir de 2003 que les missions furent instaurées. C'est également à partir de ce moment, et à la suite de la fin du blocage pétrolier, que Chávez lança avec plus de vigueur ses plans pour développer la petite et moyenne entreprise. Bien que cet aspect, à des degrés divers, ait toujours fait partie de ses plans économiques, il admet qu'il n'avait pu le faire jusque-là, notamment à cause des manœuvres de l'opposition (CSD, t. 5, p. 182 à 186). Il s'avance dans la même foulée pour que la PDVSA investisse davantage dans le secteur de la première transformation des produits pétroliers afin que ce ne soit pas que des entreprises étrangères qui s'en chargent. C'est ce qu'il appelle l'internalisation pétrolière (CSD, t. 5, p. 192), et cette idée fait partie de son concept de développement endogène.

Au cours de l'année 2003, son encouragement à la formation de petites entreprises portera de plus en plus vers le secteur coopératif. Dans les années suivantes, des missions porteront directement sur la formation de petites entreprises sociales, mais déjà, à la fin de l'année 2003, il invitait à ce que chaque classe des missions d'éducation se convertisse en coopérative ou en unité sociale de production (CSD, t. 5, p. 657). C'est donc à la suite du blocage pétrolier qu'il a commencé à vouloir encourager avec beaucoup plus de force la création de petites entreprises sociales afin de faire de ce type de production un aspect central du développement économique. Bien que l'appui aux PME et l'incitation au développement de coopératives ne soient pas incompatibles avec les thèses néolibérales, ces mesures demeurent néanmoins différentes à bien des égards de la ligne proposée par cette idéologie (Parker, 2007, p. 68).

Au cours de la période du plan économique et social 2001-2007, l'idée de développement endogène, tout en restant destinée à améliorer la distribution de la richesse,

deviendra de plus en plus un appel à ce que les Vénézuéliens visés par le développement, les pauvres, fondent eux-mêmes leurs propres organisations de développement économique et si possible, sur des bases coopératives. C'est ainsi que sa critique du capitalisme deviendra de plus en plus aiguë. Il en dénoncera la logique, jugée perverse et diabolique, pour lui opposer la logique de l'économie sociale, censée reposer davantage sur la valeur d'usage que la valeur d'échange, sur le respect des travailleurs et de leur famille (Lebowitz, 2007, p. 99). Il s'agirait ainsi d'une économie beaucoup plus centrée sur les êtres humains et donc beaucoup plus près du modèle intégral dont il fait mention dès le départ. Malgré le développement de cette vision, il ne se privera pas de poursuivre ses appels aux capitaux privés et aux investisseurs étrangers. Par contre, ceux-ci devront de plus en plus se conformer au projet bolivarien. Il dira en ce sens en 2004 :

Que les vrais entrepreneurs ne se laissent pas tromper, ce projet défend l'initiative privée, ce projet donne un traitement spécial à l'entreprise privée nationale, pour qu'en alliance avec l'État et le gouvernement bolivarien nous concurrencions avec le monde et fortifions l'économie productive nationale [...] nous devons poursuivre la formation d'une alliance patriotique pour lutter contre la pauvreté, contre la marginalité.¹⁰⁴

La vision du développement par les coopératives sera maintenue pendant les années suivantes. Des programmes seront mis en place pour en favoriser le développement et leur nombre augmentera de façon fulgurante. Ce penchant incitera tranquillement Chávez à aborder le thème du socialisme.

4.3.4 Le socialisme du XXI^e siècle

La première allusion favorable au socialisme est faite par Chávez à la fin de l'année 2004, alors qu'il est dans une cérémonie de clôture d'une rencontre d'intellectuels et d'artistes pour la défense de l'humanité. Il dit alors qu'il faut reprendre le thème du socialisme, ses idées authentiques pour les réétudier et les approfondir (CSD, t. 6, p. 669). Malgré les

¹⁰⁴ Notre traduction de : «A los empresarios verdaderos que no se dejen engañar, este proyecto defiende la iniciativa privada, este proyecto le da un tratamiento especial a la empresa privada nacional, para que aliada con el Estado y con el Gobierno Bolivariano competamos con el mundo y fortalezcamos la economía productiva nacional [...] debemos seguir conformando una alianza patriota para luchar contra la pobreza, contra la marginalidad.» (CSD, t. 6, p. 367).

critiques acerbes qu'il a formulées contre le néolibéralisme, une telle affirmation constitue un changement dans la pensée de Chávez. Il reconnaîtra lui-même qu'il s'agit d'une prise de conscience, et donc d'un changement de sa politique, qu'il qualifie néanmoins comme le résultat d'un accroissement de ses réflexions (CSD, t. 7, p. 256). C'est en 2005 que le thème commence réellement à prendre de l'importance.

Lors de son discours devant les militantes et militants réunis au Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2005, il déclara devant la foule : « le capitalisme est sauvagerie. Chaque jour, je me convaincs davantage, capitalisme et socialisme, je n'ai pas le moindre doute. [...] Il faut transcender le capitalisme par la voie du socialisme [...] »¹⁰⁵. Il reprendra cette idée un mois plus tard, mais cette fois-ci au Venezuela, en disant qu'il est impossible de résoudre la pauvreté, la misère et l'inégalité sous le capitalisme. Il soutenait alors que la troisième voie, dans laquelle il avait cheminé pendant un certain temps, n'était pas non plus une solution valable puisque toutes les tentatives en ce sens ont échoué. Toutefois, n'ayant pas qualifié dès le départ son projet de socialiste, il préfère alors soutenir que c'est une position personnelle. Il invite cependant tous les groupes de la société à réfléchir à un nouveau modèle socialiste, à réinventer l'idée (CSD, t. 7, p. 160-161). Rapidement, il ajoutera que comme il est chrétien, il considère que le Christ était le premier socialiste puisqu'il rejetait la richesse individuelle et annonçait que le royaume des cieux était pour les pauvres. En ajoutant à cette association, il dira à quelques reprises que Judas était sans doute le premier capitalisme puisqu'il livra Jésus aux Romains contre quelques pièces de monnaie, tout comme le font les capitalistes avec leur patrie. Les parallèles avec la religion catholique se poursuivront, notamment avec des références au prophète Isaïe (Chávez, 2007c, p. 41-44), et c'est ensuite la pensée et l'action de Bolívar qui, sans être qualifiées socialistes, pointaient, selon lui, dans cette direction. Il dira ainsi que si Bolívar avait vécu 100 ans de plus, il serait sans doute devenu socialiste tout comme l'était son professeur, Simón Rodríguez (CSD, t. 7, p. 473).

L'invitation au socialisme ne demeurera pas une position personnelle très longtemps. Dès le mois de mai, cela deviendra l'objectif fixé collectivement (CSD, t. 7, p. 330). Dans ses

¹⁰⁵ Notre traduction de : «*el capitalismo es salvajismo. Yo, cada día me convenzo más, capitalismo y socialismo, no tengo la menor duda. [...] Al capitalismo hay que transcenderlo por la vía del socialismo [...]*» (CSD, t. 7, p. 91).

discours, il opposera le socialisme à la barbarie et cherchera à faire une critique du capitalisme de plus en plus sévère. Le point essentiel de cette critique demeurera, malgré tout, l'absence d'égalité de ce régime économique. Selon lui, le capitalisme repose sur l'égalité des possibilités. Or, une telle égalité s'avère être un piège, tout comme le serait un combat de boxe entre un enfant et Cassius Clay¹⁰⁶. Ainsi, pour remédier aux inégalités économiques, l'État doit intervenir, doit réguler, afin de créer une égalité non seulement des chances, mais également des conditions. Puisqu'il désire construire une société sans misère, sans exclus, et que le capitalisme créé ces maux, il se propose pour développer un nouveau modèle économique qui implique de nouvelles relations de travail, de production et de propriété (CSD, t. 7, p. 309-310).

C'est lors d'un discours tenu à l'occasion du premier mai 2005 que Chávez exposera le plus clairement comment il compte créer de nouvelles relations de travail, de production et de propriété. Il compte le faire à travers les coopératives qu'il appuyait déjà. En mai 2005, il annonçait l'attribution de diplômes à 264 000 participants de la mission *Vuelvan Caras*. Il soutenait alors que les diplômes n'étaient pas attribués de façon individuelle, mais en fonction des projets de coopératives les étudiants, réunis en sous-groupes, comptaient mettre sur pied (CSD, t. 7, p. 335). En plus des coopératives, la nouvelle économie devait être impulsée à travers l'incitation au développement de la cogestion au sein des entreprises. Celles-ci peuvent être des entreprises habituelles, détenues par un ou des propriétaires privés, auxquelles l'État fournira un appui financier ou technique en contrepartie duquel elles accepteront de changer leur modèle de gestion et de planification pour y impliquer davantage les travailleurs et travailleuses. Le passage à la cogestion peut également se faire par l'expropriation d'usines dont les propriétaires auraient délaissé les travailleurs en abandonnant la production. Alors, l'entreprise pourrait être étatisée et cogérée par les travailleurs et l'État (CSD, t. 7, p. 324).

Ainsi, c'est par des stimulants matériels versés aux organisations qu'il compte changer les relations de production et de propriété au sein des nouvelles coopératives et au sein des entreprises existantes. Toutefois, il insiste pour dire que les stimulants moraux ont davantage d'importance parce que la construction d'une nouvelle économie ne peut être animée par un

¹⁰⁶ Cassius Marcellus Clay Jr. est le nom de naissance de Mohammed Ali, boxeur étasunien considéré comme l'un des meilleurs poids lourds de cette discipline.

esprit mercantile, et doit combattre l'égoïsme et l'individualisme (CSD, t. 7, p. 328 à 330). Les formes particulières que prendront ces stimulants ne sont pas clairement exprimées, sinon que les cérémonies publiques de remises de prix de reconnaissance par l'État en font partie¹⁰⁷.

Pour remédier aux comportements individualistes associés au capitalisme, Chávez proposera par la suite de fonder des conseils communaux. Réunies sur la base du lieu d'habitation, les familles membres de ces comités doivent formuler des plans de développement local afin d'identifier les besoins de la communauté, et ainsi, de relier davantage la production aux besoins immédiats déterminés collectivement et démocratiquement. De plus, il a cherché à favoriser les liens entre les entreprises d'État, principalement actives au niveau de la production pétrolière, et les petites coopératives de façon à ce que leurs échanges ne reposent pas uniquement sur une base marchande, mais s'intègrent davantage dans un ensemble productif qui cherche à prendre en compte les besoins des communautés. C'est donc en liant davantage la production aux besoins exprimés par les communautés qu'il cherche à créer un modèle socialiste. Il prétend également qu'un tel modèle, dans lequel les intérêts individuels sont mis de côté pour penser la production et la distribution en fonction de la communauté, fonctionne déjà dans les communautés autochtones qui vivent au Venezuela. Leur culture communautaire serait porteuse d'un socialisme originaire, proprement vénézuélien, qui doit servir de modèle pour l'instauration du socialisme à la grandeur du pays. C'est ainsi que le socialisme, déjà porteur de plusieurs épithètes, sera également qualifié de socialisme indo-vénézuélien. Les racines autochtones sont ainsi directement intégrées dans le discours sur le nouveau modèle économique (Chávez, 2007c, p. 45-49).

Dans un tel modèle, on sent bien que les investisseurs de grande envergure ont une importance moindre. En fait, ils sont invités à se joindre au processus tant qu'ils ont une volonté de le respecter. Il dira en ce sens, en parlant des entreprises pétrolières dont il fortifiait le contrôle de l'État par rapport au contrôle des entreprises étrangères :

¹⁰⁷ La discussion sur les stimulants moraux et matériels fut également un débat important au sein de la révolution cubaine. Elle soulève la question de la transformation des comportements individuels afin qu'ils cessent de reproduire la volonté de gains personnels. Les stimulants moraux ont l'avantage de ne pas inciter à l'avarice, mais ils sont souvent moins efficaces que les matériels. Ce débat est très bien rapporté dans un ouvrage sur la pensée politique de Guevara, l'un des protagonistes de ce débat à Cuba (Lowy, 1997, p. 83 à 90).

volonté de le respecter. Il dira en ce sens, en parlant des entreprises pétrolières dont il fortifiait le contrôle de l'État par rapport au contrôle des entreprises étrangères :

L'ouverture pétrolière [aux privatisations] est derrière nous. Nous disons au monde, conjointement avec vous, entrepreneurs de compagnies depuis les États-Unis jusqu'au Japon, qu'un projet nationaliste comme celui qui est en marche au Venezuela, n'est pas incompatible avec la présence d'entreprises internationales et du secteur privé national, *tant qu'il y a de la bonne volonté*.¹⁰⁸

Bien qu'ils soient invités à investir, le ton adopté envers les investisseurs internationaux a nettement changé par rapport aux premières années du gouvernement. Plutôt que de simplement les inviter à investir au Venezuela, il les convie de plus en plus à se joindre au projet qu'il met de l'avant. C'est ce qu'indique la dernière phrase de cette citation. Ainsi, ils ne sont plus les fers de lance du développement, mais des acteurs qui peuvent y contribuer à certaines conditions, principalement reliées à un appui à la dynamique de transformation de l'économie qu'il cherche à impulser. Pour supporter cette dynamique, l'État préserve un rôle essentiel, celui de donner l'orientation générale au modèle et également, celui d'intervenant privilégié dans l'économie par le biais de la PDVSA et des autres secteurs contrôlés par l'État. Chávez soutient à ce titre que ce sont les lois qui permettront de créer la structure du nouveau modèle économique, et le rôle de législateur prend également une grande importance.

4.4 Conclusion

À travers les différentes étapes de la pensée économique avancée par Chávez, il fut possible de voir la poursuite de deux idées maîtresses. D'abord, celle de développement intégral, qui vise à ce que le développement économique soit mis au service des différents besoins de la nation vénézuélienne, c'est-à-dire aux besoins tant économiques que culturels, politiques et sociaux du peuple-pauvre. Il apparaît essentiel au président d'agir à tous ces

¹⁰⁸ Notre traduction de : «*Atras quedó la apertura petrolera. Le estamos diciendo al mundo, junto a ustedes, empresarios de compañías que van desde los Estados Unidos a Japón, que no es incompatible un proyecto nacionalista como el que está en marcha en Venezuela, con la presencia de empresas internacionales y del sector privado nacional, siempre que haya voluntad de la buena.*» [nous soulignons] (Rapporté dans : Avances EyP Occidente, année 4, no. 19, mars 2006, p. 1)

relations de travail et de production. Auparavant, il identifiait la cause de la pauvreté à un problème de distribution. Dans sa recherche pour résoudre ce problème, l'idée du développement endogène est toujours demeurée centrale. Celle-ci indique que le développement doit être dirigé pour l'intérieur, et dans ce cas, l'intérieur est particulièrement le peuple-pauvre. C'est ainsi que l'on comprend la forte liaison qui existe entre la pensée économique de Chávez et le nationalisme qu'il prône (voir chap. 3). Toutefois, le développement doit également être fait par l'intérieur, mais les acteurs responsables de celui-ci ont passablement changé.

Pendant toute la période, l'État est présenté comme ayant le devoir de diriger le développement. Chávez explique bien que selon lui, le développement économique structuré autour de la production pétrolière a fait en sorte de créer un modèle colonisateur et dépendant, dans lequel les autres secteurs de l'économie ont été délaissés. Avec l'ouverture pétrolière des années 1990, l'exploitation de cette richesse profitait de moins en moins au pays. Ainsi, la récupération du contrôle étatique sur cette activité devenait un enjeu central. Une fois ce secteur récupéré, il devenait essentiel d'en utiliser les revenus pour stimuler le redémarrage d'une économie productive sur d'autres bases. Pendant toute la période étudiée, c'est à l'État que revient le rôle d'orienter le développement économique. Cependant, le modèle de développement économique que doit porter l'État s'est passablement modifié.

Avant d'être élu, Chávez présentait un plan économique dans lequel l'État devait assumer ce rôle de direction de l'économie, mais en plus, il devait être très présent dans presque tous les secteurs. L'intervention de l'État dans l'économie devait permettre de s'attaquer à deux problèmes : la pauvreté et les dénationalisations. En plus de devoir récupérer les entreprises qui avaient été privatisées par les régimes antérieurs à celui de Chávez, l'État a pour rôle de créer les conditions favorables à la croissance des entreprises privées, notamment en fournissant une bonne éducation qui permettra d'alimenter les entreprises en main-d'œuvre.

Le second plan économique de Chávez, celui de la phase de transition de 1999 et 2000, visait à stimuler activement l'investissement privé, tant national qu'international, par une stabilisation des facteurs macroéconomiques. Chávez devait du même coup rebâtir la stabilité financière de l'État, ce qui justifiera à ses yeux de poursuivre une partie du programme de

privatisations qu'il dénonçait pourtant quelques mois auparavant. La croissance de l'investissement privé devait servir à multiplier les opportunités d'emplois, et sortir ainsi une bonne partie de la population de la pauvreté. Cette stratégie devait également permettre de relancer l'économie sur des bases alternatives à la seule production pétrolière. Selon Lebowitz (2007, p. 91), une telle position correspond à la vision économique proposée par le néo-structuraliste Osvaldo Sunkel pour qui les causes du sous-développement sont internes. Il ne suffirait pas, selon lui, de remplacer ce qui est importé, mais il faudrait faire de l'État un promoteur de la croissance et de l'accumulation. Il s'agit alors d'un libre-marché appuyé par l'État qui repose sur les capacités internes de l'économie¹⁰⁹.

La troisième phase correspond au plan de développement économique et social de la nation 2001-2007 et à ses premières années d'application. Alors, en plus de poursuivre ses tentatives d'attraction des grands capitaux, Chávez, à l'aide de la loi habilitante, mettra plus d'accent sur le développement de la petite et moyenne entreprise, cherchant par là à favoriser l'entrepreneuriat à échelle locale. Il accordera également plus d'importance au développement de coopératives. De plus, il promouvra plusieurs missions sociales qui chercheront à appuyer le développement intégral par l'accroissement de l'accès aux services sociaux. Certaines de ces missions encourageront la formation de PME et de coopératives de travail par des crédits et des formations techniques. Également, il réalisera la promesse électorale d'engager davantage l'État dans la fourniture de biens essentiels, tels que l'alimentation. Une telle démarche permettait d'appuyer les producteurs nationaux en leur offrant des débouchés, de renforcer l'accès aux aliments pour les plus pauvres, mais également de contrecarrer la spéculation sur les denrées de base faite par les distributeurs. Ainsi, le développement devient de plus en plus intégral, en s'occupant des différents aspects de la vie des plus pauvres.

Finalement, la quatrième phase correspond à l'appel à la refondation du socialisme. Dans la doctrine de Chávez, le socialisme est fondé par quelques idées générales, principalement celles qui s'articulent autour des inégalités dans la société et celle, plutôt chrétienne, de la nécessaire attention aux pauvres. Bien qu'il parlait des pauvres dans les

¹⁰⁹ Selon Lebowitz, l'influence de Sunkel se serait surtout fait sentir dans le plan 2001-2007. Toutefois, dans ses discours, Chávez associe beaucoup ce plan aux lois habilitantes de 2001. Or, ces dernières comportaient une série de mesures, telles que la Loi des terres et celle des pêches, qui court-circuitaient les principes du libre-marché pour appuyer les petits paysans et producteurs. Ainsi, il semble plus approprié d'appliquer le lien avec Sunkel à la phase précédente.

phases antérieures de sa pensée économique, le socialisme est une nouveauté dans son discours pour laquelle Chávez admet lui-même qu'il s'agit d'une transformation. Il identifiera la source de cette transformation à une évolution positive de sa réflexion. Le socialisme qu'il invite à construire poursuit néanmoins les programmes sociaux dispensés par les missions sociales ainsi que l'appui aux PME et aux coopératives entamé au cours des dernières années. Toutefois, ces dernières ont gagné en importance dans le discours, passant de dynamique complémentaire à élément de transformation sociale. À cela s'ajoute une politique de transformation des relations de travail et de production en incitant à la cogestion des grandes entreprises, tant étatiques que privées. Les grands investisseurs seront encore invités à venir au Venezuela, mais l'attitude face à eux deviendra moins souple, et plutôt que de simplement leur prier d'investir en terre bolivarienne, ils seront invités dans la mesure où ils appuient le projet mis en place. De plus, afin de dépasser le coopératisme, Chávez a cherché à créer de nouvelles formes de liaison entre les entreprises appartenant à une même chaîne de production. Il propose également de dépasser l'individualisme capitaliste par des lieux de rassemblement communautaire afin que la production soit davantage connectée à l'expression démocratique des besoins.

Selon Lebowitz, cette idée de créer des réseaux communaux pour que l'échange et la production se fassent en fonction des nécessités identifiées collectivement de façon autogestionnaire proviendrait de Istvan Mészáros, auteur d'un ouvrage intitulé *Beyond Capital: Toward a Theory of Transition*, qui cherche à proposer une réinterprétation des œuvres de Marx pour trouver une nouvelle application plus actuelle de celles-ci.

Malgré cette évolution de la pensée économique, quelques idées fortes traversent toute la période. La première est celle de la mauvaise exploitation par l'État des ressources pétrolières avant son règne. Celle-ci aurait mené à la création d'un «rentisme» pétrolier à l'interne (CSD, t. 3, p. 65), et à une dépendance coloniale à l'externe. Ainsi, la récupération du contrôle étatique du pétrole a toujours occupé une bonne place dans son discours, et elle devait servir à alimenter une transformation de l'économie par un développement endogène.

CHAPITRE V

CIVILS, MILITAIRES, PARTI, ÉTAT ET CHEF

Les liens entre les civils et les militaires, entre le chef et le peuple et entre le parti et le peuple peuvent sembler a priori être des éléments disparates. Cependant, puisque notre démarche initiale consiste à comprendre la praxis superstructurelle¹¹⁰ de Chávez, les concepts qui expliquent la liaison des différents acteurs de la société à sa structure institutionnelle sont solidaires et particulièrement importants. Dans le cas de Chávez, puisqu'il est un ancien militaire et que plusieurs hauts gradés des forces armées ont occupé des postes dans son gouvernement, la conception qu'il propose à l'égard du rôle des militaires dans la société mérite d'être abordée. Elle est également un thème sur lequel il revient fréquemment. Par ailleurs, lorsque le qualificatif populiste est utilisé pour traiter de Chávez, il est question de la façon dont le chef d'État agit et conçoit son rôle par rapport aux électeurs (Hawkins, 2003, p. 1137, Arenas, 2006, p. 37). Chávez, à qui la question du populisme est directement posée, trouve des réponses et propose des avenues d'explication à son attitude par rapport à l'État, au peuple et aux partis politiques. Aussi, le qualificatif populisme est souvent attribué à des chefs d'État qui ont été des militaires avant de prendre le pouvoir. Donc, le lien établi par le dirigeant avec les forces armées n'est pas un élément négligeable pour comprendre le chavisme. Finalement, alors que Chávez avait gagné toutes les campagnes électorales à l'aide de son parti, le MVR, appuyé par quelques autres partis, il a décidé à la fin 2006 d'appeler à la formation d'une nouvelle organisation, le Parti socialiste unifié du Venezuela (Partido Socialista Unificado de Venezuela, PSUV). Ainsi, il importe de saisir ici aussi comment il compte faire le lien entre la population et les structures étatiques de pouvoir.

¹¹⁰ Voir chap. 1, section 1.1.

Dans l'introduction de l'entrevue qu'elle a faite avec Chávez, Marta Harnecker note plusieurs aspects qui en font un chef d'État hors du commun. Quelques-uns concernent directement les préoccupations de ce chapitre. Elle note d'une part que Chávez demeure un militaire qui a fait une tentative de coup d'État. Malgré cela, et malgré les démarches de ses opposants pour le chasser du pouvoir, il a préféré maintenir la voie constitutionnelle et institutionnelle pour demeurer au pouvoir après son élection en 1998. Or, dans les positions qu'il adopte au milieu des années 1990, bien que la voie pacifique soit privilégiée, il n'exclut pas le recours à la force si la droite tentait un coup d'État. Finalement, elle note qu'il est un dirigeant à prétention révolutionnaire qui n'est pas appuyé par un parti d'avant-garde (MH, p. 5-7). Puisque ces particularités sont argumentées par Chávez, elles constituent également des éléments de sa pensée politique. Ce chapitre se propose d'étudier ces questions en cherchant à faire des liens avec les éléments présentés dans les chapitres antérieurs. Trois concepts seront principalement étudiés au sein de ce chapitre : l'union civils-militaires, le leadership et l'idée de leader politique et finalement, celui de parti politique.

5.1 L'union civils-militaires

La question du lien entre les civils et les militaires au sein de la pensée de Chávez a occupé beaucoup d'attention dans les analyses de ce gouvernement. Frédérique Langué décrivait le gouvernement de Chávez comme étant de type «autoritaire et personnaliste qui reposerait sur l'exercice effectif du pouvoir militaire.» (2002, p. 133-134) Richard Gott soulignait quant à lui que, malgré ses intérêts pour la santé et l'éducation, Chávez demeure avant tout un militaire (2005, p. 265). Le passé militaire du président n'a pas manqué de rappeler les différentes dictatures qu'a connues le Cône Sud au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Toutefois, le régime de Chávez n'a pas aboli les partis politiques et a maintenu des élections. La pensée de Chávez à cet égard possède ses propres caractéristiques qui méritent d'être étudiées.

La doctrine qu'il présente par rapport aux liens que doivent entretenir les civils et les militaires possède des racines antérieures à la formation de son premier groupe politique.

Dans un texte de 1975¹¹¹, il réclamait l'union du peuple, et plaçait les militaires à l'avant-garde afin que ceux-ci défendent les garanties sociales (Chávez, 1992, p. 45). Il percevait alors les soldats comme devant être le bras armé du peuple et l'avant-garde est moins idéologique que militaire dans ce contexte. Cependant, la défense des garanties sociales accorde du même souffle un rôle politique à l'armée. En entrevue, Chávez admit à quelques reprises avoir été inspiré par les gouvernements de deux généraux : Torrijos au Panama¹¹² et Alvarado au Pérou¹¹³. Il avait été amené à connaître les idées de ces généraux lors de visites organisées pour les jeunes militaires. La conduite de l'État par ces hommes était selon lui un exemple positif de ce que peuvent faire des militaires au pouvoir, contrairement à Pinochet (DZ, p. 36-37).

L'union entre les civils et les militaires deviendra un élément important du chavisme. Elle est une réponse, une résonance dialogique de l'action des militaires pour neutraliser la révolte populaire lors du Caracazo en 1989. La répression du Caracazo avait laissé, selon lui, un goût amer chez bien des militaires qui percevaient leur fonction comme un devoir de défense du peuple, et non de contrôle par la force. Ainsi, il soutint à maintes reprises que les militaires eussent dû être là pour protéger et appuyer le peuple, non pour le massacrer (notamment ABM, p. 44). La résonance dialogique vibre également autour d'un rejet du puntofijisme, dont les pratiques corrompues auraient alimenté la perte d'éthique au sein de l'armée. Les nominations au sein de l'armée auraient été faites de façon partisane plutôt qu'en fonction des compétences¹¹⁴. Chávez soutient ainsi que pendant la période puntofijiste,

¹¹¹ Selon le récit qu'il en fait, Chávez aurait formé son premier groupe politique en 1977 (Chávez, 2007c, p. 17).

¹¹² Le gouvernement de Omar Torrijos au Panama fut instauré par un coup d'État militaire en 1968. Bien que dictatorial (abolition des partis politiques), il a obtenu un certain appui populaire, notamment des paysans, en instaurant des programmes sociaux (écoles et cliniques) dans les régions rurales. Il affichait ouvertement son amitié pour Fidel Castro et parvint à renégocier l'entente avec les États-Unis au sujet du canal de Panama. Torrijos mourut en 1981 dans un accident d'avion et céda la présidence à Antonio Noriega (del Pozo, 2004, p. 278).

¹¹³ Le gouvernement de Juan Velasco Alvarado s'instaura à la faveur d'un coup d'État en 1968 en opposition à la signature d'une entente pour l'exploitation du pétrole jugée trop avantageuse pour la compagnie exploitante, la International Petroleum Company. Il chercha à stimuler la mobilisation sociale par la création de mouvements de masses et déclencha une réforme agraire. Il fut chassé du pouvoir par un nouveau coup d'État en 1975 (del Pozo, 2004, p. 278-279).

¹¹⁴ Dans un article sur les relations entre les civils et les militaires au Venezuela, Miguel Manrique explique que malgré l'apolitisme des forces armées inscrit dans la Constitution de 1961, il s'était développé un système de nomination qui reposait sur la proximité entre les militaires et les partis

l'armée aurait été mise au service de l'oligarchie de la 4^e République (CSD, t. 1, p. 109-111), et aurait été contaminée par ses vices. Cette appréciation est également relayée par José Vicente Rangel, qui a été ministre de la Défense sous Chávez et fut le premier civil à avoir occupé cette fonction. Il confiait à Richard Gott que les politiciens de la 4^e République cherchaient à corrompre les hauts dirigeants de l'armée pour contrôler leur mécontentement. Il ajoutait que si la corruption avait calmé les hauts gradés, elle n'avait pas eu d'effets sur les échelons inférieurs. Il y a là l'identification de l'une des sources de la révolte militaire de février 1992 puisqu'elle était essentiellement composée d'officiers de moyens rangs (Gott, 2005, p. 270).

L'idée d'unir les civils et les militaires provient également d'une analyse de l'échec des mouvements de guérillas au Venezuela. Chávez reproche à ces mouvements de ne pas avoir maintenu une assise sociale (LB, p. 48), de s'être coupés de leur base d'appui populaire (MH, p. 12). Le choix de mener une lutte clandestine dans les montagnes dans les années 1960 et 1970 a isolé ces organisations du mouvement populaire, laissant bien des secteurs sans leaders et cadres pour orienter les masses (ABM, p. 340). Malgré la justesse de certaines des revendications des guérilleros, leur façon d'agir ne parvenait pas à mobiliser de façon vaste les pauvres du pays, et c'est ce qui aurait causé leur perte. C'est pour préserver le contact avec les masses que Chávez a décidé de ne pas répondre par la force aux attaques de l'opposition et de préserver la voie constitutionnelle.

Au départ, les mouvements politiques auxquels Chávez appartiendra demeureront essentiellement militaires. Cependant, à la suite du Caracazo, il prétend avoir compris que le peuple était prêt à accueillir l'intervention d'une faction de l'armée adoptant les positions qu'il proposait¹¹⁵. Il cherchera alors à faire des alliances avec des organisations civiles pour que le

politiques AD et COPEI. Ainsi, le choix des hauts dirigeants correspondait à une alternance d'allégeance politique (2001, p. 162 à 165).

¹¹⁵ Il demeure un certain flou dans les discours de Chávez quant au moment de l'intégration de civils dans son mouvement. Il est parfois question de leur intégration au début des années 1980, et parfois il semble que ce soit à la fin de cette même décennie. Lorsqu'il parle de son organisation politique au début des années 1980, les débats auxquels il se réfère, notamment sur l'utilisation du terme révolutionnaire au sein de son mouvement, se déroulent surtout avec des militaires. Il semble donc plus probable que l'intégration se soit faite plus tard. Chávez reconnaîtra lui-même que lors du coup d'État de 1992, il n'a pas réussi à réellement intégrer un mouvement de civils au putsch, et ce malgré les contacts qu'il avait établis. Ainsi, on peut constater que la réelle intégration de civils s'est développée à la suite du coup d'État, et c'est notamment ce qu'il affirme à Blanco Muñoz (ABM, p. 80).

putsch qu'il préparait soit réellement un acte où s'uniraient des civils et des militaires. Il cherchait à faire une union derrière un projet politique où des civils et des militaires partageraient les racines théoriques de l'action (ABM, p. 340). La tentative échoua cependant, puisque les organisations politiques civiles sur lesquelles il comptait pour appuyer sa démarche décidèrent de se retirer de l'initiative.

L'idée de la séparation des militaires et des civils est mauvaise aux yeux de Chávez. Il préfère croire qu'il faut unir ces deux groupes dans des objectifs communs plutôt que de les maintenir formellement séparés. Alors, le nationalisme devant alimenter l'union du peuple-pauvre derrière un projet politique touche également les militaires. Ce rapprochement entre les militaires et les civils dans le projet politique qui constitue la nation s'explique notamment par l'origine économique des militaires vénézuéliens. Il disait en ce sens que l'armée est souvent du côté de la droite, mais dans le cas du Venezuela, sa composition essentiellement originaire des classes défavorisées ou des petites classes moyennes la rend différente. Les fils de familles aisées qui s'enrôlaient se voyaient souvent rejetés par le groupe à cause de leur origine socio-économique (LB, p. 42 à 44). Puisque les militaires provenaient en grande partie des classes¹¹⁶ qu'il cherche à réunir pour former la nation, il devenait également possible de penser à unir les civils et les militaires autour de son projet de transformation sociale.

Cette réponse s'approfondira pour devenir un élément doctrinaire appuyé par des citations diverses de Bolívar, et d'autres dont Mao Tsé-Toung, à qui Chávez attribue l'idée que «le peuple est à l'armée ce que l'eau est au poisson» (notamment MH, p. 8 et CSD, t. 6, p. 256). Il fera également référence à Ezequiel Zamora, dont l'histoire raconte qu'il portait deux chapeaux l'un par-dessus l'autre. Le premier était un chapeau paysan, représentant le peuple, et le second un képi militaire. Ils symbolisaient ainsi, selon Chávez, l'union civils-militaires (CSD, t. 3, p. 93-94).

L'union entre les civils et les militaires est en fait la volonté d'une coopération, voire d'un brouillage des frontières entre les civils et les militaires pour qu'ensemble, ils poursuivent la défense de l'intérêt de la nation. Il est donc parfois question de faire une fusion entre les civils et les militaires, de façon à éliminer la division entre ces deux groupes pour

¹¹⁶ L'utilisation du terme classe correspond ici à l'utilisation qu'en fait Chávez (Voir chap. 4, sect. 4.1).

qu'ils soient perçus comme un ensemble qui défend le même projet (ABM, p. 347). L'union civils-militaires doit ainsi servir à appuyer le développement du projet national, et se manifeste par la nécessité d'utiliser les ressources de l'armée pour appuyer le développement social et économique de la nation (CSD, t. 1, p. 28-29 et 121). Ce sont effectivement les ressources de l'armée qui défendent le système démocratique du pays puisque c'est à eux qu'est conféré le mandat de surveiller les élections. Sans l'appui des militaires, les élections de 1998 auraient, selon Chávez, pu se terminer par un coup d'État (LB, p. 41-42). Il a aussi la conviction que les ingénieurs et spécialistes de différents domaines qui sont dans l'armée ne peuvent demeurer enfermés dans les casernes et doivent contribuer au développement (CSD, t. 1, p. 28-29). Il lancera rapidement une série de plans nationaux dans lesquels il exigeait que les forces armées réalisent des programmes avec les populations locales pour contribuer à leur développement. Ces plans (Bolívar 2000, Casiquiera 2000, Avispa...) étaient faits pour que les militaires agissent auprès des communautés afin de les aider à satisfaire les besoins de première nécessité. L'idée de tels plans a surgi à la suite des inondations de Vargas en décembre 1999 lors desquelles les forces armées ont été appelées pour secourir les sinistrés. Elle a été maintenue et étendue à d'autres secteurs, en cherchant à utiliser les militaires pour secourir les affamés, construire des routes et des habitations ou assurer le transport à des endroits éloignés (MH, p. 42-45). Chávez note qu'à plusieurs endroits, ces plans ont permis aux militaires de tisser des liens avec les organisations populaires et communautaires. Des gradés ont ainsi été perçus comme des leaders respectés dans les communautés. En se présentant par la suite aux élections, ils ont remporté les sièges. Chávez se félicite de ce genre de coopération : lorsque les forces armées contribuent directement au bien-être du peuple. Il ne demande cependant pas aux militaires de prêter allégeance à la révolution, mais simplement de soutenir les œuvres sociales (LB, p. 91). Ainsi, c'est à l'institution qu'il demande de prêter main-forte au projet, brouillant alors la division entre la fonction de l'institution militaire et le projet politique qu'il met de l'avant.

La contribution des militaires ne s'est pas limitée aux plans. Dès la formation de son premier gouvernement, Chávez a convoqué plusieurs militaires pour faire partie de son équipe. Puisque son mouvement possédait ses racines originaires dans les forces armées, une telle dynamique n'est pas surprenante. Toutefois, elle attira tout de même certaines critiques que Chávez réfute en soutenant que si les militaires sont formés pour diriger, ils peuvent

également contribuer à des projets participatifs et démocratiques. Il se prend alors en exemple : lorsqu'il a été exilé par ses supérieurs militaires dans une région lointaine, il organisait des activités avec la collectivité locale, tant par l'appui à la réfection d'infrastructures que par l'organisation de rassemblements sportifs et culturels (MH, p. 42). Ainsi, la participation de militaires au sein de son gouvernement ne lui semble pas contradictoire, tant que ceux-ci, lorsqu'ils assument un rôle dans l'appareil gouvernemental, respectent l'institution et les modes de fonctionnement établis, et cherchent à favoriser la participation. Par de telles mesures, les forces armées participent directement au développement du pays. Cependant, pour Chávez, cette dynamique ne doit pas être à sens unique et le peuple doit également contribuer au développement des forces armées.

Chávez croit nécessaire de donner une plus grande place délibérative aux militaires (CSD, t. 1, p. 123), et ceux-ci ont obtenu le droit de vote par la nouvelle constitution. Il croit que les forces armées doivent augmenter l'enseignement philosophique des recrues afin qu'elles saisissent mieux leur rôle et leur place dans la société. Pour cette tâche, ce sont les civils qui pourront appuyer les militaires. Dans la proposition de constitution qu'il déposait à la première séance de l'Assemblée constituante (Chávez, 1999), il suggérait aussi de rendre le service militaire obligatoire de façon à ce que toute la population appuie l'armée dans ses fonctions. Dans la Constitution de 1999, un chapitre complet est dédié à la sécurité de la nation (República, 2000, titre 7). Dans celui-ci, il est clairement indiqué que la défense de la sécurité de la nation est une coresponsabilité de l'État et de la société civile. Ainsi, il est également du devoir des civils de contribuer aux tâches de défense qui étaient autrefois confiées aux militaires, et c'est la fortification de l'union entre les civils et les militaires qui doit permettre de protéger le Venezuela contre les possibles agressions impériales (PA, p. 34-38). Même si les militaires sont quelques fois allés à l'encontre du peuple, il croit que l'armée vénézuélienne se nourrit de son contact avec le peuple, et que cela doit être préservé (ABM, p. 38).

C'est en pensant qu'il avait la confiance de l'appareil militaire qu'il ne craignait pas un coup d'État appuyé par les forces armées. Cependant, lorsque celui-ci survint en avril 2002, il eut la conviction qu'il ne s'agissait que d'une minorité au sein de l'armée qui s'opposait à lui (MH, p. 48). Ainsi, la résolution du coup d'État, qu'il estime être le produit de l'union entre la

conscience populaire et de la conscience des forces armées, est le signe de la nécessité de cette union (CSD, t. 6, p. 653). Une partie de cette réussite est justement attribuable aux contacts grandissants entre les militaires et les plus pauvres qu'ont permis les différents plans mentionnés plus haut (LB, p. 130). La révolution possède deux pôles : les militaires et les civils, et c'est leurs interrelations grandissantes qui devraient permettre de la faire croître et de la défendre. Il en fut ainsi, selon Chávez, lors de la récupération du contrôle de la PDVSA, alors que des civils et des militaires ont travaillé conjointement pour rétablir le fonctionnement de l'entreprise pétrolière sabotée par les opposants.

En résumé, l'union des forces civiles et militaires et un canal privilégié par Chávez pour faire avancer la révolution. Elle procède par un brouillage de la frontière entre l'institution militaire et les civils, en permettant aux militaires de participer dans la vie politique par le droit de vote et l'obtention de postes dans la fonction publique. Elle se réalise également par l'utilisation des forces armées pour participer aux programmes sociaux et économiques qui visent le développement de la nation. Elle invite également les civils à participer aux tâches antérieurement assignées aux militaires, telles que la défense de la nation et du territoire. Cette dernière tâche s'accomplit cependant par un renforcement de l'institution militaire elle-même, par des allocations budgétaires supplémentaires. En somme, la division entre civils et militaires se brouille pour que les fonctions sociales et de défense de l'État soient partagées de manière coopérative par l'institution militaire, qui garde tout de même le contrôle des armes et des budgets conférés à la défense nationale, et la participation des civils.

5.2 La relation entre le président et les électeurs

Les arguments qui reprochent à Chávez d'être un dirigeant populiste traitent principalement de la relation entre le président et les électeurs. Le lien entre le président et les votants serait de nature charismatique et ne serait pas «médié» par un parti institutionnalisé (Hawkins, 2003, p. 1137). Toutefois, certains auteurs se gardent de percevoir Chávez comme un populiste : «*He is not [...] a populist like Perón*» écrivait Richard Gott (2005, p. 6). La question du parti politique sera abordée dans la section suivante, et dans celle-ci, nous aborderons la façon dont Chávez perçoit la relation qu'il doit entretenir avec la population en tant que président.

Chávez est bien conscient qu'une partie de la gauche vénézuélienne refuse de s'associer à lui, et s'y refusait déjà au milieu des années 1990, car elle le juge messianique (MH, p. 34). Elle percevait le messianisme comme préjudiciable au mouvement de masse. Selon Chávez, la crainte à son égard entretenue par une bonne partie de la gauche explique pourquoi il a dû s'alimenter chez les militaires actifs et à la retraite pour s'entourer dans la formation de son mouvement et de son gouvernement. Malgré ces reproches, il sait être le leader central de son mouvement et attirer des réactions émotives à son passage (MH, p. 109). Toutefois, il ne perçoit pas son leadership comme ayant été imposé. Il s'agit plutôt, selon lui, d'un leadership naturel :

Je ne suis pas le leader parce que Chávez a décidé de l'être. Je suis sorti de prison et j'ai regardé ce qui se passait dehors, je suis sorti à parcourir le pays en essayant d'organiser les gens. En accomplissant ces tâches, un leadership naturel a surgi que je ne peux déléguer à quelqu'un d'autre par caprice, pression ou accord. Je crois dans les leaderships naturels, pas dans ceux qui sont imposés. Et si je me rends compte que mon leadership s'affaiblit jusqu'à mettre en danger le processus et que surgit un autre leader, je n'aurai aucun problème à l'appuyer, aucun¹¹⁷.

En lisant cette citation, on comprend bien que Chávez assume sa position de dirigeant, mais que celle-ci ne repose pas sur une attribution démocratique à travers un processus de course à l'investiture. Son leadership est naturel, et c'est dans ce caractère qu'il tient sa qualité. Il perçoit sa fonction de dirigeant du parti et de président comme étant un devoir d'utiliser ce leadership naturel pour stimuler la mobilisation des masses et inciter à leur organisation par la transmission d'une conscience collective qui permette la transformation (MH, p. 29). Une telle interprétation de son rôle l'amène à ne pas dépeindre de manière complètement négative les *caudillos*¹¹⁸, sans pour autant accepter ce qualificatif pour lui-

¹¹⁷ Notre traduction de : «*Yo no soy el líder porque Chávez ha decidido serlo. Yo salí de la cárcel a la calle a ver qué pasaba, salí a recorrer el país y a tratar de organizar a la gente. Realizando esas tareas surgió un liderazgo natural que no puedo delegar en otra persona por capricho, por presiones o por acuerdos. Creo en los liderazgos naturales, no en los impuestos. Y si me doy cuenta que se debilita mi liderazgo al extremo de poner en peligro un proceso y surge otro líder, no tendré ningún problema en apoyarlo, ninguno.*» (MH, p. 29)

¹¹⁸ Le terme *caudillos* est le nom qu'on utilise pour désigner certains dirigeants politiques en Amérique latine en fonction de leurs caractéristiques. Del Pozo en donne la définition suivante : «Ils se caractérisaient par l'emploi habituel de la force et de la violence, soit pour arriver au pouvoir, soit pour s'y maintenir, et c'est par le culte de la personnalité du chef et la création de groupes de soutien qui

même. Bien qu'il rejette la trop grande valeur accordée à certains caudillos, assimilés à des dieux, il rejette également la négation du rôle individuel de certaines personnes dans les processus sociaux d'envergure. Il propose donc, entre ces deux chemins, d'utiliser le pouvoir des leaders pour stimuler la conscience et diffuser des idées et des projets de transformation sociale (ABM, p. 171-172). Il croit ainsi pouvoir stimuler la participation et faire en sorte que les différents projets de transformation sociale viennent directement de la population qui en sera bénéficiaire. Il reconnaît que le statut particulier du leader peut mener à des dérives, notamment lorsque des dirigeants militaires se croient au-dessus du peuple. Alors, le lien entre le leader et le peuple peut mener à la dictature (ABM, p. 345). Il sait aussi que certains ne se reconnaîtront pas dans le leader, mais croit cependant qu'il est possible de prendre des distances par rapport au seul chef pour regarder le processus dans lequel il s'inscrit. Il devient dans ce cas possible de voir que malgré l'attention apportée au chef, celui-ci s'inscrit dans un processus large qui incite à la participation, et non à la dictature.

Pour compléter cette réflexion, il dira que la conscience nécessaire aux transformations sociales ne peut émerger d'elle-même : il faut la stimuler et ainsi, accumuler des forces. Il sait qu'un certain messianisme entoure son personnage, mais croit que celui-ci est un instrument qu'il faut diriger vers un projet politique (ABM, p. 601). Il soutient ainsi que dans le cas de Cuba, il n'y aurait probablement pas eu de direction au processus s'il n'y avait pas eu Fidel Castro pour l'orienter (ABM, p. 171). Le rôle du leader est donc de contribuer à l'éveil de la conscience collective, de faire émerger le processus de changement et de le diriger. Il est en ce sens autant nécessaire d'utiliser le messianisme que de le combattre afin que le processus ne dépende pas d'un seul homme (MH, p. 29). Pour ce faire, il faut contribuer à l'organisation collective de manière suffisante pour que puissent surgir de nouveaux leaders qui poursuivront la direction du mouvement. L'organisation du peuple n'est pas seulement au niveau communautaire, mais il croit également que son rôle est de stimuler l'organisation de la classe ouvrière, des étudiants et des paysans par exemple (LB, p. 65).

maintenaient des liens de fidélité personnelle avec le leader.» (2004, p. 60-61) Chávez fait davantage référence au culte de la personnalité qu'à l'aspect de la force physique et de la violence de cette définition. Pour lui, les *caudillos* sont plutôt des dirigeants dont le rôle, à certaines époques historiques, fut de mobiliser les masses, de les représenter de telle façon que le peuple s'y identifie et ce, sans processus formel ou légal de légitimation (ABM, P. 171). Pour Chávez, le *caudillo* peut parfois être un exemple de leadership naturel.

Voilà comment, malgré son leadership très assumé, il peut en même temps prétendre qu'il est transporté par l'ouragan du peuple, et que c'est le peuple, conjointement aux militaires, qui sont les véritables héros de ce processus (CSD, t. 6, p. 653). Chávez, quant à lui, est là pour donner une direction à la conscience populaire qu'il réveille. Lorsqu'elle s'éveille, la force populaire doit être canalisée, car sinon elle risquerait de déborder et d'emporter avec elle les institutions, comme ce fut le cas lors du Caracazo (CSD, t. 1, p. 13). Pour la canaliser, il faut chercher à organiser le peuple conscient pour qu'il prenne en charge le processus de transformation. C'est ainsi qu'il se défendra d'être un populiste, car selon lui, les populistes se seraient contentés de répartir des biens de première nécessité¹¹⁹, alors qu'il essaie plutôt de stimuler l'organisation communautaire afin que les gens se prennent en main (MH, p. 109-110).

Avec une telle perception de son rôle de leader, il estime nécessaire de pouvoir communiquer avec le peuple directement pour stimuler le réveil de la conscience et l'orienter afin qu'elle ne s'éparpille pas. Étant donné la mauvaise presse qu'il a longtemps eue dans son pays, il devenait nécessaire pour lui de contourner les médias traditionnels et de chercher à s'adresser directement au peuple (MH, p. 87-89). C'est ainsi que se sont développées les émissions de radio puis l'émission télévisée *Aló Presidente*¹²⁰, comme moyen de continuer à réveiller les consciences et à orienter la force populaire qui appuyait le projet de Chávez. Selon lui, c'est la partialité des médias de son pays qui le force à s'adresser directement au peuple, sans médiation institutionnelle.

Cette vision du leader, en tant que possesseur de qualités naturelles qui lui permettent de stimuler et de canaliser l'organisation, est cohérente avec sa définition de la nation (voir chap.

¹¹⁹ La définition qu'il donne ici du populisme correspond davantage à la définition du clientélisme. Hawkins définit trois différents modes de liaison entre les élus et les votants : le lien programmatique correspond à un échange de votes contre l'application de politiques particulières, le lien clientéliste correspond à l'échange de votes contre des incitatifs directs et le lien charismatique, plus proche du populisme, se caractérise quant à lui par l'échange de votes contre la promesse de changement radical par une personne dont les qualités et les habilités sont telles qu'il est presque divin (Hawkins, 2003 p. 1138).

¹²⁰ *Aló presidente* est un programme diffusé presque tous les dimanches dans lequel le président, à la manière d'un animateur de *Talk Show*, commente les actualités de la semaine et les actions du gouvernement en interviewant différentes personnes du régime, dont les ministres. Pendant l'émission, il reçoit également des appels de citoyens qui présentent leurs problèmes et cherche à présenter des solutions à ceux-ci. Les émissions passées et leur retranscription sont disponibles dans Internet : <http://www.alopresidente.gob.ve/> (consulté le 10 mai 2008).

3, sect. 3.1-3.3). Selon lui, la nation est caractérisée par le passé commun et le désir du présent partagé, mais surtout par un projet orienté vers le développement futur. Il faut donc proposer des projets dont le peuple s'appropriera, et ainsi, la nation existera. C'est le rôle du leader de réveiller les consciences et de les canaliser afin que la nation existe et se réalise. Toutefois, puisque le projet qu'il met de l'avant prétend également être démocratique et participatif, la direction qu'il prétend donner à travers son leadership incite à la participation et à l'organisation.

5.3 Le parti et le peuple

Cette idée du leader comme étant celui qui réveille les consciences et guide l'action d'un groupe social est celle que Gramsci attribue au parti¹²¹. Chávez est conscient de ne pas avoir une telle organisation, et il en établit quelques causes. L'initiative de mobilisation du MBR-200 de 1994 à 1997 s'approchait du rôle d'un parti de formation, d'organisation et de direction du mouvement populaire. Il ne poursuivait toutefois pas des fins directement électorales puisque d'une part, il appela à l'abstention lors de plusieurs élections au milieu des années 1990 et d'autre part, dans une déclaration faite depuis la prison en 1993, Chávez disait que son mouvement, le MBR-200, n'était pas un parti politique (au sens d'organe électoral) et n'allait pas le devenir. Les partis politiques traditionnels et le système électoral étaient à ses yeux trop dépréciés pour qu'il vaille la peine de s'investir à ce niveau avant qu'il n'y ait eu des transformations profondes de la structure politique. Il prétendait plutôt fonder un mouvement politico-social dont l'objectif serait de travailler à faire ces changements structurels (Chávez, 2007b, p. 39-40). On comprend alors que s'il refuse l'appellation de parti, c'est en référence au rôle électoral de ceux-ci, et non de leur caractère de formation, d'organisation et de direction pour la transformation sociale.

Lorsque survint le sondage en 1997 qui donnait Chávez comme candidat potentiellement victorieux de l'élection présidentielle de 1998, il décida, avec la direction du

¹²¹ La référence à Gramsci n'est pas innocente puisque Chávez l'invoque lorsqu'il est question de l'organisation de son parti (MH, p.104). Pour Gramsci, «[le parti] est l'organisation la plus apte à transformer les rapports culturels, à former des cadres intellectuels nouveaux et à renverser l'hégémonie de la classe dominante» (Piotte, 1970, p. 72). Chávez cherchera à développer un tel parti, mais il n'adopte pas la définition marxiste des classes.

MBR-200, d'appeler à la fondation d'un parti électoral qui sera baptisé Mouvement cinquième république (MVR¹²²). Il croyait qu'en remportant la présidence, il posséderait les pouvoirs nécessaires pour lancer le processus de transformations révolutionnaires qu'il promettait. Les deux organisations se sont d'abord maintenues de façon parallèle pendant un certain temps, et Chávez prétendait, six mois avant l'élection qui l'a porté au pouvoir, que le MVR avait été fondé pour la conjoncture et qu'il n'était pas certain qu'il y survive (ABM, p. 600). Ainsi, il disait vouloir préserver les deux organisations puisqu'elles avaient des profils distincts. Le MVR, dans lequel avaient été invités les membres du MBR-200, était fondé pour des fins électorales alors que le MBR-200 avait une plus longue histoire et des assises plus solides.

Chávez reconnaîtra que la formation très rapide du MVR pour les élections fut une erreur (LB, p. 67)¹²³. Cette démarche y a fait entrer plein d'arrivistes et a effrayé plusieurs militants de longue date qui craignaient la démarche électorale¹²⁴. De plus, la présence d'arrivistes a fait en sorte que plusieurs élus se sont retournés contre le projet une fois au pouvoir, et Chávez estime qu'il aurait dû être plus apte à contrôler les nominations pour éviter ce genre de problème. Bien qu'elle soit demeurée une machine électorale efficace, Chávez regrettera que son parti soit devenu une machine essentiellement tactique, qui a laissé de côté la réflexion stratégique et idéologique (MH, p. 97). Le parti est selon lui essentiel lorsqu'il est démocratique et participatif, permet la réflexion stratégique et génère une idéologie (DZ, p. 117). Le MVR n'a pas réussi à devenir un appareil de formation de cadres politiques, tant pour la mobilisation que pour appuyer le gouvernement en occupant des postes dans la fonction publique (MH, p. 38). Tout en préservant sa fonction de leader, Chávez regrettera de ne pas avoir une organisation politique pour l'appuyer dans cette démarche. Cependant, en

¹²² En castillan, le son des lettres «b» et «v» est identique. En nommant son parti MVR, il préserve ainsi la même sonorité pour le sigle du parti électoral que pour le mouvement auquel il appartenait depuis longtemps.

¹²³ William E. Izarra, qui a participé à la fondation du MVR au sein du comité de direction prétendait que l'approche rapide des élections a fait en sorte que la direction nationale du MVR a laissé de côté les pratiques démocratiques et celles qui donnaient de la place aux militants de la base pour favoriser des décisions prises par le sommet de l'organisation (2001, p. 123).

¹²⁴ Au milieu des années 1990, le MBR-200 appelait à l'abstention en expliquant que le processus électoral était un processus créé par les élites où s'affrontent leurs intérêts sans qu'une possibilité existe de changer réellement les choses. Le MBR-200 affirme toutefois qu'il préservera des liens avec certains groupes qui participent aux élections. (Le texte intégral d'un tract du MBR-200 sur les élections de 1993 est recopié dans le livre de Blanco Muñoz (ABM, p. 179).

tant que dirigeant du parti, il dit essayer d'insuffler une dynamique de formation et d'organisation de cadres politiques, mais se permet de préserver une distance envers ces organisations. Il ne se sent pas attaché à elles et soutient que les organisations de ce genre sont conjoncturelles, et que si elles s'emplissent de puristes radicaux qui se détachent de la réalité, elles deviennent inutiles (ABM, p. 600).

C'est à partir de 2001 qu'il constate plus sérieusement le manque d'une organisation politique qui puisse réellement appuyer le processus. Chávez se dit alors confronté au problème du manque de cadres pour appuyer la base puisque la majeure partie de ceux-ci ont été absorbés par des charges gouvernementales (LB, p. 52-53). Il cherchera alors à stimuler l'organisation par deux voies distinctes. Par la première voie, il tentera de vivifier l'organisation de la société par l'appel à la formation de cercles bolivariens. Ceux-ci n'étaient pas exactement des cellules de base d'un parti, puisqu'ils ne devaient pas reposer sur l'adhésion à un programme, mais sur la réunion de gens partageant un même statut (femmes, jeunes, vieux...) afin qu'ils contribuent au développement de projets locaux de transformation sociale. Ces cercles devaient se charger de tâches communautaires directes, par exemple de porter assistance aux aînés du quartier ou de faire du reboisement. Les cercles bolivariens ne devaient pas profiter d'appuis financiers du gouvernement, mais s'organiser par eux-mêmes afin que les problèmes locaux et communautaires ne soient pas uniquement pris en charge par les instances gouvernementales (CSD, t. 3, p. 419). La formation de ces cercles devait mener à la relance du MBR-200, dont l'activité s'était considérablement réduite depuis la formation du MVR. Le MBR-200 devait se reconstruire sur de nouvelles bases et devenir un instrument d'organisation populaire directe afin de générer un mouvement de masse (CSD, t. 3, p. 336 et 339-370; MH, p. 98). Dans ce mouvement, les membres des différents partis politiques qui appuyaient la révolution devaient trouver un lieu de rencontre pour mobiliser la base indistinctement de leur affiliation respective (MH, p. 99). Ce genre de politique sera repris plus tard avec l'instauration des différentes missions sociales, dans lesquelles les communautés locales sont invitées à s'investir pour les faire fonctionner. Elle prendra plus tard la forme des conseils communaux dont l'objectif était plus clairement établi : ceux-ci devaient travailler au développement économique.

La seconde voie concernait directement le MVR. Pour appuyer la formation des cercles boliviariens et du MBR-200, Chávez espérait travailler à faire du MVR un parti de cadres dont les membres, formés idéologiquement et stratégiquement, appuieraient la mobilisation populaire locale (CSD, t. 3, p. 348). Les membres du MVR, ainsi que ceux des autres partis appuyant la révolution bolivarienne, devaient orienter politiquement l'action des cercles boliviariens (CSD, t. 3, p. 407). Pour ce faire, le MVR devait devenir une instance de formation de cadres. Ainsi, si Chávez reconnaissait que le parti avait accompli sa première mission par les nombreuses victoires électorales, il lui restait à franchir le second pas, celui de former des cadres pour appuyer le processus.

La division entre les différents partis de sa coalition représente cependant un obstacle à ces réalisations. Il se sent ainsi obligé de réitérer à plusieurs reprises que la révolution est celle du peuple, et non d'un seul parti, et il en va de même pour la PDVSA, les cercles boliviariens et d'autres initiatives du même genre.

C'est ainsi qu'il décida en décembre 2006 de travailler à reconstruire un parti politique (Chávez, 2007c). Lors d'un discours prononcé quelques jours après sa réélection à la présidence, il appellera tous les partis politiques qui sont membres de sa coalition à s'unir pour former un seul parti, le Parti socialiste unifié du Venezuela (Partido Socialista Unido de Venezuela – PSUV). Il invitait alors les militants de la base à recréer les listes de militants dans chaque quartier afin de recommencer l'organisation politique à partir de la base. Chaque circonscription devait ainsi reprendre le débat sur le socialisme et chercher à nommer de nouveaux dirigeants locaux afin de favoriser leur ancrage réel dans les communautés. Il s'agissait de bâtir une organisation véritablement démocratique, dont les décisions proviendraient de la base, qui formerait les militants et choisirait des dirigeants à l'éthique exemplaire. Ce parti devait éviter les écueils du centralisme stalinien et s'assurer que le pouvoir ne soit pas accaparé par une élite.

Également, l'unification des différents partis a pour but d'éviter les querelles entre les membres de la coalition de Chávez. Il prétend que ceux-ci (PPT, Podemos, PCV) adoptaient de plus en plus une attitude sectaire par laquelle il réclamait des pouvoirs relatifs au nombre de voix obtenues aux élections. Contre cette tendance incitant à la division, Chávez prétend que la construction du socialisme nécessite un parti unitaire qui rassemble le peuple plutôt

que de le diviser en factions. L'organisation de manière unitaire devrait permettre selon lui de former plus efficacement les membres et de mener le combat pour le socialisme avec plus de force.

5.4 conclusion

Au centre des diverses relations entre le peuple, l'armée, le parti et le chef, Chávez exprime toujours l'idée de réveiller la conscience du peuple et de contribuer à son organisation. La fonction de mobilisation est centrale, et elle s'accorde bien avec l'idée de nation comme idée transcendante devant permettre d'unir le peuple-pauvre derrière un projet commun. Chávez a oscillé entre différents moyens pour alimenter cette mobilisation. D'une part, l'union entre les civils et les militaires devait permettre de faire profiter à la nation de l'organisation des militaires, et d'intégrer la nation dans les objectifs militaires de défense du territoire et de la souveraineté. Pour que cette union porte ses fruits, il a cherché à augmenter le poids délibératif des militaires et à brouiller la frontière entre l'institution et les membres de la société.

Chávez sait occuper une place centrale dans le processus vénézuélien et il attribue cette situation à son leadership naturel. Il sait également que son personnage a pris des allures messianiques. Oscillant entre l'idée qu'il est nécessaire d'utiliser cette caractéristique ou qu'il faille la combattre, il prétend dans les deux cas que l'objectif est d'utiliser son poste et son leadership pour stimuler l'organisation et la conscience, car si son leadership est important, il ne serait rien sans un courant social fort qui impulse et soutient le processus révolutionnaire. Toutefois, l'organisation des masses doit être dirigée, orientée, afin que les efforts collectifs soient fructueux. Pour donner cette orientation, il propose autant d'utiliser la présidence de la République, à l'aide de son leadership naturel, que le parti lorsqu'il fonctionnera bien ou l'État en créant de nouvelles institutions qui correspondent au projet.

Plusieurs tentatives d'organisation de masse et de parti politique ont été défendues par Chávez. Son parti d'origine, le MVR, a été fondé rapidement et s'est avéré être une machine électorale efficace. Cependant, il ne parvenait pas à remplir les autres fonctions, c'est-à-dire à former des cadres et à alimenter les différentes initiatives locales d'une même vision stratégique, tout en fournissant les ressources humaines avec la formation nécessaire à ce

que de le diviser en factions. L'organisation de manière unitaire devrait permettre selon lui de former plus efficacement les membres et de mener le combat pour le socialisme avec plus de force.

5.4 Conclusion

Au centre des diverses relations entre le peuple, l'armée, le parti et le chef, Chávez exprime toujours l'idée de réveiller la conscience du peuple et de contribuer à son organisation. La fonction de mobilisation est centrale, et elle s'accorde bien avec l'idée de nation comme idée transcendante devant permettre d'unir le peuple-pauvre derrière un projet commun. Chávez a oscillé entre différents moyens pour alimenter cette mobilisation. D'une part, l'union entre les civils et les militaires devait permettre de faire profiter à la nation de l'organisation des militaires, et d'intégrer la nation dans les objectifs militaires de défense du territoire et de la souveraineté. Pour que cette union porte ses fruits, il a cherché à augmenter le poids délibératif des militaires et à brouiller la frontière entre l'institution et les membres de la société.

Chávez sait occuper une place centrale dans le processus vénézuélien et il attribue cette situation à son leadership naturel. Il sait également que son personnage a pris des allures messianiques. Oscillant entre l'idée qu'il est nécessaire d'utiliser cette caractéristique ou qu'il faille la combattre, il prétend dans les deux cas que l'objectif est d'utiliser son poste et son leadership pour stimuler l'organisation et la conscience, car si son leadership est important, il ne serait rien sans un courant social fort qui impulse et soutient le processus révolutionnaire. Toutefois, l'organisation des masses doit être dirigée, orientée, afin que les efforts collectifs soient fructueux. Pour donner cette orientation, il propose autant d'utiliser la présidence de la République, à l'aide de son leadership naturel, que le parti lorsqu'il fonctionnera bien ou l'État en créant de nouvelles institutions qui correspondent au projet.

Plusieurs tentatives d'organisation de masse et de parti politique ont été défendues par Chávez. Son parti d'origine, le MVR, a été fondé rapidement et s'est avéré être une machine électorale efficace. Cependant, il ne parvenait pas à remplir les autres fonctions, c'est-à-dire à former des cadres et à alimenter les différentes initiatives locales d'une même vision

CHAPITRE VI

CONCLUSION

La présente étude cherchait à saisir la cohérence de la doctrine qui fait l'unité et la cohésion des différentes politiques et mesures mises de l'avant par Hugo Chávez Frías à travers les discours, les entrevues et les écrits qu'il a produits. Cette doctrine, baptisée chavisme, est présentée comme la source de légitimation, la base idéologique de l'hégémonie mise en place par le gouvernement de ce président. Nous avons commencé l'étude en supposant qu'une telle doctrine existait malgré les modifications, parfois importantes, des termes politiques qu'il utilise (socialisme, impérialisme). Pour la discerner, il nous fallait chercher, dans ses discours, entrevues et écrits, l'unité qu'il cherche à attribuer à ses actions, c'est-à-dire la doctrine qui justifie les politiques particulières en les plaçant dans une pensée politique englobante. Il s'agissait de retrouver, malgré la variété des objets de sens de ses interventions, le dessein commun à celles-ci. Cette démarche était inspirée par une recherche dans quelques études sur la pensée politique de personnages importants (Lénine, Gramsci, Guevara, Perón et Castro) ainsi que par les travaux de Bakhtine (1977 et 1984) sur la philosophie du langage. En prenant appui sur certains éléments théoriques de la pensée de Freitag, nous considérons la doctrine ainsi trouvée comme étant l'expression d'une praxis superstructurelle dont le rôle est de modifier les institutions qui reproduisent la société et de maintenir le nouvel équilibre institutionnel ainsi créé.

Pour saisir cette doctrine, il nous est apparu essentiel de débiter par la présentation de la trame historique dans laquelle elle s'est développée. Nous ne cherchions pas à trouver un déterminisme allant du déroulement des événements à l'évolution du chavisme. L'évolution de la doctrine était jugée contingente. Il apparaissait tout de même nécessaire de présenter les

événements historiques comme facteurs potentiellement importants pour la compréhension du chavisme.

La présentation de la trame historique nous a permis de cerner des éléments clefs de l'effondrement d'un équilibre institutionnel, dans lequel Chávez, en tant qu'acteur ayant contribué à l'ébranlement des institutions, est devenu une figure importante qui a pu gagner la confiance suffisante pour proposer une voie de transformation des institutions. Si la source du vacillement d'un État, qui était pourtant qualifié d'exception démocratique pour souligner la stabilité du régime qui y régnait depuis 1958, n'est pas seulement le chavisme, la nouvelle hégémonie qui s'est imposée pour donner le coup de grâce à l'ancien système est bel et bien cette doctrine. Il a fallu un certain temps pour qu'elle s'établisse au sein d'une situation hégémonique avec plus de stabilité, mais comme le soulignait López Maya (2006, p. 14), la légitimité du groupe d'acteur qui détient le pouvoir et met en place un projet pour l'ensemble de la société semble se consolider.

Dans la partie principale de notre développement, nous avons approfondi les concepts qui constituent le cœur de la pensée de Chávez en les articulant entre eux en fonction de leur logique d'organisation au sein du matériel étudié. Notre hypothèse de départ anticipait une doctrine essentiellement structurée comme réponse à l'appréciation du contexte qui prévalait à la suite de l'effondrement du *puntofijismo*. La réponse visait, par l'organisation d'un processus de réécriture de la Constitution, à recréer une unité de la population considérée comme exclue par le modèle précédent, et à lui donner du pouvoir politique par un renouvellement de la démocratie. Cette unité passait également par la fondation d'une idéologie nouvelle reposant en grande partie sur une valorisation d'acteurs historiques associés à la guerre d'indépendance et à la guerre fédérale. Elle menait également à la redéfinition du modèle économique pour privilégier un modèle moins axé sur l'appât du gain individuel et davantage dirigé vers la construction d'un modèle collaboratif. Nous soulignons en terminant que l'intention qui émanait des discours était de construire un modèle original qui servirait de base pour établir de nouvelles solidarités tant au Venezuela qu'avec les autres pays du sous-continent sud-américain.

Il est utile de rappeler, avant de présenter la synthèse des résultats, que Hugo Chávez Frías est toujours président du Venezuela. À ce titre, il nous apparaissait important d'arrêter

notre recherche à la fin 2006, afin de ne pas devoir continuellement réajuster nos propos en fonction de ses nouvelles interventions. Ainsi, il était implicite dès le départ que cette recherche pourrait trouver une suite dans la recherche de l'évolution de sa pensée depuis sa réélection en décembre 2006.

6.1 Les résultats

Nous sommes parvenus à présenter divers éléments qui constituent effectivement un cœur unificateur à la doctrine de Chávez. Nous allons en présenter une synthèse ici, mais puisque le but de ce travail était justement de déployer les liens entre les différents éléments de sa pensée, le résumé qui en est ici fait ne pourra être que trop bref. D'emblée, il nous semble que l'essentiel de notre hypothèse a été confirmé par notre démarche, mais plusieurs aspects sont venus renforcer des liens particuliers entre différents concepts. De plus, la façon dont l'hypothèse présentait la pensée économique était trop brève. Elle ne représentait pas vraiment l'articulation proposée par Chávez et la grande évolution qu'a connue le chavisme à cet égard. Finalement, l'hypothèse sous-estimait l'importance de l'aspect mobilisation dans la pensée du président, et n'évoquait pas les références à la religion qui nous semblent pourtant essentielles.

Le premier élément transversal qui aide à saisir le chavisme nous fut donné par la méthode. Elle comprenait une recherche des résonances et des harmonies dialogiques dans les discours. Les résonances dialogiques que nous avons trouvées confirment nos hypothèses, et d'une manière même plus forte que nous ne le croyions au départ. Nous pensons que la résonance dialogique serait surtout présente dans les sections portant sur l'économie. Or il s'avère qu'elle était également très présente dans la section plus politique. Le discours de Chávez est de façon générale une réponse au contexte qui a précédé sa prise de pouvoir, et elle se présente effectivement comme un dialogue non seulement avec l'ordre économique que mettaient en place ses prédécesseurs, mais aussi avec les impacts de cet ordre sur les institutions. Puisque cet ordre, qualifié de néolibéral, est diffusé mondialement, la doctrine que Chávez met de l'avant est en dialogue avec le monde.

Même si Chávez est en dialogue avec le monde, les principaux locuteurs auxquels il répond sont néanmoins vénézuéliens, et agissent dans un contexte bien local. Ce contexte

s'est mis en place avec l'effritement de l'ordre institutionnel instauré par le pacte de Punto Fijo. Cet effritement, associé principalement à l'application de mesures néolibérales et à une corruption grandissante de l'appareil politique et étatique, est présenté comme l'aboutissement d'un chemin erroné emprunté avec la fixation du bipartisme AD-COPEI à l'aide du pacte de Punto Fijo. Le néolibéralisme serait venu aggraver les torts qui étaient déjà présents. Toutefois, un tel modèle avait des racines plus profondes qui se sont développées avec l'augmentation de l'importance du pétrole dans l'économie. Elles poursuivent elles-mêmes la trahison dont aurait souffert Bolívar au début du 19^e siècle qui aurait mené à la partition de la grande Colombie et à la domination du peuple par une élite sans scrupules.

Dans la doctrine de Chávez, l'adoption des politiques néolibérales est présentée comme un très mauvais choix économique, mais elle a également des répercussions politiques graves. Le discours politique qui accompagne le néolibéralisme le présente comme seul choix possible, bloquant toutes les alternatives qui existent pourtant. De plus, en aggravant les conditions des plus pauvres, le néolibéralisme alimente leur rage, et pousse l'État dans des manœuvres répressives qui ont pour effet de débiliter la démocratie. Les différents échecs de l'instauration du néolibéralisme au Venezuela sont donc autant d'arguments qui servent à justifier la nécessité d'une nouvelle façon de faire, et qui légitiment le besoin d'une idéologie endogène (originnaire du Venezuela). Même en 2005 et en 2006, soit jusqu'à huit ans après sa première victoire électorale, Chávez utilise encore la description du néolibéralisme comme contre-pied à sa démarche. Pendant toute la période étudiée, les organisations et les personnalités qui ont fait le choix d'appuyer le néolibéralisme se voient donc associées au mal qu'il fallait conjurer.

Cette résonance dialogique est apparue au fil de la recherche, dans les différents thèmes abordés pour présenter la pensée politique de Chávez. Elle est cohérente avec la structure d'articulation que nous avons trouvée au chavisme. Notre point de départ, le nationalisme, s'exprime justement comme une volonté d'union de ceux qui étaient exclus du modèle précédent : le peuple-pauvre. Pour trouver ce thème central, nous avons toutefois emprunté une autre voie que la recherche de résonances dialogiques. Elle était inspirée autant par des éléments du contexte lié que par des interventions de Chávez antérieures à son ascension à la présidence. Le nationalisme qui en découle possède la particularité de se définir non

seulement en fonction de l'histoire du pays, notamment par des références très fréquentes à des acteurs historiques choisis, mais surtout par la définition de l'appartenance à la nation en fonction de l'adhésion à un projet politique pour le futur. Une telle définition de la nation a pour conséquence de choisir un groupe d'acteurs qui devient le cœur du projet politique unifiant la nation : le peuple-pauvre. Les acteurs qui s'opposaient à ce projet étaient ainsi écartés de la nation, souvent décriés, mais non pas sur la base de leurs caractéristiques sociales, bien que celles-ci ne fussent pas complètement étrangères à la raison de la critique qui leur est faite, mais en fonction de leur opposition au projet politique mis de l'avant pour le peuple-pauvre. C'est ainsi que tout en voulant donner plus de pouvoir aux pauvres, il était également possible pour Chávez d'inviter les investisseurs étrangers et nationaux à investir au Venezuela malgré leur rattachement aux causes de la situation critique du pays, tant et aussi longtemps qu'ils appuyaient le projet national. Toutefois, s'ils ne font pas partie du peuple-pauvre, les opposants font toujours partie du peuple, et préservent leur droit de participer à la souveraineté.

Dans sa version la plus large, le projet politique qui doit unir la nation consiste à donner plus de pouvoir aux pauvres, tant au niveau politique qu'économique, afin que ceux-ci deviennent les acteurs de la transformation qui leur permettra de se sortir de la pauvreté. Pour y parvenir, il fallait procéder à une révolution, conçue comme une transformation radicale et en profondeur des structures politiques et des valeurs. C'est d'abord à l'assemblée constituante qu'est accordé ce rôle puisqu'elle devait redéfinir les structures juridiques et politiques à partir des préoccupations du peuple-pauvre, et ainsi, devenir un facteur de réunification de la nation. Cette démarche s'appuie sur une grande importance accordée à la souveraineté, qui est reconnue au peuple lorsqu'il exprime sa volonté, elle-même considérée comme étant absolue.

L'importance accordée au respect de la volonté populaire par le biais de la souveraineté mène le chavisme à adopter des positions en faveur de l'autodétermination des peuples, et ainsi à critiquer le monde unipolaire pour y opposer le souhait d'un monde multipolaire. Cette volonté politique deviendra une dénonciation féroce de l'impérialisme qui est moins critiqué dans ses aspects économiques que lorsqu'il y a ingérence étrangère dans les domaines qui devraient appartenir à cette souveraineté. Ainsi, l'impérialisme est moins l'intervention économique des institutions et organisations transnationales pour imposer un ordre

économique, quoiqu'elle en fasse partie, que la présence de militaires étrangers dans un autre pays, par exemple celle de militaires étasuniens dans les eaux territoriales vénézuéliennes pendant la tentative de coup d'État en avril 2002. Dans ce cadre, l'impérialisme semble plus politique qu'économique. Contre l'impérialisme, Chávez cherche à bâtir un mode d'intégration solidaire et respectueux des peuples et de leur souveraineté, afin que le respect de la volonté des peuples devienne la base des relations internationales.

Le projet politique pour la nation visant à redonner le pouvoir aux pauvres s'exprime également dans les concepts économiques. À cet égard, le concept central qui articule la pensée économique de Chávez est celui de développement intégral et endogène. Il s'agit de concevoir le développement économique comme devant être mis au service des différents besoins de la nation, tant au niveau économique, culturel, politique, que social. Il revient alors à l'État d'assumer une gamme de services sociaux permettant de soutenir le peuple dans ses besoins. Le développement doit également être endogène, c'est-à-dire être fait par et pour l'intérieur du pays. La cible du développement est demeurée relativement stable, il s'agissait du peuple-pauvre. Quant à sa source, elle varie considérablement. L'État est demeuré relativement important à toutes les étapes, puisqu'il devait, par la récupération du contrôle du pétrole, acquérir la capacité d'intervenir dans l'économie. Toutefois, le chavisme vise également une diversification de l'économie afin de rompre avec la dépendance pétrolière. Il espérait d'abord que ce soit les grands investisseurs nationaux et internationaux qui accomplissent cette tâche. Tranquillement, au fil de ses années au pouvoir, Chávez a fait s'accroître, au sein de sa doctrine, le rôle que les travailleurs doivent jouer pour diversifier l'économie et assurer le développement endogène. Il devenait ainsi nécessaire d'encourager le coopératisme et de changer les rapports de production en intégrant les travailleurs à la gestion des entreprises. Il tenta également d'inciter à la création de nouveaux réseaux d'échange basés sur les relations de proximité et les liens communautaires. C'est en incorporant de plus en plus les travailleurs dans la gestion des entreprises et dans la création de coopératives qu'il commence à utiliser favorablement le terme «socialisme» parfois qualifié du XXI^e siècle, de bolivarien, d'indo-vénézuélien...

La réalisation de ce projet politique et économique passe par la mobilisation du peuple pauvre afin qu'il s'unisse et se reforme en tant que nation. Pour stimuler cette fonction

mobilisatrice, Chávez cherchera à utiliser plusieurs voies différentes, allant de son leadership naturel à sa posture de président, en passant par les institutions de l'État telles que l'armée, ou la création de nouvelles institutions plus participatives telles que les missions sociales, pour terminer la période en appelant à la refondation d'un parti politique qui contribuerait autant aux tâches de mobilisation des consciences qu'aux fonctions de proposition d'une vision stratégique et de formation de cadres en fonction de cette dernière. Pour décrire ces fonctions de mobilisation, il utilise les idées d'union civils-militaires, de leadership naturel et de parti. Chávez cherche par ces moyens à brouiller les frontières entre les différents types d'organisation afin qu'elles contribuent à la mobilisation pour la réalisation du projet politique de refondation de la nation.

En plus de l'articulation de ces thèmes, nous avons également trouvé dans les discours un élément de la pensée qui traverse presque tous les thèmes, mais dont l'importance est particulièrement grande au niveau économique. Il s'agit des références à la religion catholique. Ces références servent de justification, de caution par leur autorité morale, au principe de défense des pauvres. Ces références, autant que celles faites aux acteurs historiques, s'appuient sur la légitimité des pensées et discours évoqués dans leur lutte pour la défense du peuple-pauvre. Bien que les arguments religieux puissent être formellement distingués des arguments politiques, ils sont évoqués suffisamment fréquemment dans l'objectif de justifier des positions économiques et politiques dans les discours de Chávez (très peu dans les écrits), qu'ils ne peuvent en être complètement séparés au niveau du chavisme. Cette relation de proximité ne faisait pas partie de nos hypothèses de départ, mais ne peut être écartée.

À la lecture de cette doctrine, il semble clair que la fonction mobilisatrice qui fait du chavisme une idéologie de transformation est réellement un aspect très fort de sa pensée. Elle situe l'effondrement institutionnel qu'a connu le Venezuela comme contre-pied à la vision qu'elle propose, et cherche à réunir la partie de la population identifiée par la doctrine comme étant celle qui a le plus souffert de cet écroulement des institutions. Elle cherche ensuite à organiser cette partie de la population pour qu'elle participe aux institutions, en brouillant les frontières entre celles-ci et le peuple-pauvre. Il s'agit bel et bien d'une tentative de relancer un ordre institutionnel, et donc, d'une praxis superstructurelle. Il demeure néanmoins une tension

au sein de sa pensée entre le rôle accordé au dirigeant et à son leadership naturel d'une part, et d'autre part, la volonté de mobiliser en vue de la pratique d'une démocratie participative et «protagonique» où c'est le peuple qui prend le contrôle des institutions et du processus. Il demeure difficile de savoir qui doit conduire le processus : le leader naturel ou le peuple lui-même, à moins que ce ne soit le parti lorsque celui-ci fonctionne bien?

6.2 Retour sur la méthode

La méthode que nous avons choisie donnait à Chávez le bénéfice du doute lorsqu'il affirme défendre une idéologie originale, authentiquement vénézuélienne. En posant cette prémisse, nous avons cherché à comprendre la doctrine chaviste à travers les discours et les écrits. La question de l'originalité de celle-ci nous semble suffisamment importante pour être traitée dans une section séparée.

Nous avons abordé d'emblée le problème avec Chávez de la surabondance de matériel disponible. Le choix des recueils de discours produits par son ministère semblait logique puisque ce sont ceux qui avaient le plus de chance de présenter le chavisme tel qu'il prétend être, et donc, les intentions qu'il manifeste. Nous avons procédé à la lecture d'un grand nombre de discours dans ceux-ci, totalisant plus de sept cents pages (sur les 4446 disponibles, ce qui équivaut à 16 % du total). En plus, nous avons fait des recherches thématiques au sein de ces discours, en utilisant l'index des recueils et des recherches par mots-clefs fournis par les logiciels de lecture des fichiers qui contenaient les discours. Il est difficile d'estimer le nombre de pages qui ont été lues en utilisant cette méthode, puisqu'il fallait souvent remonter quelques pages en amont du mot recherché afin de bien comprendre ce qui était dit. D'autres discours publiés par le ministère des Communications et de l'Information ont également été utilisés, notamment pour compléter l'année 2006 pour laquelle il n'y avait pas de recueil disponible. Puisque ceux-ci émanaient d'un ministère, ils faisaient partie du pouvoir exécutif contrôlé par Chávez, et répondaient ainsi à des caractéristiques similaires aux recueils. Nous nous sommes également appuyé sur 4 longues entrevues publiées sous forme de livres, totalisant plus de 1100 pages. D'autres entrevues étaient également disponibles (Guevara, 2005; Elizalde et Báez, 2004), mais un rapide survol de celles-ci nous a permis de constater qu'elles n'apportaient pas d'éléments nouveaux, et insistaient davantage sur des éléments

personnels de la vie de Chávez ou de ses proches qui ne concernaient pas l'objet de notre étude. Plusieurs écrits attribués à Chávez ont également été abondamment utilisés. Tous ces éléments réunis (discours, écrits et entrevues) constituaient ce que Roig (1980) appelle le texte. À la suite de la lecture de tous ces textes, nous avons atteint une saturation des données. La lecture de nouveaux discours n'amenait plus d'éléments nouveaux ou surprenants, ce qui nous fit penser que le matériel étudié était suffisant pour dresser des conclusions.

Pour appuyer la lecture du texte, plusieurs ouvrages et articles analysant divers aspects de la pensée de Chávez, notamment des analyses de discours, ont été utilisés et dûment cités. Ces éléments constituent, toujours selon la méthode de Roig (1980), le contexte lié, et nous croyions qu'en nous appuyant également sur ces textes, nous diminuions beaucoup les chances que des éléments importants nous échappent. Le contexte général était essentiellement présenté dans le chapitre II, et les principaux livres qui l'appuyaient sont donnés en référence dans ce chapitre.

En utilisant cette méthode, nous croyons être parvenu à présenter une pensée synthétique qui représente fidèlement le fil conducteur du chavisme en tant que position dans un débat sur l'idéologie qui mobilise afin de rendre légitime la transformation d'un ordre institutionnel et justifie l'ordre nouveau qui est instauré. Plusieurs éléments de notre conclusion ne s'écartent pas des résultats obtenus par l'analyse de discours, tels que par exemple, l'importance accordée aux acteurs historiques et à l'histoire vénézuélienne (Romero, 2005). Toutefois, notre méthode a permis de produire d'autres résultats, plus originaux ceux-là, qui présentaient comment s'articulent les termes entre eux et comment une cohérence a été maintenue malgré l'évolution des termes utilisés au sein de la pensée. À cet égard, nous avons pu comprendre comment l'évocation du socialisme, rejetée au début de la période étudiée, est devenue un élément important de son discours plus récent. Bien que la référence au socialisme constitue une transformation du discours, elle n'entre pas en contradiction avec la pensée politique plus générale. Pour ce qui est de l'impérialisme, nous sommes parvenus à décoder la définition qu'en donne le chavisme, et ainsi, à constater que malgré la faible utilisation du terme avant 2004, il s'inscrit en continuité avec la pensée évoquée depuis le début.

Nous avons quand même constaté qu'il existe une grande différence entre les discours et les écrits de Chávez. Les écrits sont généralement plus denses, et donc plus près de l'expression d'une doctrine politique, alors que les discours ont tendance à aborder rapidement des sujets pourtant complexes. Souvent, c'est lorsque les discours se référaient directement aux écrits qu'ils acquéraient une articulation susceptible de mener aux pistes de dévoilement de la pensée et de ses concepts. Les entrevues constituaient généralement un matériel plus probant que les discours prononcés devant les foules. Il faut dire que les auteurs des entrevues poursuivaient justement l'objectif que Chávez approfondisse sa pensée. Toutefois, puisque le chavisme ne possède pas réellement d'ouvrage ou d'auteur théorique phare, il était essentiel d'utiliser les diverses sources en même temps, dont les discours. Par exemple, l'interprétation chaviste du socialisme a trouvé une explication principalement dans un discours prononcé devant des travailleurs. Ainsi, l'argument que nous avons emprunté à Lux-Wurm (1965, p. 223) qui suggérait d'utiliser toutes les sources à la fois semblait le bon choix à faire.

Toutefois, notre méthode a démontré certaines limites. La première concerne la distance entre le discours et les pratiques. La description de la pensée telle que nous l'avons faite permet difficilement de voir à quel point les tensions sociales qui ont entouré l'instauration de la nouvelle hégémonie ont été fortes et sont devenues des sources importantes de définition de la doctrine. Ainsi, notre méthode permet difficilement de distinguer ce qui appartient à un choix stratégique et ce qui constitue un élément plus fondamental. Bien que nous ayons utilisé un argument d'Armony (2006) pour écarter ce problème, en soutenant que dès qu'un président parle, il oriente les discussions sur la reproduction de l'ordre social, certains choix stratégiques peuvent dissimuler des éléments pourtant essentiels à l'organisation d'une doctrine de légitimation. Notre méthode permettait de faire l'hypothèse du choix stratégique, mais pas réellement de le démontrer. Par exemple, le choix de ne pas dénoncer l'impérialisme en début de mandat, et celui d'attendre à 2003-2004 pour le reprendre, alors que les exemples qu'il utilise par la suite proviennent de l'année 2002, demeure difficile à expliquer. Nous avons fait l'hypothèse qu'il s'agissait d'un choix stratégique visant à ne pas décrier trop d'acteurs à la fois, notamment à cause de l'utilisation du terme impérialisme par Chávez avant son entrée au pouvoir, du maintien d'un discours sur la nécessaire multipolarité pendant les premières années malgré l'absence de dénonciation de l'impérialisme, et de l'utilisation de

références à Bolívar pour dénoncer les États-Unis. Or cela demeure pour nous au stade de l'hypothèse, et non au stade de la démonstration. Il faudrait faire une étude de la pensée en fonction des événements pour parvenir à un tel résultat, comme le propose Piotte lorsqu'il produit son étude sur la pensée de Lénine (1972). Notre méthode incite davantage à intégrer tous les éléments au niveau de la doctrine et de son évolution, sans parvenir à établir les choix d'omission stratégiques.

Par ailleurs, elle ne nous permet pas non plus de voir comment les tensions politiques ont modéré ou radicalisé l'expression de la doctrine. À titre d'exemple, quelques analystes indiquent qu'à la suite du coup d'État d'avril 2002, Chávez aurait adouci son discours pour calmer le jeu (notamment Díaz Rangel, 2006 et Harnecker, 2002), alors qu'à la suite du blocage-sabotage pétrolier, il a radicalisé l'implantation d'un modèle alternatif en s'inspirant des exemples de mobilisation qui ont émané de la population qui cherchait à se débrouiller malgré les effets néfastes du blocage. Bien que notre méthode puisse percevoir une évolution, elle peut difficilement comprendre les soubresauts relatifs aux événements.

Finalement, notre méthode ne permet pas non plus de saisir la façon dont est reçue et comprise la doctrine par la population. Nous avons fait la distinction dans l'introduction entre l'idéologie telle qu'elle est un lieu de débat sur l'organisation des sociétés et l'idéologie lorsqu'elle est une intériorisation subjective des institutions et donc, partagée par une bonne partie de la population. Notre démarche visait à saisir l'idéologie telle qu'elle est produite, mais ne touchait pas à l'aspect de la réception de cette dernière par la population. Il est ainsi possible que le chavisme possède un très grand nombre d'interprétations au sein de la population, et que ce soit alors davantage le charisme du chef qui rassemble les partisans que le contenu du chavisme. Notre étude ne permet pas d'aborder cet aspect, mais il n'en demeure pas moins un élément fort intéressant qui mériterait qu'on y accorde d'autres recherches. C'est l'objet de la démarche de Steve Ellner dans l'un de ses articles (2005), et il suggère justement l'existence de deux courants plutôt distincts : l'un révolutionnaire, et l'autre plus doux (*soft*). Notre méthode ne nous permet pas de saisir ce genre de distinction. Toutefois, à l'aide de la description de la doctrine que nous avons faite, il devient possible de cerner des groupes qui, malgré leur appui à Chávez, défendent une doctrine qui est très éloignée du chavisme, et nous

posséderions maintenant les outils pour noter les points de divergence entre les deux doctrines.

6.3 Notes sur l'originalité

Dans son ouvrage sur Gramsci, Jean-Marc Piotte (1970) présente l'originalité de Gramsci par rapport à Lénine et à Marx. Cette démarche vise à briser le statut trop important accordé à la pensée de Lénine par rapport aux autres penseurs marxistes, surtout dans le contexte italien des lectures qui sont faites de Gramsci. Löwy, en parlant de Guevara, conclut son ouvrage en présentant les raisons de sa popularité, tant auprès des populations en révolte au Sud qu'auprès des contestataires du Nord. Il explique comment son originalité l'a rendu si populaire au niveau mondial. Peut-on parler d'une telle originalité dans le cas de Chávez et du chavisme?

Nous avons donné une partie de la réponse en introduction en soulignant la grande popularité de Chávez, non seulement au Venezuela, mais dans le monde. Toutefois, pour ce qui est de l'originalité, notre argument consistait davantage à reconnaître cette originalité d'emblée afin de pouvoir étudier la pensée pour la présenter dans sa cohérence interne, en laissant la critique à d'autres études.

Il y a bien entendu des caractéristiques originales dans le chavisme. Sa première originalité est sans doute la même que celle attribuée par Lux-Wurm à Perón, c'est-à-dire de revendiquer le caractère local, autochtone de l'idéologie qu'ils développent. Le bolivarianisme et en cela similaire à l'«argentinité» du péronisme, non pas tant au niveau du contenu (on est pas fier d'être argentin pour les mêmes raisons qu'on est fier d'être vénézuélien), mais en cela que les deux doctrines revendiquent leur particularité locale. Bien qu'il soit en dialogue avec le monde, le chavisme est très enraciné au Venezuela, tant par son nationalisme que par les résonances dialogiques qui en font un dialogue avec le monde, mais surtout avec les problèmes causés par l'hégémonie mondiale au Venezuela.

Outre cet élément, il convient de rappeler que Chávez n'est pas aussi près d'une école théorique que ne l'étaient Gramsci, Lénine, ou même Guevara. Ainsi, il est difficile d'évaluer ses avancées doctrinaires à l'aune d'une école ou de l'autre sans immédiatement soulever qu'il

n'est pas membre de cette école, et donc, que l'étalon ne fournit pas une mesure exacte. Ainsi, l'originalité du chavisme ne peut se mesurer par les avancées théoriques réalisées au sein d'une école de pensée particulière. Il est donc vrai que la doctrine chaviste est un assemblage de différents concepts et arguments provenant de différents courants et de différentes époques. Mais n'est-ce pas là le propre de l'invention et de l'originalité? Il nous semble que l'originalité du chavisme réside là.

Cet assemblage porte tout de même ses particularités intéressantes. D'une part, la vision qu'il avance du nationalisme permet d'éviter un trop fort débat sur les origines culturelles des Vénézuéliens. Il est vrai que le pays ne connaît pas une vague aussi forte d'immigration que les pays du Nord de l'occident, mais il contient tout de même une population autochtone, et dans d'autres pays du Cône Sud, leur exclusion est notoire. Une définition de la nation reposant sur les origines culturelles des Vénézuéliens aurait pour effet de les exclure, alors que le résultat de la position chaviste est simplement de les inviter à prendre part au projet¹²⁵. Il dira même qu'il faut les prendre en exemple dans la mesure où les valeurs coopératives de leur culture en font un meilleur terreau pour le développement d'un idéal socialiste. D'autre part, il est capable d'articuler dans une même doctrine un appui de l'institution militaire au développement du pays tout en insistant très fortement sur la nécessité de respecter la démocratie et les institutions. Il est même parvenu à ouvrir certains aspects de la démocratie vénézuélienne en intégrant les référendums d'initiative populaire et la révocation de tous les élus à mi-mandat, tout en intégrant des ex-militaires dans l'appareil d'État. Bien que plusieurs critiques existent sur la liberté de la presse et sur le climat de confrontation qui règne dans ce pays, le climat général demeure démocratique et bien loin des exemples de dictature qu'a connus l'Amérique du Sud.

La façon dont est abordée la question des classes permet autant d'adopter des mesures de soutien direct aux pauvres, que des mesures pour qu'ils développent des initiatives économiques collectives leur permettant de créer leur propre activité économique ou d'inviter les investisseurs à contribuer à la diversification de l'économie vénézuélienne. Bien qu'originale, cette façon d'aborder la question pose des obstacles à l'intégration dans la doctrine des éléments qui proposeraient une mécanique économique foncièrement différente.

¹²⁵ Pour plus d'information sur la place des autochtones dans la nouvelle hégémonie vénézuélienne, voir le travail de Violaine Bonassies (2007).

6.4 Perspectives

Bien que notre étude s'arrête en 2006, un suivi à distance du pays depuis n'a pas infirmé les éléments essentiels qui ont été révélés dans cette étude. La difficulté à proposer une perspective économique différente s'est manifestée lors du référendum d'amendement de la Constitution tenu en décembre 2007. Le référendum proposait des modifications à un très grand nombre d'articles, dont certains proposaient une réforme aux structures de propriété. Les résultats ont montré que ce ne sont pas les opposants à Chávez qui ont réellement accumulé plus de forces dans leurs rangs, mais bien les gens susceptibles d'appuyer le chavisme qui ne sont pas allés voter pour défendre cette proposition, causant le rejet majoritaire de l'ensemble des amendements. Bien que plusieurs analystes aient craint que Chávez ne respecte pas le résultat s'il perdait, notre présentation de la pensée aurait penché pour l'hypothèse contraire vue l'importance accordée au respect de la volonté populaire dans la doctrine chaviste. Est-ce la possibilité de réélire Chávez qui n'a pas convaincu, le resserrement des conditions pour des référendums populaires, la plus grande place des militaires dans l'État ou encore le trop grand nombre d'amendements qui rendait la réforme complexe à appuyer en bloc qui a donné ce résultat? Notre intuition va dans le sens d'un mélange de tous ces éléments.

Cependant, il nous semble aujourd'hui clair que le chavisme s'est établi en hégémonie qui est là pour rester. Les opposants, lors du référendum de 2007, ont justement défendu la Constitution de 1999 contre la réforme, alors qu'ils s'opposaient justement à la Constitution dans les années précédentes. C'est donc autour des propositions du chavisme que s'organise le débat dans la société. Le spectre du chavisme demeurera ainsi présent pendant longtemps au Venezuela et il y a de bonnes chances qu'après Chávez, les rangs des défenseurs de la doctrine soit animé d'un débat sur la véritable nature du chavisme. Les gens qui l'appuient depuis une posture aux accents très socialistes tenteront d'en radicaliser l'aspect révolutionnaire alors que les plus modérés traduiront les essais de transformation économique manqués comme des erreurs du régime. La tension se poursuivra alors, entre d'une part les divers courants chavistes, et d'autres parts, les opposants historiques à ce régime.

Pour que les défenseurs du chavisme demeurent réunis au sein d'une organisation politique après Chávez, il faudra que le parti que Chávez cherche en ce moment à construire fonctionne véritablement et permette que les divisions se canalisent et se règlent en son sein. Alors, la médiation entre le leader et le peuple sera partiellement rétablie, permettant de dissocier la figure du leader de la doctrine. Peut-être alors prendra-t-elle le nom de bolivarienne.

Si des études devaient être poursuivies dans la veine de celle-ci, il nous semble qu'une étude sur la réception de cette doctrine parmi la population serait d'une grande utilité. Elle permettrait de saisir ce que les partisans comprennent de celle-ci et ainsi, de voir si les prétentions révolutionnaires du régime tiennent la route.

RÉFÉRENCES

- Arenas, Nelly. 2006. «El proyecto chavista : Entre el viejo y el nuevo populismo». *Cuestiones Políticas* : no 36 (janvier-juin), p. 35-69.
- Armony, Victor. 2000. *Représenter la nation. Le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*. Montréal : Éditions Balzac, coll. L'Univers du discours. 242 pages.
- Bakhtine, Mikhaïl. 1977. *Le marxisme et la philosophie du langage : essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*. Paris : éditions de minuit. 233 pages.
- _____. 1984. «Les genres du discours.» In *Esthétique de la création verbale*. p. 263-308, Paris: Gallimard.
- Bartley, Kim et Donnacha O' Briain. 2003. *The revolution will not be televised*. Film-documentaire, coul., 74 minutes, Irlande : Irish Film board.
- Bearn, Pierre. 1975. *La décade peroniste*. Paris : Gallimard. 253 p.
- Bilbao, Luis. 2005. *Chávez et la révolution bolivarienne : entretien avec Luis Bilbao*. Clamecy (Fr) : Le temps des cerises.
- Blanco Muñoz, Agustín. 1998. *Venezuela del 04F-92 al 06D-98 : Habla el comandante Hugo Chávez Frías*. T. 12 de Testimonios violentos. Caracas : "Catedra Pio Tamayo".
- Bonnassies, Violaine. 2006. *Les Indigènes au Venezuela : une entrée en politique sous les auspices de la Révolution bolivarienne*. Publication en ligne sur le site de l'Observatoire des amériques. http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=3092 (consulté le 22 avril 2007)
- _____. 2007. «L'intégration du mouvement indigène dans la république bolivarienne du Venezuela». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 152 f.
- Borgucci, Emmanuel. 2002. «La construcción de la situación económica venezolana en el discurso del presidente Hugo Chávez». *Convergencia* : vol. 9, no 29 (mai-août). p. 101-125.
- Burks, David D. 1964. *Cuba Under Castro*. New-York : Foreign Policy Association.
- Cardenas G., José M. 1995. *El 27 de Febrero Contado por Niños y Adolescentes*. Caracas (Venezuela) : Fondo Editorial Trópikos.

Carrera Damas, Germán. 2003 (1970). *El culto a Bolívar : esbozo para un estudio de la historia de las ideas en Venezuela*. Caracas (Venezuela) : Alfadil.

Castro Aniyar, Daniel. 2000. «Hugo Chávez : una descripción antropológica de lo contemporáneo». *Espacio abierto* : vol. 9, no 1 (janvier-mars), p. 37-52.

Chávez Frías, Hugo. 1992. *Un brazalete tricolor*. Valencia (Venezuela) : Vadell Hermanos. 107 pages.

_____. 1996. *Agenda alternativa bolivariana. Una propuesta para salir del laberinto*. Caracas : édition inconnue.

_____. 1999. *Ideas Fundamentales para la Constitución Bolivariana de la V República*. Projet de constitution déposé à la scéance d'ouverture de l'assemblée nationale constituyente. Disponible dans Internet en 2 tomes:

Tome 1 : <http://www.analitica.com/constituyente/bolivariana/tomo1.asp#t1c1>

Tome 2 : <http://www.analitica.com/constituyente/bolivariana/tomo2.asp>

(Consulté le 15 juillet 2007)

_____. 2001. *Lineas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2001-2007*. República bolivariana de Venezuela. Disponible à l'adresse : <http://www.mpd.gob.ve/pdeysn/plan.htm> (consulté le 22 avril 2008).

_____. 2006. *Palabras Antiimperialistas*. Caracas : Ministerio de comunicación e información, deuxième édition.

_____. 2007 [1995]. *El libro Azul*. Caracas : ediciones del Minci.

_____. 2007b [1993]. *Mensaje Bolivariano del comandante Hugo Chávez Frías a la Nación a un año del 4F Aniversario de la Dignidad*. Caracas : ediciones del Minci.

_____. 2007c [2006]. *El discurso de la unidad*. Caracas : ediciones "socialismo del siglo XXI. 52 pages.

Chávez Frías, Hugo et equipo asesor. 1998. *Una propuesta de Hugo Chávez para transformar a Venezuela. una revolución democrática*. Disponible dans Internet : <http://www.analitica.com/bitbliblioteca/hchavez/programa.asp> (consulté le 15 juillet 2007)

Chávez Frías, Hugo et Oficina central de coordinación y planificación. 1999. *Programa Económico de Transición 1999-2000*. Disponible à l'adresse : <http://mpd.gob.ve/prog-ec-tr/programa.htm> (consulté le 22 avril 2008).

Chávez Frías, Hugo et Haiman El Troudi. 2005- . *Selección de Discursos del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías*. 7 t. Caracas : Ediciones de la Presidencia de la República.

Contreras, Eustoquio. 2005. *Principios y valores del proceso bolivariano : agenda para una discusión pendiente*. Valencia (Venezuela) : Vadell Hermanos.

Corrales, Javier. 2005. «In search of a theory of polarization : Lessons from Venezuela, 1999-2005». *Revista europea de estudios latinoamericanos y del caribe* : no 79 (octobre). p. 105-118.

Del Pozo, José. 2004. *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, de 1825 à nos jours*. Québec : Septentrion. 398 pages.

Díaz Rangel, Eleazar. 2006. *Todo Chávez : De Sabaneta al socialismo del siglo XXI*. 2^e éd. rev. et augm. Caracas : Planeta.

Dieterich, Heinz. 2007. *Hugo Chávez y el socialismo del siglo XXI*. 2^e édition revue et amplifiée. Barquesimeto, (Venezuela) : Por los caminos de América, 220 pages.

Draper, Theodore. 1963. *La révolution de Castro*. Paris : Calmann-Lévy. Principalement le chapitre *Castro et le communisme*, p. 147 à 211.

Duprat, Gérard (sous la dir.). 1980. *Analyse de l'idéologie: problématiques*. T. 1. Paris: Galilée.

_____. 1983. *Analyse de l'idéologie: thématiques*. T. 2. Paris: Galilée.

Elizalde, Rosa Miriam, et Luis Báez. 2004. *Chávez Nuestro*. La Havane : Casa editora Abril.

Ellner, Steve. 2001. «The radical potential of chavismo in Venezuela : The first year and a half in power». *Latin American Perspectives* : vol. 28, no 5. p. 5-32.

_____. 2004. «Leftist goals and the debate over anti-neoliberal strategy in Latin America». *Science and society* : vol. 68, no 1 (printemps). p. 10-32

_____. 2005. «Revolutionary and non-revolutionary paths of radical populism : directions of the chavista movement in Venezuela». *Science and society* : vol. 69, no 2 (avril). p. 160-190.

Ellner, Steve, et Fred Rosen. 2002. «Chavismo at the crossroad : Hardliners, moderates, and a regime under attack». *NACLA : report on the Americas* : vol. 35, no 6 (mai-juin). p. 8-12.

Ellener, Steve, et Miguel Tinker Salas. 2007. « *The venezuelan exceptionalism thesis: separating myth from reality* ». In *Venezuela, Hugo Chávez and the decline of "exceptional democracy"*, sous la dir. de Steve Ellner et Miguel Tinker Salas, p. 3 à 15. Lanham (USA) : Rowman & Littlefield.

Freitag, Michel. 1986. *Dialectique et société*. Tome 2. Montréal: Éditions Saint-Martin. 443 pages

- Freitag, Michel et Éric Pineault. 1999. *Le monde enchaîné*. Québec: Nota Bene. 332 pages
- Gallegos, Romulo. 1979. *Dona Barbara*. Paris : Gallimard.
- Giusti, Roberto. 2006. *Con la frente en alto : los años duros (2)*. Venezuela : Libros marcados.
- Goldwert, Marvin. 1972. *Democracy, militarism, and nationalism in argentina, 1930-1966*. Austin (Tex.) : University of Texas Press.
- Golinger, Eva. 2005. *El código Chávez : Descifrando la intervención de Estados Unidos en Venezuela*. Caracas : Monte Ávila.
- Gonzalez, Edward. 1974. *Cuba under Castro : the limits of charisma*. Boston : Houghton Mifflin. 241 p.
- Gott, Richard. 2005. *Hugo Chávez and the bolivarian revolution*. Londres : Verso.
- Goyette, Christian. 2003. «Amérindianité et Zapatisme : une analyse de la figure de l'Indien dans le discours zapatiste». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 130 f.
- Guerra, José. 2006. *¿Qué es el socialismo del siglo XXI?* 2^e éd. augm. Caracas : Librorum.
- Guevara, Aleida. 2005. *Chávez, un hombre que anda por ahí*. New York : Ocean Press.
- Harnecker, Marta. 2002. *Hugo Chávez Frías. Un hombre, un pueblo*. Espagne : Gakoa Tercera Prensa.
[L'édition du livre de Marta Harnecker ici mentionnée est celle qui est aisément disponible en librairie. Toutefois, la pagination que nous utilisons dans ce texte provient non pas de cette édition, mais d'un manuscrit que l'auteure nous a remis après l'avoir corrigé en fonction des commentaires de l'éditeur. La pagination est donc différente, mais le contenu demeure le même.]
- Hawkins, Kirk. 2003. «Populism in Venezuela : The rise of Chavismo». *Third World Quarterly* : vol. 24, no 6, p. 1137-1160.
- Herrera Navarro, Ramón. 2002. *La revolución Chavista*. Caracas : Edic-Ven.
- Hutchinson, John et Anthony D. Smith (dir. publ.) 1994. *Nationalism*. New York : Oxford University Press.
- Izarra, William E. 2001. «Genesis del Movimiento V República MVR». In *En búsqueda de la revolución*, p. 90 à 139. Caracas : Producciones Karol.

- Lander, Edgardo. 2007. «*Venezuelan social conflict in a global context*». In Venezuela, Hugo Chávez and the decline of "exceptional democracy", sous la dir. de Steve Ellner et Miguel Tinker Salas, p. 16 à 32. Lanham (USA) : Rowman & Littlefield.
- Langué, Frédérique. 2002. *Hugo Chávez et le Venezuela : une action politique au pays de Bolivar*. Paris : L'Harmattan.
- Lebowitz, Michael A. 2006. *Construyamoslo Ahora. El socialismo para el siglo XXI*. Caracas: centro international Miranda. Traduction de la version originale en anglais coordonnée par Marta Harnecker.
- Lefebvre, Henri. 1957. *La pensée de Lénine*. Paris : Borduas.
- Lemoine, Maurice. 2006. *Le Venezuela de Chávez*. Paris : ed. Alternatives.
- López Maya, Margarita. 2006. *Del viernes negro al referendo revocatorio*. Caracas : Alfadil.
- Löwy, Michael. 1997. *La pensée de Che Guevara : un humanisme révolutionnaire*. Paris : Syllepse.
- Lux Wurm, Pedro Carlos. 1965. *Le péronisme*. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- Manrique, Miguel. 2001. «*Relaciones civiles militares en la Constitución Bolivariana de 1999*.» In Miliars y civiles, Balances y perspectivas de las relaciones civiles-militares venezolanas en la segunda mitad del siglo XX. Hernán Castillo, Manuel Alberto Donís Ríos et Domingo Irwin (comp.), p. 159 à 184. Caracas.: Universidad Simón Bolívar; Universidad Católica Andrés Bello; Universidad Pedagógica Experimental Libertador.
- Martín Lozano, Guillermo. 2004. *Chávez, un abismo golpista*. Caracas : édition par l'auteur.
- McCoy, Jennifer, et Laura Neuman. «Defining the "Bolivarian Revolution" : Hugo Chávez's Venezuela». *Current History* : février 2001. p. 80-85.
- Méndez Sereno, Herminia. 1998. *5 siglos de historia de Venezuela, desde 1492 hasta 1998*. 2^e éditions augmentée. Caracas: El centauro. 431 pages
- Mercier-Vega. Luis. 1974. *Autopsie de Peron : bilan du peronisme*. Gembloux (Belgique) : J. Duculot. 205 p.
- Molero de Cabeza, Lourdes. 2002. «El personalismo en el discurso político venezolano : un enfoque semántico y pragmático». *Espacio Abierto* : Vol. 11, no 2 (avril-juin), p. 291-334.
- Montero, Nelly (comp.). 2005. *Reflexiones sobre el socialismo en el siglo XXI*. Caracas : Ipasme.

- More, Thomas. 1993. *Utopie*. Paris : Éditions Flammarion.
- Pailler-Staub, Claire. 1970. *El castrismo*. Paris : Masson.
- Palacios, Ángel. 2004. *Puente Llaguno. Las claves de una masacre*. Film-documentaire, coul., 105 minutes, Venezuela : Panafilm.
- Parker, Dick. 2001. «El Chavismo: populismo radical y potencial revolucionario». *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*: vol. 7, no. 1 janvier-avril. p.13 à 44.
- _____. 2007. « *Chávez and the search of an alternative to neoliberalism* ». In Venezuela, Hugo Chávez and the decline of "exceptional democracy", sous la dir. de Steve Ellner et Miguel Tinker Salas, p. 60 à 74. Lanham (USA) : Rowman & Littlefield.
- _____. 1973. *Habla Perón*. Argentine : Editorial Freeland. 264 p.
- Peron, Juan Domingo. 1990. *Doctrine péroniste*. Paris : Trident. 484 p.
- Peñañiel, Ricardo. 2006. «Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela. Imaginaire populopauvériste et suture d'un système politique disloqué». In *Les frontières du politique en Amérique latine, imaginaires et émancipation*, sous la dir. d' André Corten, avec la collaboration de Vanessa Molina et Julie Girard-Lemay, p. 139-155. Paris : Karthala.
- Petkoff, Teodoro. 2006. *Dos Izquierdas*. Caracas : Alfadil.
- Piotte, Jean-Marc. 1970. *La pensée politique de Gramsci*. Paris : Anthropos. 302 p.
- Piotte, Jean-Marc. 1972. *Sur Lénine*. Montréal : Parti pris. 300 p.
- Pividal, Fransisco. 2006. *Bolívar, pensamiento precursor del antiimperialismo*. Caracas : Ediciones de la Presidencia de la República. Tiré de l'éditions cubaines : 1977. Cuba : Casa de las Américas.
- Plusieurs auteurs. 2003. *PDVSA y el golpe*. Caracas : Fuentes.
- Reeve, Charles. 2007 : «Le Chavisme on l'art d'éviter le pire.» *DIVERGENCES, analyses libertaires internationales en ligne*. Disponible en ligne en janvier 2007 à l'adresse : http://divergences.be/article.php3?id_article=290
- República Bolivariana de Venezuela, Ministerio de la secretaría de la Presidencia, Despacho del ministro. 2000. *Constitución de la república bolivariana de Venezuela*. Tel que refondu par l'assemblée constituante et publié dans la gazette officielle no 0034-00 le 27 janvier 2000. Disponible dans Internet à l'adresse : <http://asambleanacional.gov.ve/ns2/leyes.asp?id=841&dis=4> (consulté le 25 février 2007).

República Bolivariana de Venezuela, Asamblea nacional, Servicio Autónomo de Información Legislativa, 2001. *Textos constitucionales 1811-1999*, Caracas.

Roig, Charles. 1980. *La grammaire politique de Lénine : formes et effet d'un discours politique*. Lausanne : L'Age d'homme.

Romero, Juan Eduardo. 2005. «Discurso político, comunicación política e historia en Hugo Chávez.» *Ámbitos* : no. 13-14. p. 357-377.

Steffan, Heinz Dieterich. 2002. *El socialismo del siglo 21*. Ouvrage disponible en ligne : <http://www.rebellion.org/libroslibres.htm> (consulté le 18 avril 2007)

Sylvia, Ronald D, et Constantine P Danopoulos. 2003. «The Chávez phenomenon : political change in Venezuela». *Third World Quarterly* : vol. 24, no 1. p. 63-76.

Urueña Cervera, Jaime. 2004. *Bolívar republicano : fundamentos ideológicos e históricos de su pensamiento político*. Colombie : Aurora.

Valderrama, Toby et Alejandro Mena. 2005. *Rumbo al socialismo*. Barcelone (Ven.) : Fundación fondo editorial Fabricio Ojeda.

Villá Morillo, Marc. 2003. *El rescate del cerebro de PDVSA*. Film-documentaire, coul., 45 minutes, Venezuela : Cooperativa Audiovisual Primeras Voces.

Weber, Max. 1958. *From Max Weber : essays in Sociology*. New York : Oxford university Press.

Woods, Allan. 2006. : *The Venezuelan Revolution : a marxist perspective*, 3^e éd. Delhi : Aakar books.

Wilkerson, Loree. 1965. *Fidel Castro's political programmes, from reformism to marxism-leninism*. Gainesville (Fl) : University of Florida Press.

Wilpert, Gregory. 2003. «Collision in Venezuela». *New left review* : no 21 (mai-juin). p. 101-116